



défis sud

Numéro double 133-134 Bimestriel nov. dec. 2016 (ne paraît pas en août) Rue aux Laines, 4 1000 Bruxelles Bureau de dépôt Bruxelles X N° d'agrément: P307409

Demain, l'agriculture familiale!



Défis Sud se transforme, comme l'agriculture familiale

La publication de ce numéro double marque un tournant de l'histoire de la revue *Défis Sud*. Pour suivre, accompagner et orienter les débats sur l'agriculture familiale, *Défis Sud* va renouveler sa façon de travailler et faire évoluer la relation qu'il a avec vous à partir d'une plateforme de contenus entièrement remaniée.

Depuis vingt ans, votre revue a resserré son projet éditorial sur les questions agricoles et de développement rural. *Défis Sud* a ainsi proposé un éclairage aiguisé sur une période particulièrement riche de l'évolution des systèmes agro-alimentaires.

Entre un marché qui s'est largement mondialisé et une montée en puissance de mouvements paysans internationaux, *Défis Sud* a donné la parole aux acteurs et répercuté leurs positions dans les débats qui ont émergé durant ces vingt dernières années.

Un commerce mondial inachevé

Rappel historique: assurément, 1994 a marqué un tournant dans l'évolution du secteur agricole mondial.

Réunis à Marrakech, les pays signataires des Accords du Gatt créaient l'Organisation mondiale du commerce (OMC) décrétant que l'agriculture produisait des «*marchandises*» comme les autres: leur commerce devait emprunter les mêmes voies que les bicyclettes, les vêtements ou les appareils électroniques. Le cycle de négociations de Doha, commencé en 2001, qui devait œuvrer à l'ouverture des marchés, à l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation et de soutien interne à l'agriculture, n'a toujours pas abouti en 2016. La libéralisation des produits agricoles n'est pas totalement effective. Des modèles agricoles très différenciés ont été mis en concurrence. Si une exploitation intensive hautement spécialisée et à grande échelle vise essentiellement à commercialiser sa production, il n'en va pas de même pour une exploitation faiblement outillée, à taille familiale et ne dépassant pas 5 ou 10 ha. Mais la logique libérale a voulu s'instiller dans toutes les étapes des processus de la production agricole. Les marchés



Un éditorial de Jean-Jacques Grodent
Directeur de l'information
chez SOS Faim

Un regain d'intérêt pour le soutien de l'agriculture se manifeste.



Défis Sud à travers le temps.
© SOS Faim.

Défis Sud va renouveler sa façon de travailler.

devraient s'autoréguler et permettre à tout un chacun de subvenir à ses besoins alimentaires. Le secteur agricole, par vagues successives, était censé s'adapter à une demande croissante.

2008, la crise

Sous l'effet de l'explosion des prix, la crise alimentaire mondiale de 2008 a fait descendre des millions de personnes dans les rues.

Globalement la quantité d'aliments produits ne posait pas de problème majeur, sa répartition géographique était déséquilibrée. De plus, l'instabilité des prix, influencés par divers facteurs comme le transfert de la production agricole vers des usages énergétiques et non-alimentaires, le changement climatique, la dégradation des écosystèmes et des sols, a exclu plus d'un milliard de personnes de l'accès à la nourriture. Une prise de conscience importante a alors influencé durablement les esprits et les portefeuilles.

Les incertitudes sur les placements financiers traditionnels, et la volatilité des productions et des prix des matières premières agricoles ont accéléré le mouvement de financiarisation. Sur toute la chaîne agricole, depuis la possession de la terre jusqu'à l'achat effectué par le consommateur, les logiques financières se sont généralisées.

Des pays déficitaires en productions alimentaires, auxquels se sont joints de grands groupes financiers et agroalimentaires, ont cherché à sécuriser leurs approvisionnements en mettant la main sur des terres fertiles dans des pays où elles étaient encore accessibles.

Des conglomérats se sont constitués. De la semence aux outillages, des pesticides aux fertilisants et des commerçants aux centrales d'achats, le secteur agricole s'est concentré autour de structures commerciales tentaculaires.

À des échelles et des intensités diverses selon les pays et les régions, le regroupement des terres a fait émerger progressivement des fermes usines, rangeant dans les placards de l'histoire les exploitations familiales et leur autonomie de gestion.

Regain d'intérêt

Parallèlement, un large regain d'intérêt pour le soutien à l'agriculture, réclamé depuis de nombreuses années par les organisations paysannes, s'est manifesté notamment avec la publication du rapport 2008 de la Banque mondiale¹. Les institutions internationales de financement et des fondations privées comme la Fondation B & M Gates, dont *Défis Sud* a régulièrement suivi le développement, ont réorienté leurs investissements dans ce secteur, suscitant de nouvelles vocations agricoles tant locales qu'internationales². Les acteurs traditionnels que sont les paysans ont vu s'intéresser à leurs champs des notables locaux, des investisseurs nationaux ou internationaux. La confrontation entre les approches se matérialisait.

La production alimentaire est encore très largement produite par des paysannes et des paysans sur des exploitations familiales, et

¹ Rapport sur le développement dans le monde 2008: l'agriculture pour le développement

² Rien que pour l'Afrique les perspectives de marché pour l'agriculture s'élèvent à plus 1.000 milliards de \$: Xavier Beulin, l'Afrique, y aller: <http://magazinedelafrique.com/xavier-beulin-lafrique-faut-y-aller/>





Défis Sud a donné la parole aux acteurs et répercuté leurs positions.

pas seulement dans les pays du Sud. Ces acteurs de premier plan ont eux aussi acquis une importance politique. Dès les années 70 et 80, des organisations paysannes se sont constituées. D'exploitants agricoles, les paysans se sont émancipés en acteurs sociaux, s'imposant sur la scène politique en soutenant une politique de «*souveraineté alimentaire*»³.

Trois enjeux majeurs

L'émergence de ces nouveaux acteurs au plan économique et politique s'est fortement consolidée durant ces vingt années. *Défis Sud* a fait largement écho à leurs réflexions et positionnements. On ne peut plus faire comme s'ils n'existaient pas: leur vision de l'agriculture s'est affirmée, une Année internationale de l'agriculture familiale a été proclamée, une large reconnaissance politique et économique est maintenant partagée sur la pertinence de l'agriculture familiale⁴, les responsables paysans sont désormais des interlocuteurs reconnus des grands bailleurs.

Comme l'ensemble des acteurs, les organisations paysannes sont confrontées aujourd'hui à trois enjeux majeurs :

Premièrement, la faim est reconnue comme un problème politique complexe et multidimensionnel. L'objectif n'est plus uniquement de produire autant de tonnes de nourriture. À présent, sont concernées des politiques de production, mais aussi de lutte contre la pauvreté, de nutrition et d'aménagement du

territoire, de transport et d'environnement, de santé et de commerce, de relations internationales, de relations entre les villes et les campagnes, de migrations et changement climatique, de genre et de droits de propriété intellectuelle.

Le second enjeu est relatif à la gouvernance agricole et alimentaire mondiale. À la suite de la crise alimentaire, le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale, CSA⁵, a été rénové en 2009 et doté de moyens. De façon inclusive et au-delà d'une régulation par les marchés, il définit des normes et des lignes de conduite permettant de suivre un cadre d'action préconisant la sécurité alimentaire pour tous.

Le modèle familial, et c'est le troisième enjeu, a de la peine à s'imposer dans la concrétisation des politiques. Sa capacité à répondre aux défis de la faim, de la pauvreté rurale, de la détérioration de l'environnement et des changements climatiques est remise en cause à demi-mots. La plupart des investissements importants priorisent dorénavant des projets agricoles de type agroindustriels. L'agriculture familiale doit maintenant s'affranchir du confinement dans lequel on tente de la contraindre et s'engager avec les producteurs et leurs organisations, dans une transformation qui soit la plus inclusive possible.

Les combats concernant ces enjeux essentiels seront au centre des contenus dont nous débattons ensemble dans nos publications des années à venir. ♦

³ Formulée pour la première fois lors du Sommet de l'Alimentation de 1996 par le mouvement paysan international de la Via Campesina.

⁴ Les rapports de l'International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development, IAASTD, les travaux du Rapporteur spécial pour le Droit à l'Alimentation O. De Schutter, ... ont marqué l'entrée dans le siècle.

⁵ Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) vise à être la plateforme internationale et intergouvernementale la plus largement ouverte où toutes les parties prenantes œuvrent ensemble et de façon coordonnée à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition pour tous.

sommaire

n° 133-134

Directeur de la publication: Jean-Jacques Grodent. **Rédacteur en chef:** Pierre Coopman. **Conseil éditorial:** Laurent Biot, Christophe Brisme, François Cajot, Pierre Coopman, Freddy Destrait, Olivier Hauglustaine, Jean-Jacques Grodent, Marc Mees, Virginie Pissort, Claire Stoeckel, François Vandercam. **Collaborateurs:** Charline Cauchie, Diana Gerard, Fanny Gosset, Mohamed Gueye, Emmanuel Juste, Marie Le Boniec, Annabel Maisin, François Misser, Sabine Schrader, Pauline Solut, Patrick Veillard. **Couverture:** Philippe De Kemmeter. **Rédaction:** Rue aux Laines, 4, 1000 Bruxelles. tél. 32 (0)2 511 22 38 **Réalisation:** Studio Marmelade. **Impression:** Paperland. Défis-Sud est une publication de SOS Faim. Défis-Sud est un forum où des auteurs d'horizons divers s'expriment sur les thèmes du développement. Tous droits de reproduction réservés. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Les titres et les sous-titres sont parfois de la Rédaction.

E-mail: pco@sosfaim.org Site web: www.sosfaim.be

Imprimé sur papier recyclé. Éditeur responsable: Olivier Hauglustaine - rue aux Laines, 4 - 1000 Bruxelles. Défis Sud bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD).

DE BELGISCHE
ONTWIKKELINGSAMENWERKING • be

ENTRETIEN 6 **L'agriculteur est au cœur du développement**

Il faut des Organisations paysannes fortes appuyées par de véritables mouvements paysans. En 1984, quand Freddy Destrait commence chez SOS Faim, il n'y a quasiment pas en Afrique de structure syndicale qui défend l'intérêt des paysans.

SÉNÉGAL 17 **Jeunes et décidés à reprendre le flambeau**

Le principal slogan des membres du Collège des jeunes paysans du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), est de demander aux jeunes paysans de «*rester ici, travailler ici, réussir ici*».

EUROPE - AFRIQUE 32 **Regards croisés sur les réussites paysannes**

Au Nord comme au Sud, il importe de préserver et de développer une agriculture familiale dont les facultés de résilience et de nutrition ne sont plus à démontrer.

PÉROU 44 **La gastronomie paysanne séduit les Péruviens**

La commercialisation de la production agricole est une des priorités du Pérou et la gastronomie une des bases de la diversification de la production nationale.

MALI 57 **Faliry Boly: Une agriculture familiale organisée par ceux qui la font**

Faliry Boly, producteur de riz malien, rappelle combien l'agriculture familiale en Afrique doit garder ses savoirs-faire. Sans quoi, elle risque de disparaître purement et simplement.

ANALYSE 8 **Défendre l'agroécologie**

Les résultats de l'agroécologie sont multiples: elle impacte à long terme aussi bien les rendements que la durabilité des systèmes, le bien-être, les revenus...

RENCONTRE 22 **Apologie de l'action solidaire**

Toutes les disparitions de petits fermiers s'expliquent à cause de l'endettement, des crises de prêts hypothécaires, des coûts de production qui ne cessent d'augmenter. Interview avec Vandana Shiva.

BURKINA FASO 35 **Trop d'incertitudes à Bagré**

Bagré est une petite ville dans la région Centre-Est du Burkina Faso. À première vue, rien de différent par rapport à d'autres grosses bourgades du pays. Pourtant, des sommes colossales y sont investies depuis plusieurs années.

MICROFINANCE 59 **Des innovations pour la finance rurale**

Dans les pays du Sud, les Institutions de Microfinance (IMF) considérées comme de bonnes clientes sont relativement rares et souvent, les investisseurs se concentrent sur les meilleures en termes de performance.

PRATIQUES ÉCOLOGIQUES 61 **L'avis des experts: transition vers des systèmes diversifiés**

Les systèmes alimentaires industriels doivent se remettre en question, mais les incitations politiques doivent être modifiées pour que des alternatives puissent émerger.

BELGIQUE 13 **Des projets porteurs de sens**

Travailler avec la nature, en la respectant et non en la dominant, c'est la philosophie de trois initiatives qui tendent vers une agriculture plus biologique et écologique.

RDC 27 **Espérance Nzuzi: Paysans congolais unis pour l'agriculture familiale**

Le Congo accumule les paradoxes. L'un des plus cruels est l'écart entre la réalité du pays et son potentiel agricole.

AMÉRIQUE DU SUD 39 **Comment éviter le triomphe de l'agro-industrie?**

La dérégulation croissante des échanges internationaux et les politiques agricoles nationales favorisant l'essor de l'agrobusiness continuent malgré toutes les bonnes intentions affichées par les gouvernements.

AGRICULTURE 53 **Mobiliser des moyens pour la souveraineté alimentaire**

Pour Arnaud Zacharie, soutenir et promouvoir une agriculture familiale respectueuse de la biodiversité passe par des politiques et des législations efficaces, au niveau national et international, au Nord, mais aussi au Sud.

Bonus

PERSPECTIVES 65 **«Vers la fin de la mondialisation?»**

Europe en panne, tensions géostratégiques, mondialisation en recul, puissance du lobby agro-industriel, effondrement possible... [lire la suite]

LE MUTIRÃO BRÉSILIEN 69 **Des journées de travail agricole empreintes de solidarité**

Le mutirão - dénommé en français «*journée de travail collectif*» - existe depuis des siècles au sein des communautés brésiliennes. [lire la suite]

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE 73 **Des modèles d'agriculture de plus en plus antagonistes pour demain?**

Entre pressions industrielles, changement climatique, souveraineté alimentaire, CETA et Cop 22, l'agriculture paysanne devient l'objet de bien des enjeux... [lire la suite]

URGENCE CLIMATIQUE 77 **La Zone ando-amazonienne, fer de lance d'une indispensable transition**

Le changement climatique induira un changement radical mais celui-ci devra être expliqué, accepté et mis en place durant une période de transition. [lire la suite]

FESTIVAL ALIMENTERRE 84 **Comment ça va dans notre assiette? Réponse en images**

Un travail d'information et de conscientisation est mené chaque année par de nombreuses organisations belges pour témoigner des enjeux d'un système alimentaire à repenser. [lire la suite]

EUROPE 87 **Dieter Bauer: la pédagogie comme garant essentiel d'une agriculture à taille humaine**

Dieter Bauer, 78 ans, membre fondateur en 1968 de la ferme-école Dottenfelderhof, dans l'ouest de l'Allemagne, est une figure majeure de l'agriculture biodynamique du pays. [lire la suite]



L'agriculteur est au cœur du développement

Un entretien avec **Freddy Destrait**, ancien secrétaire général de SOS Faim

« On ne peut pas confier son ventre à quelqu'un d'autre, il ne faut pas tout attendre des financements de la Banque mondiale. »

Mamadou Cissokho.

Freddy Destrait, secrétaire général de SOS Faim de 1996 à 2015, avait débuté sa carrière dans notre ONG en 1984, déjà passionné par l'agriculture. Au début des années 70, durant sa formation en sociologie, il avait étudié les travaux d'Henri Mandras sur les sociétés paysannes. « Quand j'ai commencé chez SOS Faim, l'agriculture familiale était complètement absente du débat au sein de la coopération au développement », précise-t-il dès le départ de notre entretien.

Défis Sud: Qui se soucie de l'agriculture au début de votre carrière dans la coopération au développement ?

Freddy Destrait: Peu de monde, sauf dans certains cercles proches des ONG ou des syndicats. Quand elle est présente, c'est pour dire qu'il ne faut plus que l'État aide les agriculteurs dans les pays en développement. En Afrique, les plans d'ajustement structurels impulsés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale déstructurent ce qui avait été mis en place par les États pour appuyer l'agriculture... Je pense qu'un certain nombre d'Organisations paysannes (OP), d'ONG -dont SOS Faim - et de centres de recherche ont joué un rôle important pour ramener l'agriculture à l'agenda. Les OP ont voulu apporter les preuves que l'agriculture familiale serait une réponse possible à la crise... Mais il a fallu attendre 20 ans avant que la Banque mondiale ne se « ré-intéresse » sérieusement à l'agriculture, lorsqu'en 2008, son rapport annuel sur le développement humain y est consacré. Elle « redécouvre » alors l'importance que l'agriculture revêt en matière de développement économique, notamment avec sa fonction nourricière.

DS: l'agriculture est de nouveau à l'agenda, tout le monde est content, est-ce aussi simple ?

FD: Non. D'abord, il faut se demander, pendant combien de temps encore. D'autres ques-

tions se posent, évidemment, sur le modèle d'agriculture qu'il s'agit de défendre. Nous opposons l'agriculture familiale à l'agriculture industrielle. Les débats portent sur deux versions différentes voire antagonistes de l'agriculture, mais les questions agricoles sont là et elles s'imposent davantage parce que des enjeux importants sont venus s'y greffer : les changements climatiques, les problèmes d'alimentation, l'environnement, les questions de santé...

DS: Il s'agit donc de convaincre que l'agriculture familiale est la voie à suivre pour relever défis environnementaux et alimentaires.

FD: Et pour cela, il faut des Organisations paysannes fortes appuyées par de véritables mouvements paysans. En 1984, quand je commence chez SOS Faim, il n'y a quasiment pas en Afrique de structure syndicale qui défend l'intérêt des paysans. À part en Amérique latine, cela n'existe pas. Depuis lors, ont été créées des structures de concertation, de défense d'intérêts, qui sont souvent invitées pour négocier les politiques agricoles. Il y a donc eu un travail du monde associatif, des ONG, et en particulier de SOS Faim, afin de soutenir l'émergence de structures associatives défendant le modèle d'agriculture soutenable et durable qu'est l'agriculture familiale.

DS: La revendication est-elle aujourd'hui de rétablir le soutien public tel qu'il existait avant les ajustements structurels ?



Freddy Destrait a travaillé trente ans au sein de la coopération au développement avec un souci constant pour l'agriculture paysanne.

Photo © SOS Faim.

FD: Non, pas vraiment. Au Sénégal, avant les plans d'ajustement, l'État était omniprésent. On disait à l'agriculteur: «C'est comme ça que tu dois faire et pas comme ça»... Il était «surencadré», considéré comme une main-d'œuvre pour obtenir des résultats qui étaient planifiés par les techniciens. Vous produisiez autant de tonnes et vous receviez autant de semences... Evidemment, un certain nombre d'agriculteurs ne voulaient plus de ce type de paternalisme d'Etat. Mais l'on est passé d'un des aspects négatifs de l'omniprésence de l'État au

vide absolu... Plusieurs centres de recherche africains voués à l'agriculture ont disparus. On a interdit aux États de s'occuper de la transformation, du stockage, de la commercialisation... Je ne crois pas que les leaders paysans africains, aujourd'hui, défendent un retour à la situation du début des années 80. Ils mènent un combat pour démontrer que les agricultures familiales ne sont pas des structures archaïques. C'est ainsi qu'au Sénégal, la FONGS et le CNCR ont démontré grâce à des études que l'agriculture familiale peut se transformer et peut nourrir l'Afrique. Il faut tenir compte de l'explosion démographique, à l'horizon 2050, un milliard de personnes vivront en Afrique, cela rend les questions d'accès à la nourriture et de sécurité alimentaire primordiales. La transformation de l'agriculture familiale doit s'adapter aux défis d'aujourd'hui, et ils sont nombreux: économiques, climatiques, environnementaux, de santé publique, nutritionnels, etc. Pour les agriculteurs du Sud, les questions sont très concrètes: comment pouvons nous produire, créer de la richesse et de l'emploi?

DS: *Entre les agricultures du Nord et du Sud, les visions de l'agriculture sont-elles conciliables?*

FD: Ce n'est pas une lecture Nord-Sud qu'il faut avoir. La Confédération paysanne en France est beaucoup plus proche d'un certain nombre de positions qu'on retrouve en Amérique latine, en Asie et en Afrique que de celles de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA)... Et en Afrique, il n'y a pas un type d'agriculteur. Il faut s'intéresser aux valeurs défendues par un certain type d'Organisations paysannes, que ce soit ici en Europe, en Afrique, en Asie

ou en Amérique latine, qui fondent un autre modèle. Celui défendu par la Confédération paysanne en France et par d'autres mouvements alternatifs syndicaux d'agriculteurs est centré sur l'agriculture familiale. Le slogan de la Confédération paysanne réclame «Des paysans nombreux et des campagnes vivantes». Il ose affirmer ce qui devrait être évident, c'est-à-dire que l'agriculteur est au cœur du développement de l'agriculture.

Les mouvements paysans dont on parle défendent un autre modèle d'agriculture et d'élevage, par rapport à sa place dans la société, à sa fonction nourricière et donc de santé publique. On voit bien que ces valeurs là fondent un modèle qui permet de relever de nombreux défis.

DS: *Relever ces défis c'est aussi une question de financement.*

FD: Toute politique demande à être financée. Quand le ministre de l'agriculture wallon dit qu'il faudrait davantage soutenir l'agriculture biologique, les budgets doivent être conséquents... Les réformes successives de la Politique agricole commune de l'Union européenne ont toujours été une question de répartition budgétaire en fonction du modèle à privilégier. Il a toujours été difficile de faire respecter les engagements pris. Ce qui est vrai chez nous est vrai ailleurs: en Afrique, seulement, 10% des 53 pays signataires du protocole de Maputo, en 2003, ont respecté l'engagement d'allouer 10% de leur budget au secteur agricole. Le combat des paysans africains est loin d'être terminé.

DS: *Si les États ne financent pas, il faut s'adresser au privé?*

FD: Ce n'est pas le privé qui a soutenu l'agriculture européenne, ce sont des fonds publics. Le privé a même surfé sur le soutien de ces fonds publics pour se développer... Si les grandes firmes agro-alimentaires ont pris de l'importance, c'est parce qu'elles ont eu accès à des matières premières bon marché soutenues par des fonds publics européens... Quand le leader paysans sénégalais Mamadou Cissokho dit: «On ne peut pas confier son ventre à quelqu'un d'autre, il ne faut pas tout attendre des financements de la Banque mondiale», il signifie que les États africains doivent soutenir leur propre agriculture avec leur propre budget. ♦



Défendre l'agroécologie

Entretien avec
Philippe Baret (UCL) et
Stéphane Parmentier (Oxfam)

SOS Faim défend l'agroécologie depuis de nombreuses années, en partenariat avec une multitude d'organisations de la société civile du Nord et du Sud. Ce numéro spécial est une belle opportunité pour dresser un état des lieux de son application de par le monde.

Où en est l'agroécologie aujourd'hui, depuis ses débuts en Amérique du Sud dans les années 70-80¹? A-t-elle réussi à gagner du terrain par rapport au modèle agro-industriel dominant? Quels sont les freins à son application plus large et systématique, en particulier dans les pays du Sud? *Défis Sud* ayant consacré un dossier à la thématique en octobre 2011, nous ne reviendrons pas ici en détail sur le concept d'agroécologie. Rappelons simplement qu'alliant écologie et agronomie, elle propose une alternative au modèle agro-industriel intensif en s'appuyant «sur les capacités socio-environnementales à re-naturaliser les systèmes alimentaires». À la fois discipline scientifique, ensemble de pratiques et mouvement social, l'agroécologie prône une approche holistique se basant sur divers principes clefs: autonomie, recyclage, relocalisation, forte intensité en connaissances, caractère systémique, utilisation des savoirs traditionnels... pour rencontrer les besoins locaux de manière durable. En cela, comme l'indique l'ancien Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation Olivier De Schutter, l'agroécologie est aussi et surtout une solution, «une solution à la pauvreté rurale, à la malnutrition, au changement climatique ou à la perte de biodiversité»².

Des difficultés de quantification et d'évaluation

Ça, c'est la théorie, mais dans les faits, où en est-on? La pratique se répand-elle dans les exploitations agricoles du Nord et du Sud? Répondre à cette question nécessiterait de pouvoir quantifier et évaluer son implémentation sur le terrain, ce qui se révèle d'emblée délicat. Comme le précise Stéphane Parmentier, «l'agroécologie est tellement variée et complexe qu'il est extrêmement difficile de la quantifier, et ce même quand on la réduit à sa seule dimension de pratiques agricoles». Pour Philippe Baret, «quelles que soient ces difficultés» d'ordre méthodologique, il semble certain que l'agroécologie reste «globalement très peu répandue et en est encore au stade des balbutiements». Et la complexité à évaluer son impact n'aide pas selon lui à développer un argumentaire en sa faveur. «Les résultats de l'agroécologie sont multiples: elle impacte à long terme aussi bien les rendements que la durabilité des systèmes, le bien-être, les revenus... De plus, l'agroécologie est contextuelle: par définition, des modèles différents sont appliqués d'un environnement à l'autre, avec souvent des performances différentes. Pour ces raisons, une comparaison avec d'autres modèles sur la seule base de la productivité ou de manière très globale, avec des expressions du type «nourrir le monde» est à la fois très difficile et potentiellement défavorable à l'agroécologie. Il faut donc pouvoir l'évaluer de manière



Philippe Baret est professeur d'agroécologie à l'Université de Louvain.

Stéphane Parmentier est chargé de recherches et de plaidoyer chez Oxfam Solidarité.



1 Même si le terme «agroécologie» a été utilisé pour la première fois dans les années 30, la discipline scientifique a réellement commencé à émerger dans le courant des années 70-80, avec les publications de quelques auteurs américains tels que Altieri, Gliessman, Francis.

2 De Schutter O. *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. Assemblée générale des Nations unies. 20 décembre 2010.*





Illustration © Yves Dewulf.

L'agroécologie est un processus de transition, et non un catalogue de pratiques.

S. Parmentier.

contextuelle et sur la base d'un ensemble de critères sociaux, économiques et environnementaux». Stéphane Parmentier rajoute que «l'agroécologie est un processus de transition, et non un catalogue de pratiques. Parfois, en fonction de la manière dont elle est appliquée et combinée à d'autres pratiques, une même pratique peut être une composante d'une agriculture agroécologique, ou à l'inverse être un élément d'un système beaucoup plus industriel. Un exemple est celui du non-labour, une technique bien connue pour la moindre érosion des sols et la meilleure utilisation de l'eau qu'elle permet. Mais qui peut aussi amener à utiliser plus de pesticides de synthèse, du fait de l'exposition accrue des plantes à certains ravageurs. C'est la raison pour laquelle cette technique est plébiscitée par certains gouvernements, qui l'intègrent dans des «packages» globalement beaucoup plus industriels qu'agroécologiques, de type intensification durable ou 'climate smart agriculture' (CSA)» (NDLR: en français, «agriculture climato-intelligente»³).

³ L'agriculture climato-intelligente est une approche cherchant à allier la sécurité alimentaire à l'adaptation aux changements climatiques et à leur atténuation. Voir également le site de la FAO, ou une analyse d'Oxfam-Magasins du Monde.

Des dangers de récupération

Ces formes de récupération constituent selon le chercheur une menace importante pour le développement du modèle agroécologique sur le long terme. «De manière théorique, on pourrait imaginer des programmes labellisés CSA cohérents au niveau agroécologique. Mais dans les faits, les fonds alloués par les bailleurs sont souvent très formatés et inclusifs. Avec pour résultat l'intégration de l'agroécologie dans des cadres globalement très 'mainstream'. Les dimensions sociale et politique en sont complètement absentes, le changement des rapports de force entre acteurs ou le renforcement de l'autonomie des producteurs et des consommateurs n'étant pas du tout visés. Au final, l'agroécologie y devient un outil de consolidation ou de pérennisation du système alimentaire industriel. Alors qu'originellement, sa raison d'être est au contraire une remise en cause radicale de ce modèle agro-industriel.» Même son de cloche du côté de Philippe Baret: «D'aucuns prônent une approche dite "adaptive", dans laquelle des modèles du type CSA constitueraient une manière progressive d'arriver in fine à de l'agroécologie. Pour moi, c'est une forme de "greenwashing" qui réduit l'agroécologie à quelques pratiques et ne modifie pas fondamentalement les objectifs, les indicateurs ou la vision globale du modèle dominant. La CSA reste par exemple très descendante, ne laissant quasi pas de place à l'innovation paysanne. De ce point de vue, des agences comme le Cirad ou l'INRA⁴ en France ne facilitent pas les choses car elles mettent des étiquettes agroécologiques sur des choses qui le sont uniquement d'un point de vue technique mais pas du tout philosophiquement parlant.»

Une niche à financer et à protéger

L'un des risques est qu'au niveau financier, des fonds de coopération ou d'adaptation au changement climatique (comme les fonds verts pour le climat⁵) soient entièrement captés par les programmes de type CSA. Et ce, alors que l'agroécologie pâtit déjà d'un manque chronique de financements et est

⁴ Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et l'Institut national de la recherche agronomique, tous deux français.

⁵ Le Fonds vert pour le climat est un mécanisme financier de l'ONU, rattaché à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il a pour objectif de réaliser le transfert de fonds des pays les plus avancés à destination des pays les plus vulnérables, afin de mettre en place des projets pour combattre les effets des changements climatiques (politiques dites d'adaptation).



Burkina Faso au vert

Ils s'appellent Soré, Adama, Damiba, Fatoumata... Tous ont en commun la conviction de l'importance de l'agroécologie. Au Burkina, de nombreux paysans ont en effet quitté l'agriculture traditionnelle pour éviter l'achat coûteux de pesticides et d'engrais chimiques, qui en outre, sont nuisibles à la santé et à l'environnement.

Soré Nongma fait désormais son compost lui-même. Il a diminué ses dépenses et se réjouit de voir sa terre en bonne santé. Adama Balma rappelle que ce type d'agriculture demande moins d'eau : il ne faut arroser les cultures que tous les 4 ou 5 jours, lorsque la rentabilité a augmenté. Damiba Damata explique que les légumes produits sont meilleurs et que même s'ils sont un peu plus chers à la vente, les clientes sont demandeuses car c'est bio. Rosalie Tapsoba renchérit : « Avec l'agroécologie, la saveur des produits est meilleure. » Et prétendre que ce type d'agriculture est un retour en arrière n'est pas vrai : l'agroécologie utilise des pratiques traditionnelles couplées avec des techniques nouvelles. Pour un résultat optimal.

Damiba Damata explique que ses légumes sont les meilleurs.
Photo © SOS Faim.

encore très jeune en tant que discipline. Philippe Baret rappelle ainsi que « le secteur souffre de nombreux verrouillages, n'ayant été que très peu et que récemment investi. Si l'on veut qu'il devienne une option crédible, il faut y investir un minimum, en prélevant une partie des fonds alloués au modèle industriel. Mais, selon moi, vouloir mettre tout de suite l'agroécologie au même niveau que le modèle dominant n'a pas de sens car elle n'a pas les capacités pour s'imposer aujourd'hui comme l'option alternative. C'est le combat entre l'éléphant de la 'révolution verte' et la souris de l'agroécologie ! L'exemple de Cuba le montre bien. Le pays avait réussi sous l'embargo américain à développer un bon modèle agroécologique mais il est maintenant menacé par l'agro-industrie et ses immenses moyens à court terme. Il faut construire des niches agroécologiques et les protéger, de manière temporaire, avec une vision d'alternative de transition à long terme. Attention cependant à ne pas viser une trop petite échelle. C'est par exemple une très bonne nouvelle que des néoruraux s'investissent dans la permaculture. Mais réduire l'agroécologie à ces initiatives la délégitimerait auprès des agriculteurs classiques, qui sont nombreux, au Nord comme au Sud, à ne pas

réussir à rentrer dans le modèle dominant, malgré leur professionnalisme. Ce sont ces agriculteurs qu'il faut selon moi cibler en priorité ».

Une légitimité à développer

La question de l'attractivité et de la légitimité du modèle agroécologique auprès des agriculteurs constitue clairement l'un des plus grands défis du secteur. « Deux enjeux sont souvent oubliés dans ce domaine », d'après P. Baret. « Le foncier tout d'abord, qu'il faut pouvoir redistribuer et garantir sur le long terme. Et puis la dimension de la charge de travail. L'agroécologie demande potentiellement beaucoup de travail, qu'il faut rémunérer correctement. Très peu de recherches de faisabilité ont été conduites malheureusement. Alors qu'il existe dans le monde agricole, de manière légitime, une fascination, en particulier au Sud, pour la diminution de la pénibilité du travail et donc pour le modèle mécanisé à grande échelle. » Pour S. Parmentier, « le problème de la disponibilité en main-d'œuvre concerne davantage les pays développés qu'en développement. De fait, les populations de ces pays restent très dépendantes du secteur agricole, et l'agriculture



À voir

La vidéo « Burkina Faso au vert », sur le site de SOS Faim : <https://www.sosfaim.be/video/burkina-faso-au-vert/>



« Les résultats de l'agroécologie sont multiples. »

Philippe Baret.

à petite échelle qui y est majoritairement pratiquée est globalement très intensive en main-d'œuvre, que l'on parle d'agriculture paysanne traditionnelle ou de formes d'agriculture à petite échelle plus industrialisées. Dans tous les cas, l'agroécologie est un processus dynamique: si le diagnostic identifie un problème de main-d'œuvre, la donnée doit être intégrée dans l'équation et les pratiques choisies in fine doivent en tenir compte, même dans le cas où elles se révéleraient moins écologiques que dans l'idéal. Il faut par ailleurs rappeler que l'agroécologie autorise la mécanisation. Seulement, elle doit être graduelle. Une mécanisation trop brutale entraînerait d'énormes problèmes d'exode rural et d'accroissement de la pauvreté. C'est la productivité de la terre qui doit être augmentée en priorité, celle du travail ne doit croître que progressivement. L'agroécologie a là des arguments solides face au discours rhétorique de l'industrialisation comme outil de lutte contre la pauvreté. Surtout dans un contexte de raréfaction des terres, sachant que l'agriculture industrielle est très peu performante en termes de productivité de la terre».

De nécessaires changements de perception pour tous les acteurs

Le chercheur met ici le doigt sur un autre frein important au développement de l'agroécologie: les barrières culturelles et les préjugés, notamment des bailleurs. «Nombre d'entre eux assimilent l'agroécologie à l'agriculture traditionnelle, percevant les deux comme archaïques et non productives. Or, répétons-le, l'agroécologie a une forte productivité à la terre, un facteur pouvant contribuer à augmenter nettement le revenu des producteurs». Des changements de perception également nécessaires, selon P. Baret, chez certains ingénieurs agronomes et au sein de certaines ONG, dont un certain nombre, opportunistes, «étiquettent comme agroécologique du travail de démonstration technique (ex. agroforesterie, petit élevage⁶, permaculture), en oubliant que l'agroécologie part d'abord des systèmes paysans, en posant des diagnostics, en fournissant de l'accompagnement, en favorisant la construction de réseaux et des échanges de savoirs». Enfin, il faut aussi pouvoir convaincre les paysans eux-mêmes, notamment au niveau écono-

mique. Pour S. Parmentier, «la crainte de pertes économiques peut être un gros frein à l'adoption d'approches agroécologiques, en particulier chez les agriculteurs déjà engagés dans une agriculture industrielle. Ils risquent davantage de voir leurs rendements baisser initialement, le temps par exemple de refertiliser ou de revitaliser les sols. On en revient là à la question des études de cas, qui peuvent contribuer à persuader de faire la transition agroécologique, en démontrant l'amélioration des conditions de vie associées». De ce point de vue, le fait de travailler dans des régions qui n'ont pas encore connu de «révolution verte» (synonyme, entre autres, de politiques agricoles truffées de subventions en intrants chimiques), peut constituer un avantage. «Faire la transition agroécologique sans passer par la case 'agro-industrie' y est selon moi possible. La transition y rencontre sans doute moins de freins au niveau économique, même s'il y a potentiellement de nombreux autres problèmes liés à la complexité des changements à mettre en place (expérimentation, adaptation ou systématisation des techniques et approches). Cela constitue un enjeu fort pour ces régions, qui sont à un moment charnière où elles peuvent éviter de mettre le doigt dans l'engrenage de l'agriculture industrielle».

Propos recueillis par Patrick Veillard

Pour aller plus loin

Stassart P.M., Baret P., Grégoire J.C., Hance T., Mormont, Reheul D., Stilmant D., Vanloqueren G., Visser M. Août 2011. *Qu'est-ce que l'agroécologie?* Positionnement pour un cadre de référence du Groupe de Contact Agroécologie FNRS – Belgique.

⁶ Voir par exemple, sur ces sujets, respectivement les *Défis Sud* n°112 (avril 2013) et n°98 (décembre 2010).



Belgique

Des projets porteurs de sens

Rencontre avec **Christian, Vincent et Mathieu**, agriculteurs belges soucieux de produire « moins mais mieux »

En pleine mutation, notre modèle agricole voit naître de plus en plus de projets alternatifs portés par des producteurs désireux de pratiquer une agriculture biologique, écologique et équitable. Nous avons rencontré trois jeunes agriculteurs qui racontent pourquoi et comment ils ont réussi à mettre en place des initiatives qui se veulent durables et créatrices de lien social.

Aujourd'hui, un nombre grandissant de producteurs et de consommateurs prend conscience des enjeux de l'alimentation. On constate une volonté de se réapproprier ce qu'il y a dans son assiette tout en favorisant les liens sociaux. Christian Jonet des Compagnons de la Terre, Vincent Delobel de la Chèvrerie de la Croix de la Grise et Mathieu Flémal de A Mon Doné sont porteurs de jeunes initiatives agricoles belges. En produisant en harmonie avec la nature et en mettant l'accent sur la qualité des produits et leur commercialisation en circuits courts, ces démarches citoyennes ont le vent en poupe.

Pour Christian, le projet des Compagnons de la Terre part d'un constat : la demande de produits locaux de qualité différenciée est supérieure à l'offre. C'est de là qu'est née début 2015, à Blegny, dans la province de Liège, la coopérative citoyenne. Propriété conjointe de plus de 400 coopérateurs, le projet est en conversion vers une agriculture biologique et tente d'appliquer les principes de l'agroécologie. Son activité s'axe pour l'instant sur du maraîchage et exploite une surface de 5,5 hectares parmi les 28,5 dont dispose la coopérative. En janvier 2016, Vincent, 24 ans, a repris seul la ferme familiale de 23 hectares située à Havinnes, dans la province de Hainaut. À l'époque, ses parents pratiquaient l'élevage intensif de vaches Holstein. Petit à petit, plusieurs symptômes problématiques ont émergé : compaction et érosion des sols, résistance des mauvaises herbes aux herbicides, problèmes de santé (humaine et animale). La famille Delobel se tourne alors vers une production biologique. Ils vendront leurs vaches pour débiter la traite de chèvres lai-

tières en 2002. Quatre ans plus tard, les Delobel installent leur propre chèvrerie et c'est le début de la ferme pédagogique. Pour Mathieu, tout est parti d'un rejet de notre société de consommation et d'un rêve de vivre en autarcie. L'idée du projet A Mon Doné, situé à Walhain, est de proposer une diversité de légumes produits sur un sol vivant, en pratiquant le non-labour et en étant le plus autonome possible. En 2014, avec deux amis, Arthur et Victor, il se lance en maraîchage sur une parcelle de deux hectares.

En partenariat avec la nature

Travailler avec la nature, en la respectant et non en la dominant, c'est la philosophie de ces trois initiatives qui tendent vers une agriculture plus biologique et écologique. Selon les porteurs de ces projets, ce mode de production s'avère efficace, durable et rentable sur de petites surfaces. Mathieu explique : « C'est parfois moins rentable de produire plus que de se restreindre à une petite production bien gérée, donc sans trop d'intrants, sans trop de mécanique... » Il s'agit donc de produire « moins mais mieux ». Cette agriculture est capable de produire une quantité de nourriture insoupçonnée pour autant que la qualité du sol soit irréprochable. C'est pourquoi la préservation et la fertilisation des sols sont des incontournables pour qui veut produire durablement.

Le principe de base pour conserver un sol vivant, riche de toute sa biodiversité et fertile, c'est le non-labour. Cette pratique consiste à ne jamais travailler la terre, en partant du principe que ce qui la constitue est capable

« On ne veut plus dépendre des industries. »

Vincent Delobel.



ALLEMAGNE

La pédagogie comme garant essentiel d'une agriculture à taille humaine

Dieter Bauer, membre fondateur en 1968 de la ferme-école Dottenfelderhof, dans l'ouest de l'Allemagne, est une figure majeure de l'agriculture biodynamique du pays. Pour ce maraîcher, grand défenseur des semences libres, la transmission des connaissances et des savoirs-faire reste le garant incontournable pour promouvoir les principes d'une agriculture assurant la santé des sols, des plantes et des êtres vivants. Des principes incompatibles avec l'agriculture intensive. Et applicables uniquement au sein d'exploitations de petite dimension.

Une agriculture à taille humaine. Une agriculture qui refuse la logique industrielle. Une agriculture centrée sur la valorisation de l'organisme vivant. Pour Dieter Bauer, ce credo n'a pas dévié depuis pratiquement cinquante ans.

Lire notre article sur les alternatives agricoles en Allemagne sur : www.sosfaim.be



Une réelle volonté de s'engager dans des initiatives prometteuses.

de réaliser ce travail de manière bien plus efficace que la main de l'homme. «*Les avantages sont multiples* explique Mathieu, *les mauvaises herbes ne repoussent plus aussi vite, le sol est en meilleure santé, ce qui rend les plantes plus résistantes aux maladies, l'eau s'y infiltre plus facilement, etc.*» Tout le monde y gagne: l'agriculteur en temps et en autonomie, le consommateur en qualité nutritive, et même la planète y trouve son compte. Il est cependant certain que cette pratique demande de la patience, du travail, mais surtout une grande technicité et une réelle expertise agricole. Christian confie: «*On a tout à faire mais on a aussi tout à apprendre donc on avance en permanence par essais et erreurs. C'est à la fois difficile et très enthousiasmant.*» Cet hiver, chez A Mon Doné, il n'y aura de nouveau pas de légumes à acheter car ils préfèrent prendre le temps d'enrichir leur sol. Mathieu explique: «*Ça permet de sortir un peu le nez du guidon, de prendre le temps de voir ce qui va et ce qui ne va pas et d'y remédier, de construire des choses.*» Il ajoute: «*Le fait de ne plus travailler son sol demande d'avoir un sol en bonne santé et on préfère pour l'instant faire des cultures d'engrais vert l'hiver, qui vont vrai-*

ment améliorer la vie du sol plutôt que de produire des légumes, qui n'ont pas la même capacité à améliorer la terre.» Concernant l'usage de la mécanisation, il se veut limité et raisonné lorsqu'on travaille avec cette philosophie. Entre récupération, bricolage et innovation, le développement d'outils légers et spécifiquement adaptés à ce type d'agriculture semble indispensable même si la transition peut prendre du temps.

L'autonomie comme facteur clé

Une chose semble être indispensable pour ces trois porteurs de projets: l'autonomie. Vincent commente: «*On ne veut plus dépendre des industries, que ce soit en amont, c'est-à-dire, tout ce qui est fertilisant, pesticides, aliments; ou en aval, le côté supermarché et transformation.*» Pour l'équipe de A Mon Doné, il était important de mettre en place le projet par autofinancement. Ces trois porteurs de projets interviewés insistent aussi sur la nécessité de diversifier leur activité. À la Chèvrerie de la Croix de la Grise, ils nourrissent eux-mêmes leurs bêtes, récoltent leur lait, le transforment, le vendent. Ils contrôlent tous les maillons de la chaîne, ce qui n'a pas toujours été le cas, et ils réalisent à quel point c'est indispensable à leur survie. Mathieu et Christian ont pour projet respectif de compléter leur activité maraîchère avec de l'élevage, de l'agroforesterie, mais aussi d'installer un atelier de transformation pour limiter le gaspillage et donner de la valeur ajoutée à leurs produits. Christian explique: «*On essaye de revenir à une agriculture cyclique. Par exemple, les petits animaux qu'on va avoir seront dans des abris mobiles. Donc à la fois ils vont fertiliser le sol avec leurs déjections mais ils vont aussi le nettoyer. Aussi on va associer cet élevage et cette activité de maraîchage avec un peu d'activité céréalière car ça nettoie aussi le sol et ça le fertilise. Donc on va vraiment revenir à de bonnes pratiques agricoles, qui vont permettre d'assainir les sols et de les rendre plus fertiles.*»

L'autonomie est aussi souvent synonyme de regroupement et de partenariat. Selon Mathieu, «*il ne faut pas forcément tout miser sur des connaissances agronomiques. Finalement le boulot qu'on fait demande plus de compétences que ça, administratives, commerciales. Le fait d'être à trois, ça permet de diversifier les tâches et il n'y en a pas une plus importante que les autres.*» C'est donc la complémentarité qui fait leur spécificité. La



*Pratiquer une agriculture
biologique, écologique et
équitable n'est pas un jeu mais
une affaire sérieuse.*

Illustration © Agathe Dananai.



Au delà du label bio, l'important pour Vincent, Mathieu et Christian reste que leurs produits soient appréciés à leur juste valeur par des clients fidèles.

coopérative Les Compagnons de la Terre est née grâce à un partenariat entre le Domaine des Cortils, propriétaire de terres agricoles, et des agriculteurs impatients de mettre leur savoir-faire au service d'une cause noble. Mais si de nombreux citoyens n'avaient pas rassemblé une partie de leurs économies pour financer l'initiative, rien n'aurait été possible. Aujourd'hui chacun s'investit à sa manière, ce qui garantit la pérennité du projet.

Plus on est, mieux c'est

La transmission est au cœur de cette idéologie de production. Petits et grands sont invités à prendre part à ce contre-courant, ce mouvement de transition auquel chacun peut contribuer. Depuis 2006, la Chèvrerie de la Croix de la Grise s'est lancée dans des activités à finalité pédagogiques. Des visites diverses sont organisées avec des enfants à la ferme. Lorsqu'il s'agit d'échanges avec les universités, cela se rapproche plutôt de la recherche. Vincent explique: «*L'idée c'est de continuer à développer des techniques en bio, les plus durables possible parce que parfois les innovations et les technologies qu'on nous propose, ça n'avance pas dans la direction qu'on souhaite.*» Il ajoute qu'ils ont l'habitude de se rencontrer entre agriculteurs afin de partager leurs expériences et tenter de faire évoluer leurs pratiques vers un modèle plus durable et autonome. Christian, lui, nous explique que la coopérative participe souvent à des actions de sensibilisation comme des débats, des conférences, ou encore des salons, pour élargir le cercle de partisans.

L'agriculture comme vecteur de lien social

Dans ce type d'alternatives, la mise en avant de l'aspect social est primordiale. Les rencontres fréquentes entre producteurs et consommateurs se veulent un moyen de créer des liens et de rendre compte de l'origine des produits. Que ce soit en vente directe sur les marchés, en pratiquant l'autocueillette, en magasin, ou via des groupes d'achats communs; un climat de confiance s'installe entre producteurs et consommateurs, satisfaits de retrouver une alimentation saine et qui a du goût. Les Compagnons de la Terre ont récemment ouvert un magasin en plein centre de la ville de Liège en partenariat avec la Coopérative Ardente. Christian explique: «*L'ouverture du magasin élargit considérablement le public. Des gens qui ne consommaient pas*

local ou 'bio', vont d'un coup découvrir une offre très belle, très riche, accessible en plein centre-ville et du coup changer leur lieu d'approvisionnement.» Pour Vincent, la relation avec les clients est étonnamment positive, les encouragements et retours font du bien et motivent. L'avis des consommateurs doit être pris en compte car ce sont eux qui permettent au producteur de vivre sans intermédiaire: «*C'est moi qui les nourris... mais ce sont eux qui me payent!*»

Pour commercialiser leurs produits, les producteurs se sentent obligés d'avoir la certification «*bio*» car beaucoup de consommateurs ne connaissent que ça. Néanmoins, les trois porteurs de projet s'accordent sur le fait que le label bio tend à être récupéré par l'agrobusiness. En effet, le cahier des charges bio rend compte de nombreuses dérives et incohérences. Ils aimeraient que ce cahier soit modifié et aille plus loin mais avec les années, il est de plus en plus léger. L'important pour Vincent, Mathieu et Christian reste que leurs produits soient appréciés à leur juste valeur par des clients fidèles. Ils constatent que la communauté grandit, se diversifie et que les gens semblent de plus en plus conscients des enjeux d'une consommation équitable, bio et durable, et ça ce n'est pas négligeable.

Bien qu'on constate la disparition de nombreuses exploitations agricoles, on remarque donc à travers ces témoignages, une réelle volonté de s'engager dans des initiatives prometteuses. Malgré les difficultés sur le long terme auxquelles font face les porteurs de ces initiatives, chaque projet veut assurer une viabilité et un revenu décent à ses employés. Cela prend bien sûr du temps, mais Vincent, Christian et Mathieu sont confiants. Leur enthousiasme et leur engagement, ainsi que celui des gens qui les soutiennent, constituent une source d'énergie pour continuer à avancer dans cette dynamique positive.

Ils sont bien déterminés à ne pas dépendre de grosses distributions pour pouvoir offrir une valeur juste à leurs produits. En proposant un meilleur accès aux aliments frais et locaux, ils permettent, par la même occasion, de développer un système écologiquement responsable, socialement plus juste et économiquement viable. ♦

— **Propos recueillis par Pauline Solot et Fanny Gosset**



Jeunes et décidés à reprendre le flambeau

Un article de **Mohamed Gueye**

Prenant le contrepied de beaucoup de compatriotes de leur âge, des jeunes Sénégalais croient à une réussite dans l'agriculture, la pêche ou l'élevage dans leur pays. Leur métier les rend heureux et confiants : ils peuvent aujourd'hui en vivre décemment. Mais ils sont également conscients des nombreux défis auxquels ils doivent faire face, parmi lesquels le plus important reste, pour l'heure, la pression foncière.

**Aujourd'hui
ma petite
affaire
a pris forme.**

Massamba Fall.

Si la pérennité d'un métier peut s'augurer de sa capacité à attirer des jeunes gens, le métier de paysan au Sénégal, comme agriculteur, pêcheur ou éleveur, semble avoir encore de beaux jours devant lui. Et c'est d'autant plus remarquable que la paysannerie souffre depuis longtemps dans ce pays d'un condensé de toutes les incohérences des politiques publiques en matière de développement rural. L'observateur extérieur est aussi d'emblée frappé par la réduction des espaces cultivables, due tant au changement climatique en cours qu'à la pression foncière et aux accaparements de terres. À ces problèmes s'ajoutent des perspectives peu engageantes dans un contexte marqué en outre par la faiblesse des prix de vente des produits agricoles et l'invasion de produits d'importation.

L'exemple de Badé

Le tableau ne rebute cependant pas un garçon comme Badé Konaré, qui habite le village de Keur Sambane, à une vingtaine de kilomètres au sud de Kaolack, dans le Bassin arachidier. Âgé de 27 ans, il cultive avec son grand-frère, un lopin de 2 hectares de terre, hérité de leur père. Il raconte qu'à la mort de ce dernier, il y a trois ans, la terre aurait dû être partagée entre ses deux demi-frères et lui, ainsi que sa mère et leurs deux petites sœurs, qui à l'époque n'étaient pas encore mariées. Cependant, se félicite-t-il, la famille

a eu la sagesse de garder indivisée la seule ressource dont elle disposait. Morcelé, le lopin n'aurait plus permis de faire vivre décemment chacun de ses membres.

Pourtant, Badé, qui cultive avec entrain l'arachide et entretient le petit cheptel familial composé d'une douzaine de têtes de moutons, d'un couple de bovins et de deux chevaux de trait, n'était pas prédisposé à maintenir la tradition agricole familiale. Il était, en effet, l'un des rares jeunes hommes du village à avoir pu terminer ses études secondaires et à se rendre à Dakar pour des études universitaires. Mais, pour de multiples raisons, cette expérience a tourné court. Il explique de manière lapidaire qu'il n'a pu avoir de bourse pour subvenir à ses besoins à Dakar. *«Je n'avais personne sur qui compter; je partageais une petite chambre d'étudiant avec une demi-douzaine de camarades aussi mal lotis que moi. Le peu d'argent que m'envoyait difficilement mon père, servait à payer ma nourriture à la cité universitaire. Pour le reste, je devais me débrouiller tout seul.»* Il a pu tenir deux ans à ce rythme, jusqu'à ce que malade, son père ne soit plus en mesure de subvenir à ses besoins. *«Au lieu de végéter à Dakar à vivre de petits boulots, et plutôt que de tenter l'aventure de l'émigration en Europe, j'ai jugé plus sage de retourner chez moi, pour voir si je ne pouvais m'en sortir avec un travail digne, celui de la terre.»*



« Dorénavant, manger un plat avec de la sauce tomate et suffisamment d'oignons n'est plus un luxe pour les villageois. »

Badé Konaré.

Travailler toute l'année...

Grâce aux conseils des chercheurs de l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra), dont l'un des centres se trouve à mi-chemin entre Kaolack et son village, Badé a introduit le maraîchage dans les pratiques culturelles de la région. Après l'hivernage, une fois qu'avaient été récoltés l'arachide et le mil qui constituent encore officiellement les cultures de rente pour les paysans de la localité, il a commencé, avec ses sœurs, à planter des légumes sur le quart du champ familial. « Nous alternons les tomates, les carottes, le piment et le navet, selon la période, et selon la demande. » Pour lui, au début, ces cultures n'avaient pas d'autre finalité que d'aider à améliorer l'ordinaire de leur alimentation. « On n'avait pas toujours les moyens de payer les assaisonnements nécessaires à l'alimentation, et je m'étais dit qu'on pouvait planter ce que l'on voulait consommer, au lieu de l'acheter », explique-t-il, ajoutant que, dès la première tentative, la production a été si abondante que ses sœurs et lui ont été obligés d'en écouler un surplus sur les marchés hebdomadaires. Et finalement, se réjouit-il, « on a fini par travailler toute l'année, au lieu de rester oisifs neuf mois sur douze, à attendre la saison des pluies pour planter l'arachide, qui suffirait à peine pour régler l'essentiel de nos problèmes. »

Les experts de l'Isra l'ont aussi aidé à creuser un puits dans ses champs, assez profond pour trouver de l'eau durant toute l'année, pour arroser ses plants. Il explique que son expérience a été si bénéfique que plusieurs autres cultivateurs de la zone se sont aussi lancés dans le maraîchage. « Dorénavant, manger un plat avec de la sauce tomate et suffisamment d'oignons n'est plus un luxe pour les villageois alentour », assure-t-il avec une joie non feinte. Ce qu'il ne dit pas, mais qui transparaît pourtant dans son regard et ses paroles, c'est la fierté d'avoir réussi à prouver à sa famille qu'elle pouvait vivre de l'agriculture au Sénégal, et mener une vie décente, sans avoir à envier qui que ce soit.

Il en vient à dire que c'est d'avoir perdu tant de temps à l'Université qui lui a ouvert les yeux. « Si mon père ne s'était pas saigné pour me nourrir à Dakar, je pense que je ne serais jamais retourné au village. Je me devais de lui montrer ma reconnaissance en venant cultiver cette terre avec laquelle il nous a tous nourris. »

... et réussir dans son pays

Sans le savoir, Badé Konaré a parfaitement intégré la logique à la base de l'action des membres du Collège des jeunes paysans du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), dont le principal slogan demande aux jeunes paysans de « rester ici, travailler ici, réussir ici ». Tous au sein du Collège assurent que leur avenir est dans le développement rural. Massamba Fall, un des membres de la direction du CNCR, dit avoir lui-même, un moment, été tenté de rejoindre l'Europe dans une pirogue, comme beaucoup de jeunes Sénégalais à une certaine époque... Malheureusement, ou heureusement plutôt, il n'est jamais arrivé à destination, la pirogue ayant été interceptée par les garde-côtes espagnols et ses passagers refoulés après une courte période de détention aux Canaries. « Ma mère avait perdu toutes ses économies pour me faire voyager et j'avais échoué. Je ne pouvais plus tenter la même aventure une nouvelle fois, faute d'argent, et surtout, je ne voulais pas subir une nouvelle fois le même échec ou pire, y laisser la vie. » Dégoûté de la mer, il n'a pas voulu reprendre immédiatement son métier de pêcheur, et s'est lancé dans l'aviculture. Il explique avoir commencé avec une douzaine de poussins à peine. Il les a élevés, et vendus au bout de 45 jours, avec une marge appréciable. Cela l'a encouragé à persévérer. « Aujourd'hui, ma petite affaire a pris forme, et je me suis même permis de prendre deux ouvriers qui m'aident à mi-temps, aux côtés de ma mère et ma petite sœur. » Massamba Fall ne peut en effet, plus se donner à plein temps à l'aviculture, parce qu'il a repris son métier originel de pêcheur. Il indique avoir pu économiser suffisamment pour acquérir une pirogue à lui, dont il dirige l'équipage : « Je possède également un camion frigorifique, qui me permet de distribuer du poisson loin à l'intérieur du pays, ce qui fait augmenter mes bénéfices et me permet d'assurer mes arrières. » Car il peut aussi rester des jours sans avoir de prises importantes, du fait de la raréfaction des ressources.

Travailler la terre au pays est redevenu une source de fierté et offre la possibilité d'en vivre.

Illustration © Isabelle Busschaert.





Idrissa et l'appui de l'Union des jeunes agriculteurs de Koyli-Wirnde

Éleveur et agriculteur au Sénégal, Idrissa cultive le riz pour toute sa famille. Des oignons aussi, depuis quelque temps, pour se diversifier. Il travaille dur, avec pour seule obsession l'avenir de ses enfants, et la peur de ne pouvoir nourrir toute sa famille. C'est pourquoi il cultive le riz : « Pour nourrir une famille, il faut produire du riz. » Il pratique aussi l'élevage, fait du commerce. Bref, il diversifie ses activités. Et s'en sort plutôt bien, grâce au soutien de l'Ujak, l'Union des jeunes agriculteurs de Koyli-Wirnde, qui l'a formé dans différents domaines tels que la planification, la gestion et l'organisation de ses activités.

À voir : La vidéo « Les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal? », sur le site de SOS Faim.
<https://www.sosfaim.be/video/les-exploitations-familiales-peuvent-elles-nourrir-le-senegal>



Dans certains villages facilement accessibles depuis Dakar, les terres de culture sont morcelées pour être vendues comme terrains d'habitation.

Le collège des jeunes paysans

Massamba Fall se félicite de l'expertise qu'il a acquise grâce au Collège des jeunes paysans du CNCR. « C'est une véritable école pour nous. Grâce à cette structure, nous sommes parfaitement conscients des problèmes qui se posent à l'agriculture sénégalaise et à la manière d'y faire face. Nous sommes formés aux enjeux de l'accaparement des terres, à la manière de reconnaître les phénomènes du changement climatique et aux réponses à y apporter. De plus, le collège forme les différents corps des métiers d'agriculteurs à une exploitation responsable de la ressource. »

Dans son français impeccable, il dit en riant : « Il y a quelques années, je ne savais même pas m'exprimer en français. Fils de pêcheur, je n'ai pas dépassé le niveau de l'école primaire. C'est grâce aux différents séminaires et sessions de formation du Collège des jeunes du CNCR que je m'exprime convenablement aujourd'hui. »

Son cas est assez semblable à celui de son camarade Alassane Gaye, pêcheur comme lui, et également membre du Collège des jeunes du CNCR. Qui, dit-il, lui a permis de donner sa juste valeur au métier de paysan. « Sur l'ensemble du territoire du Sénégal, tout le long de notre littoral, on trouve des jeunes gens qui font un métier très noble, qui consiste à produire de quoi nourrir la population sénégalaise, et même exporter vers d'autres pays. Il n'y a rien de plus digne que cela, et il n'y a pas de raison que le paysan sénégalais ne trouve pas la considération à laquelle il a droit au sein de la société. » Gaye explique que ce regard négatif de la société est dû à la persistance de la croyance que le paysan

sénégalais travaille trois mois, la durée de la saison des pluies, pour se tourner les pouces le reste du temps, en espérant une aide des pouvoirs publics. Aujourd'hui, le collège du CNCR forme les paysans à l'entrepreneuriat, pour en faire aussi des gestionnaires, qui puissent programmer leurs ressources et les faire coïncider avec leurs besoins.

Une pression foncière liée à un exode urbain

Si les messages du CNCR sont bien compris, ils se heurtent parfois à d'autres réalités sur le terrain. Ainsi, Oulimatou Camara, la trentaine bien sonnée, souligne qu'il lui est difficile de programmer ses besoins pour le long terme. Maraîchère dans le village de Bambilor, à une vingtaine de kilomètres de Rufisque, elle cultive sur un champ d'environ 800 m² de la laitue, des choux, des carottes, des navets et même parfois des haricots verts. Aussi loin qu'elle se souvienne, elle a toujours travaillé la terre. Elle raconte : « J'ai arrêté mes études après le certificat d'études, et j'ai commencé à vendre la production que ma mère tirait de son champ. Il m'était difficile de poursuivre mes études, parce que cela aurait signifié quitter mon village pour aller vivre en ville, chez autrui. Pour aider ma mère, je me suis mise à l'accompagner au champ, et quand la récolte était prête, je l'amenais au marché pour la vendre. » Elle et sa mère ont toujours préféré vendre leurs cultures elles-mêmes, sans passer par des intermédiaires. « Cela augmente nos bénéfices, même s'il faut supporter de rester longtemps au marché, parfois sous un chaud soleil », explique Oulimatou.



Néanmoins, ce qui la préoccupe fortement aujourd'hui, c'est ce qu'elle perçoit comme la mort programmée de son activité économique à plus ou moins long terme. Elle indique que, depuis 2009, quasiment toutes les terres de culture de son village sont morcelées pour être vendues comme terrains d'habitation. Cela a commencé comme un épiphénomène, «*d'abord, des riches habitants de la capitale venaient ici acquérir un lopin de terre qu'ils transformaient en ferme de villégiature, pour leurs repos du week-end. Puis le mouvement a pris de l'ampleur quand l'autoroute à péage qui relie Dakar à Diamniadio a été achevée. Toutes les personnes qui se sentaient étouffées par le prix des loyers à Dakar, ont commencé à migrer dans notre zone, pour construire des maisons.*» Aujourd'hui, beaucoup d'entrepreneurs immobiliers se sont mis à la tâche, et il devient de plus en plus courant de voir des champs cultivés entourés de maisons en construction. Oulimatou a vu deux de ses voisins vendre leurs champs à ces entrepreneurs. «*Pour le moment, ma mère et moi ne voulons pas vendre, parce que c'est tout ce que nous avons pour gagner notre vie. Le champ ne nous rend pas riches, mais au moins, il nous assure indépendance et dignité. Si nous venions à le perdre, que pourrions-nous faire d'autre? Et comment pourrais-je supporter les besoins de mes jeunes frères et sœurs?*» Elle se sent totalement abandonnée, d'autant plus que la nouvelle réforme administrative a transformé son village en commune rurale dotée d'une autonomie financière. Et le maire de la nouvelle commune sait que la taxe sur les transactions foncières rapporte plus que la patente sur les champs... dont aucun paysan n'a d'ailleurs jamais voulu s'acquitter auparavant.

Et même si elle est née et a grandi dans son village de Bambilor, Oulimatou, pas plus que sa mère, ne possède de titre de propriété sur son champ, censé être propriété de l'État. Elle sait qu'elles pourraient donc en être dépossédées du jour au lendemain sans grande conséquence.

Faire cohabiter foncier et agriculture

Les membres du Collège des jeunes paysans du CNCR disent être conscients de l'ampleur de la pression foncière dans la zone des Niayes, dont fait partie Bambilor. Massamba Fall, l'un des secrétaires généraux adjoints de la structure insiste sur le fait que c'est l'un des volets à propos desquels sa struc-



Sénégal 2013.

Photo © Gaël Turine / SOS Faim

ture essaie de former et de sensibiliser ses membres. «*Nous voulons lutter contre les différents modes d'accaparement des terres, car nous craignons que faute de terres, on ne pourra bientôt plus parler de paysannerie et d'agriculture. Et, dans la région de Dakar, nous savons qu'il y a possibilité de faire cohabiter l'agriculture et le foncier. Si seulement les autorités voulaient bien nous écouter...*» Il souligne qu'une telle cohabitation est une nécessité pour l'avenir, car les terres de la Grande Côte du littoral atlantique, dites des Niayes, sont les plus appropriées à la culture maraîchère. «*Beaucoup de nos jeunes paysans s'adonnent à cette forme de culture. Et c'est de l'agriculture qu'ils veulent continuer à vivre.*» ♦



VANDANA SHIVA

Apologie de l'action solidaire

Vandana Shiva était l'invitée remarquée du Festival des Libertés en cet automne 2016. Le mot « liberté » résume bien le combat de la célèbre écologiste indienne, qui n'hésite pas à rappeler que pouvoir cultiver, choisir et cuisiner sa nourriture est un véritable acte de résistance.

Défis Sud: Êtes-vous optimiste en ce qui concerne l'avenir de l'agriculture familiale? Pensez-vous qu'elle sera capable de nourrir le monde dans le futur?

d'hormones. Et tout cela, c'est ce que fait la globalisation.»

DS: On peut donc parler avec optimisme de l'avenir de ce type d'agriculture?

« Le partenariat avec la nature n'est pas de l'ignorance. »

Vandana Shiva.

Vandana Shiva: Ce sont principalement les petits fermiers qui nous nourrissent aujourd'hui. Nous savons que 70% de l'alimentation mondiale provient de l'agriculture à petite échelle, alors que seulement 20% de la « mauvaise alimentation » vient de l'agriculture industrielle. Le reste, ce sont les céréales, le soja, l'alimentation pour les animaux et les agrocarburants. On a donc d'un côté un système de production basé sur une énorme demande d'énergies fossiles, une énorme demande de pesticides et générant des profits énormes pour les entreprises qui les dirigent. Et puis d'un autre côté, on a un système qui produit en réalité beaucoup plus, tout en prenant soin du sol, de la biodiversité et de la communauté qu'il nourrit. C'est pourquoi il me semble que se battre contre les règles qui ont été établies par la grande industrie et aider les petits fermiers pour qu'ils puissent maintenir la sécurité alimentaire dans des conditions aussi difficiles, est absolument indispensable. En particulier aujourd'hui, à l'heure où les petites fermes disparaissent, alors qu'elles sont beaucoup plus efficaces, produisent plus de nourriture... et une vraie nourriture! C'est pourquoi je dis à tous ceux qui s'inquiètent pour l'avenir de la planète: «Montez au front et défendez les petits fermiers parce que c'est le seul lieu où vous aurez de la vraie nourriture. Sans quoi vous serez envahis par la viande piquée aux antibiotiques, par des régimes bourrés

VS: Je dirais plutôt que je « cultive » l'optimisme. Si vous êtes pessimiste, vous resterez où vous êtes. Si vous êtes optimiste, vous irez de l'avant. C'est ce que j'ai fait pendant des années, avec l'espoir que les fermiers puissent à nouveau tenir des semences dans leurs mains. Nous avons créé 120 communautés de banques de semences. Avec les veuves des paysans qui se sont suicidés, avec des écoliers qui venaient apprendre comment la nourriture pousse... Chaque potager m'a donné de l'espoir, chaque petit fermier qui aujourd'hui cultive sa terre et qui ne détruit ni sa vie ni la terre... et ils sont des millions! Tout cela est source d'espoir.

DS: Depuis des années, vous expliquez que la science et la nature ne doivent être pas mises en opposition, mais plutôt être appréhendées en parallèle, dans le respect. Quand on constate le succès de la « smart agriculture », avez-vous l'impression que votre message a été entendu?

VS: Derrière ce concept de *smart agriculture* on retrouve des acteurs comme la Fondation Rockefeller. N'oublions pas que Rockefeller a



Selon Vandana Shiva, pour aller de l'avant,
il faut d'abord cultiver ...
l'optimisme.



Légende.

Photo © Craig Golding/Getty Images AsiaPac.

« Nous n'avons pas besoin d'eux, ni de leurs mensonges. Nous pouvons faire mieux sans eux. »

V. Shiva.

été la plus grande compagnie de pétrole au siècle dernier, mais était aussi à l'origine de la réduction de la biologie, de cette idée selon laquelle la vie est comme une machine et que les atomes de cette machine qui propage la vie sont déterminants. Cette théorie a débouché sur les travaux sur l'eugénisme, qui ont été soutenus financièrement pendant des dizaines d'années par Rockefeller. D'ailleurs tous les Prix Nobel en biologie ont été soutenus par l'argent de Rockefeller. Ce sont ces théories sur la biologie qui sont à la fois responsables de l'étendue de l'agro-industrie, tout en défendant l'idée d'un déterminisme biologique, et ses dérives xénophobes. Donc, par son influence, Rockefeller a développé un concept réductionniste de la biologie. Après la guerre, dès qu'on a découvert l'aubaine du pétrole et de son usage dans l'agriculture, Rockefeller a mené la « Révolution verte » en Inde. Il s'agissait d'utiliser les énergies qui avaient servi pendant la guerre et de les investir dans l'agriculture.

Si aujourd'hui avec Bill Gates, sa Fondation encourage la « Révolution verte » en Afrique et qu'ils parlent de « smart agriculture », c'est une façon de continuer au XXI^e siècle leurs projets de domination lancés dans les années 30, juste avant la guerre. Mais le fait que leur influence soit répandue partout, notamment en Afrique, ne veut pas dire qu'ils ont raison. Les gens ont été dupés et je pense que nous ne nous rendons pas réellement compte de leur puissance tant que nous ne voyons pas combien l'agriculture industrielle est répandue dans le tiers monde. S'il y a une entité qui doit être considérée comme responsable de cette situation, c'est bien la Fondation Rockefeller et je suis prête à ne jamais renoncer.

DS: Pourtant, ils prétendent avoir changé...

VS: Bien sûr, ils n'ont pas le choix! Je veux dire que si vous soutenez un paradigme sans fondement, vous êtes obligé de prétendre que vous avez changé, sans quoi on vous reprochera de vous tromper. Vous devez venir avec de nouveaux langages: après la psychologie sociale, vous venez avec la « Révolution verte » et puis ensuite avec la biotechnologie qui est un « miracle » et maintenant vous venez avec la « smart agriculture » qui apparaît être la solution face à tous les problèmes que nous connaissons actuellement (les problèmes environnementaux, le réchauffement climatique, l'extinction des espèces, la désertification, l'agriculture industrielle, les problèmes sociaux etc.). Mais pour moi, c'est un faux débat. Pour moi, le vrai mouvement, le plus fondamental dans le monde aujourd'hui, c'est le mouvement alimentaire. C'est un mouvement écologique, pour la santé mais c'est aussi un mouvement démocratique. Ce mouvement-là se soucie réellement de la planète. Ses partisans veulent arrêter le changement climatique dont le modèle d'agriculture imposée par Rockefeller est co-responsable.

DS: Pensez-vous que le monde industriel peut entendre l'argument selon lequel science et nature doivent coopérer?

VS: Selon le paradigme dominant, la science ne doit pas seulement s'opposer à la nature mais la contrôler, la domination de la nature constitue la connaissance, la science... Et le partenariat avec la nature est considéré comme l'ignorance. D'une certaine façon, la connaissance a été sacrifiée et la science réduite à un simple savoir. Mais la vraie science est la connaissance de la nature et ne peut être mise en opposition avec celle-ci, sans quoi on



Un parcours entre militance et défense des plus pauvres

Vandana Shiva est née en 1952 dans l'État indien du Uttarakhand. Après des études de physique à l'université de Penjab, elle poursuit un master de philosophie des sciences à l'université de Guelph, puis un doctorat à l'université du Western Ontario. Elle se consacre ensuite au domaine des politiques environnementales à l'Indian Institute of Science. Elle est devenue une figure marquante de l'écologie mondiale, de l'agroécologie, en prônant l'agriculture paysanne et en luttant activement contre les OGM.

En 1982, elle crée la Fondation de recherche pour la science, la technologie et l'écologie, à Dehra Dun et fonde en 1991 l'association Navdanya, qui a permis la conservation de plus de 3000 variétés de riz dans toute l'Inde. L'organisation a établi 60 banques de semences dans 16 États à travers le pays.

Elle lutte donc pour la sauvegarde de la biodiversité, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et est très active dans le combat contre les OGM. À ce titre, elle apparaît comme témoin dans plusieurs documentaires, dont le film *Demain*.

En 1993, elle reçoit le prix Nobel alternatif et en 2012, le Grand Prix de la lutte asiatique de Fukuoka.

Elle est également l'auteure de plusieurs ouvrages consacrés aux semences et à la biodiversité.

ne comprend pas vraiment comment la nature fonctionne. C'est le grand défi de notre temps parce que la connaissance a été sacrifiée et la science, au Nord, a été sortie de son contexte de connaissance pour être mise au service d'un paradigme de domination et au service de politiques qui ont permis l'exploitation de la nature, ce qui a permis ensuite de faire de gros bénéfices en exploitant les gens, de faire de l'argent sans se soucier de l'état dans lequel le monde allait se trouver aujourd'hui et des problèmes sociaux ou écologiques.

Mais voyez Monsanto: leur cantine propose de la nourriture organique et chaque personne que j'ai rencontrée dans l'agro-industrie a un potager bio. Mais l'agroécologie ne permet pas de faire du profit, elle n'a pas de «rôle» et c'est bien là qu'est mon combat. Monsanto est une industrie chimique née de la guerre et qui s'est reconvertie dans les pesticides. D'autres ensuite ont commencé à travailler sur les semences et sur la propriété des organismes génétiquement modifiés. Aujourd'hui on parle de «smart agriculture» en évoquant le changement climatique. C'est un continuum. Mais nous n'avons pas besoin d'eux, ni de leurs mensonges. Nous pouvons faire mieux sans eux.

DS: Pensez-vous qu'il est mieux d'avoir recours à la diplomatie et de coopérer avec l'industrie ou de se battre contre l'agrobusiness?

VS: L'influence sur les gouvernements aujourd'hui reste très relative. Les lobbys sont tellement élevés en nombre et en puissance que nous ne pouvons pas leur laisser le pouvoir et nous devons tous faire entendre notre voix, où que nous soyons, et faire en sorte que l'agriculture familiale produise plus de nourriture. Une nourriture meilleure, qui protège la planète et qui prend soin des petites fermes. C'est le premier grand pas dans la résistance face à une destruction future.

Je n'ai jamais vu le moindre fermier disparaître parce qu'il avait envie de quitter sa terre. Toutes les disparitions de petits fermiers s'expliquent à cause de l'endettement, des crises de prêts hypothécaires, des coûts de production qui ne cessent d'augmenter. On leur dit: «Hé toi, la raison qui explique que ta ferme ne marche pas, c'est que tu n'as pas assez d'hectares! Tu n'as pas assez de machines! Emprunte pour t'acheter du matériel! Et les cochons? Tu n'en a que 500? Mais il t'en faut 5000!» Alors ils empruntent. On voit la même chose au Nord: la moitié de l'argent

« Rockefeller a développé un concept réductionniste de la biologie. »

V. Shiva.



européen sert à la politique agricole commune. Et 90% de la PAC revient aux grands fermiers. Donc c'est un système perverti du début jusqu'à la fin où quatre milliards de dollars dans les pays riches sont dépensés à favoriser un système agricole industriel et à punir les petits fermiers. Pour y faire face, nous devons réunir les mouvements citoyens. En tenant compte de la diversité des acteurs et travaillant en harmonie et dans la coopération pour la protection de la planète et pour la promotion des droits de l'homme.

DS: Que pensez-vous du rôle des femmes dans l'agriculture? Est-ce que vous pensez que les hommes sont prêts à une égalité entre hommes et femmes? Il semblerait qu'il y a encore trop de zones de résistance, notamment pour des raisons de tradition...

VS: Jusqu'à ce que le colonialisme ait commencé à créer des droits de propriété sur les terres, il n'y avait que ce que nous appelons les « tributs »: c'est un droit de propriété dans les pays du Sud (je possède ceci et je te le loue) qui s'accompagne d'un droit d'usage (je peux avoir accès à ton bien tant que je l'utilise) et toutes les relations dans le tiers monde ont utilisé ce type de relations. Jusqu'au moment où la colonisation a voulu avoir ses propres territoires. En Inde, les Britanniques ont voulu créer et gagner des revenus sur les terres et ont créé des taxes d'extraction des sols. Tant que c'était utilisé correctement, les hommes et les femmes avaient un égal accès au travail et à l'usage des droits concernant l'agriculture et le travail des terres. Heureusement, en Inde, nous nous sommes débarrassés de ce système imposé par les Britanniques. Nous avons redistribué les terres et nous n'avons pas de système de propriété. Ce que nous avons, c'est 80% de nos terres divisées en lots qui font chacun deux hectares. Donc nos terres appartiennent à des petits fermiers grâce à cette division volontaire qui a renversé les lois coloniales.

Mais les réformes en Inde vont plus loin: dans notre nouvelle politique – et pour avoir été observatrice à la commission des femmes sur les politiques à l'égard des femmes dans l'agriculture, je connais bien le sujet –, nous avons insisté sur deux éléments: d'une part, le fait que les femmes devaient avoir à nouveau accès aux terres. Et très souvent, lorsqu'il y a un programme gouvernemental de redistribution, ce sont les femmes qui récupèrent les terres. D'autre part, et c'est encore plus important car en Inde plus que

partout ailleurs, des lois commerciales malhonnêtes écrites par l'agrobusiness ont provoqué des accaparements de terres qu'ils veulent livrer au marché des semences et des pesticides, nous avons travaillé avec des femmes qui étaient découragées, nous avons essayé de leur redonner de l'énergie et elles se sont regroupées, elles avaient l'impression que la seule façon d'envisager le futur était de mettre ensemble ce qu'elles avaient, parfois des petits morceaux de terres, et de recréer de la collectivité.

L'héritage colonial de certains droits pose un grand problème en Inde où certaines castes avaient des droits. Ceux qui veulent accaparer les terres vous font signer un papier et avant que vous n'ayez le temps de réaliser, vous avez perdu votre terre. Nous devons donc instaurer un avenir pour toutes les communautés où celles-ci peuvent avoir à nouveau accès à toutes les marchandises et pour cela il faut que les gens aient des droits.

DS: Dans certains pays, lorsque vous parlez d'inégalités hommes-femmes, on vous rétorque que ce n'est pas une question de loi ou d'héritage colonial mais de culture, de religion, que c'est lié à l'islam. Qu'est-ce que vous en pensez?

VS: Ceux qui vous répondent que les inégalités sont une question de religion ou de culture sont opportunistes. Tellement d'interprétations culturelles n'ont rien à voir avec le Coran. Les sociétés déboussollées se fabriquent des normes de plus en plus strictes. Les fondamentalismes religieux sont le résultat de la globalisation. Les religions ne sont pas une solution politique à celle-ci.

La globalisation crée une sorte d'ombre, et le résultat de cette ombre, c'est que les gens sont manipulés à propos des normes. On pourrait croire que ça s'est fait en 50 ans, mais c'est un processus beaucoup plus long. C'est un processus tellement ancien qu'aujourd'hui on est face à des normes solidement ancrées dans les esprits. On enferme les gens dans une petite case appelée religion, ou fondamentalisme religieux. Cela fait partie de la nouvelle insécurité. ♦

—
Propos recueillis par Sabine Schrader
et Pierre Coopman

« Nous avons travaillé avec des femmes qui étaient découragées, pour leur redonner de l'énergie et elles se sont regroupées. »

V. Shiva.



une femme témoigne

ESPÉRANCE NZUZI (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO):

Paysans congolais unis pour l'agriculture familiale

Rencontre avec **Espérance Nzuzi**

Il y a près de trente ans déjà, le mouvement paysan congolais a entamé un processus de structuration aux fins de mener des actions de plaidoyer et d'appui à l'agriculture familiale, confrontée à de nombreux défis, tous considérables. Espérance Nzuzi passe en revue les problèmes qui ont hypothéqué jusqu'à aujourd'hui une exploitation maximale de l'incroyable richesse des terres arables congolaises.

Le Congo accumule les paradoxes. L'un des plus cruels est l'écart entre la réalité du pays et son potentiel agricole, capable selon l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, basé à Washington, de nourrir trois milliards de personnes avec son pactole de 80 millions d'hectares de terres arables. Pourtant, bien que 70% des habitants soient impliqués dans l'agriculture, le pays dépend de plus en plus des importations alimentaires: elles représentaient en 2013, avec 1,3 milliard de dollars, 15% de la facture totale des achats à l'étranger de la RDC. Comment expliquer cette contradiction? Les facteurs qui y mènent sont nombreux, nous répond Espérance Nzuzi.

Le défaut d'équipements

Un premier élément de réponse se trouve dans le mauvais état des infrastructures de transport et d'énergie, obstacles à la conservation et à la transformation des produits qui génèrent de lourdes pertes. Selon Espérance Nzuzi, ces pertes peuvent dépasser la moitié de la production de manioc. «*À Lukula, dans le district du Bas-Fleuve, on manque carrément de silos pour stocker le manioc*», dont la récolte et le stockage s'étalent sur plusieurs jours: les terres les plus proches de la ville sont aux mains d'entreprises qui ne les exploitent pas toujours, et les paysans sont relégués en périphérie, où les champs

sont plus dispersés. «Pour sauver la récolte, explique Espérance, l'exercice est parfois acrobatique: en effet, lorsqu'ils sont déracinés, les tubercules pourrissent rapidement.»

Elle-même propriétaire de quelques étangs, Espérance décrit une situation tout aussi critique en ce qui concerne la conservation du poisson. «*Les pêcheurs locaux manquent de réfrigérateurs et, même quand ils en possèdent et ont accès au réseau de la Snel, la société nationale d'électricité, les fréquentes coupures de courant menacent à tout moment d'avarier la production.*»

L'absence de moyens de conservation ne touche pas que la production elle-même, explique encore notre interlocutrice: elle a en outre un effet direct sur les prix. Car, pour réduire les pertes, les paysans plantent et récoltent au même moment, et amènent simultanément leurs produits sur les marchés locaux, où ils sont contraints de les écouler au prix fixé par des acheteurs qui font jouer à leur profit cette concurrence.

À un niveau économique plus global, note encore Espérance, les aides et les importations alimentaires découragent la production nationale et influencent elles aussi négativement les prix sur les marchés. Elle témoigne par exemple de l'invasion des produits venus d'Angola sur le marché de Lufu, dans le territoire de Songololo, au Kongo Central, où ces

Espérance Nzuzi



Présidente de l'Association pour la promotion de la femme de Lukula (Aprofel), créée en 1993, et présidente de la Force paysanne du Kongo Central (Fopako), créée elle en 2010 et qui revendique au moins 50 000 membres...



Espérance Nzuzi est Présidente de l'Aprofel.

Photo © SOS Faim.

« Il faut construire une approche par filière de production. »

Espérance Nzuzi.

importations viennent concurrencer l'huile de palme et le sucre produits localement.

Les maladies et le manque d'accompagnement

À ces problèmes structurels s'ajoute une dégénérescence des plantes agricoles face à laquelle les paysans se retrouvent aujourd'hui sans ressources: «*Depuis quelques décennies, les agents du Service national de vulgarisation (SNV) du Ministère de l'Agriculture ont pratiquement*

disparu de la brousse congolaise et les paysans se retrouvent sans accompagnement technique», témoigne Espérance Nzuzi. Au fil du temps, les maladies se sont ainsi multipliées. Ainsi, au Mayombe, les cacaoyers sont atteints par le «*balai de sorcière*», maladie provoquée par des champignons et des phytoplasmes.

Selon la Banque mondiale, les rendements du manioc n'ont pratiquement pas progressé entre 1986 et 2000. La situation est pire encore pour la patate douce, dont la productivité, qui n'a cessé de décroître, est aujourd'hui quatre fois inférieure à la moyenne d'Afrique centrale. Dans le cas de la banane plantain, elle est six fois inférieure à la moyenne régionale. Le 13 octobre 2016, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, a mis en garde contre la menace d'une «*crise alimentaire sans précédent*» si rien n'est entrepris pour contrer la striure brune du manioc, une virose transfrontalière qui détruit complètement les tubercules et le wilt bactérien du bananier. Tout cela n'est guère surprenant dans un pays où, bien que l'agriculture soit officiellement «*la priorité des priorités*», elle reste le parent pauvre avec 1,57% du budget national, très en deçà de l'objectif de 10% fixé en 2003 par les chefs d'État africains.

L'insécurité foncière et les «tracasseries» locales

Confrontée aux épidémies et à l'insuffisance d'infrastructures, d'équipements, d'appuis

techniques, de semences améliorées, de conseil agronomique et commercial, l'agriculture familiale congolaise évolue aussi dans un contexte de mauvaise gouvernance aux nuisances multiples.

L'une des questions les plus graves est l'insécurité foncière, qui résulte du désordre cadastral qui s'est développé dans un pays où concessions forestières, minières, pétrolières ou agricoles et territoires coutumiers se chevauchent. La pression est encore aggravée par le phénomène d'accaparement de terres par les élites locales et les multinationales, accéléré par le réveil des agro-industries. Selon Espérance Nzuzi, le processus d'accaparement ne date d'ailleurs pas d'hier. Il remonterait à la zaïrianisation des années 1970, qui, sous prétexte de redistribuer les terres des ex-colons belges aux nationaux, s'est surtout soldée par leur transfert aux «*politiciens*», rendant l'accès à la terre «*très problématique*» pour le paysan lambda. Et malheur à ceux qui, pressés par le besoin, veulent s'installer sur les terres cédées aux accapareurs. En outre, «*quand des baux emphytéotiques arrivent à expiration, personne n'en souffle mot aux paysans*», s'indigne la dirigeante paysanne.

Face au déficit alimentaire qui, se creuse d'année en année, la seule stratégie du gouvernement est celle des parcs agro-industriels (PAI) dont l'objectif est double: l'approvisionnement des grands centres urbains et l'exportation. Las, déplorent les organisations paysannes, ce programme a été lancé sans concertation avec elles, et sans étude d'impact environnemental. Dans le numéro de juillet 2016 de *La Voix du Paysan congolais*, ces organisations expriment la crainte de voir ces parcs donner lieu à des accaparements de terres par des voies détournées. Victor Nzuzi Mbembe, agriculteur à Nkolo, dans le territoire de Mbanza Ngungu (Kongo Central), témoigne de ce que les petits producteurs sont convaincus qu'on a bel et bien ravi la terre à la population. La loi du 22 février 1977 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, exigeant des négociations avec les personnes à exproprier et leur indemnisation, n'a pas été respectée par l'État, déplore Victor, qui dénonce «*une forme de recolonisation*».



L'OMBRE DE LA FEMME AFRICAINE S'INSCRIT SUR LE BAOBAB, ARBRE DE VIE ET EMBLEME DU REGNE VEGETAL. CETTE FEMME EST UN SOCLE. ELLE PREND SON ENERGIE DANS LE SOL. CETTE PROJECTION EST ENCORE EN DEVENIR, SON OMBRE RESTE INCOMPLETE. DEMAIN, LA FEMME ENPLIRA L'ARBRE DE VIE, ET LES BRANCHES DU BAOBAB SE NETTRONT A FLEURIR.



« Les aides et les importations alimentaires découragent la production nationale. »

Espérance Nzuzi.

Les militaires empêchent d'ailleurs la population d'accéder au seul parc existant actuellement, celui de Bokonga-Lonzo, situé dans la nouvelle province de Kwango. Sur le papier, confie un membre de l'Alliance Agricongo (qui regroupe 17 ONG belges apportant leur appui au mouvement paysan congolais, parmi lesquelles SOS Faim), il est dit que ces PAI doivent fonctionner en lien avec les organisations locales. Il est aussi question de la mise à disposition de matériel à des acteurs installés en périphérie du parc et de la mise en place par l'Organisation internationale du Travail (OIT) de coopératives autour des parcs... Mais ces promesses tardent à se concrétiser. Les associations paysannes redoutent que la création des PAI ne vienne plutôt accélérer le phénomène d'acquisition de vastes étendues par les élites du pays, déjà bien en cours.

La mauvaise gouvernance d'État se traduit aussi par les « tracasseries », nom de code donné en RDC au racket exercé par les fonctionnaires, réels ou prétendant l'être, qu'Espérance Nzuzi appelle « *les informels* ». Même le paysan qui, à vélo ou à pied, transporte quatre bidons d'huile de palme se voit confisquer au moins un d'entre eux par la police. Le chauffeur du camion affrété par Espérance pour transporter vers Lukula la production des champs situés en périphérie, se voit extorquer 15 000 à 20 000 francs congolais par voyage (12 à 17 dollars au taux parallèle), en plus des péages et des taxes à l'essieu.

La réaction du mouvement paysan

Le mouvement paysan congolais doit aussi relever d'autres défis, de caractère interne, telles la trop grande dépendance envers les bailleurs et l'insuffisance du nombre de femmes dans ses structures de décision.

Par ailleurs, la majorité des acteurs de la Coopération internationale captent l'essentiel de l'appui des bailleurs aux paysans, témoigne François Cajot, responsable des partenariats Sénégal, RDC et République du Congo chez SOS Faim. À cela s'ajoute le manque de complémentarité entre les organisations paysannes et d'autres acteurs comme les universités étrangères, défaut décrit par les conseillers en développement des organisations paysannes Ernest Kuyingula et Frans van Hoof, qui mettent aussi en avant la nécessité de construire une approche par

filière de production, comme au Kongo Central (cacao) ou au Nord-Kivu (café, maïs, riz).

« *Mais, malgré tous ces défis, externes comme internes, le mouvement paysan a commencé à se structurer dans les années 1980* », reprend Espérance Nzuzi. Ce désir d'organisation collective est parti de groupements paysans et d'initiatives localisés surtout dans les deux Kivu et au Bas-Congo. Puis on a assisté à l'émergence de la Fopac (Fédération des organisations de producteurs agricoles du Congo) surtout implantée au Kivu, dont la cheville ouvrière est Methusalem Paluku Mivimba. La Fopac a été à la base de la création de la Confédération nationale des producteurs agricoles du Congo (Conapac), qui a vu le jour en 2011 lors d'un carrefour paysan et est aujourd'hui forte de 500 000 membres, regroupant les fédérations paysannes provinciales (dont la Fopako). Forte de l'appui de l'Alliance Agricongo, structure créée en 2009 et qui regroupe 17 ONG belges parmi lesquelles SOS Faim, la Conapac s'efforce de coordonner le mouvement paysan et de mettre en œuvre une politique agricole qui soutiendra l'agriculture familiale comme choix essentiel dans l'optique d'un développement durable. Grâce à l'appui d'Agricongo, qui contribue au renforcement de leurs capacités, les organisations paysannes sont mieux outillées pour défendre leurs intérêts et sont davantage prises en compte, même si le chemin est encore long pour asseoir une influence plus décisive et peser dans le débat politique et sur les décisions du gouvernement...

Des progrès concrétisés par une Charte

Cette structuration a connu des hauts et des bas. En effet, associée au débat sur la construction de la Conapac, la Confédération paysanne du Congo (Copaco), issue du Bandundu, qui se dit « *principal regroupement de paysans* » n'a pas intégré cette faitière. Par ailleurs, trois autres structures nationales tentent aussi d'occuper le terrain : l'Union nationale des agriculteurs, pêcheurs et éleveurs du Congo (Unagrico), plutôt composée d'intellectuels ; l'Union nationale des paysans du Congo (UNPC), créée en 2013 ; et la Fédération nationale de l'agriculture (Fenagri), proche de la Présidence.

Malgré tout, des progrès ont été accomplis. En mars 2016, la Conapac, la Copaco, l'Unagrico et d'autres organisations se sont retrouvées, lors d'une table ronde nationale, unies



au sein du Comité national pour la promotion de l'agriculture familiale, pour élaborer une charte paysanne électorale répondant aux attentes des organisations paysannes, à l'intention des candidats aux scrutins à venir. Intitulé «*Agriculture familiale: enjeu électoral*», le document exige des candidats la signature d'un acte d'engagement, reconnaissant l'importance de l'agriculture familiale, pourvoyeuse de 70% des emplois, et son rôle nourricier dans le respect de l'environnement. La charte réclame aussi l'allocation de 10% du budget national et provincial à l'agriculture (objectif fixé dès 2003 par les chefs d'État africains), dont la moitié pour les petits producteurs, et dont au moins 1% devra être consacré à la recherche et à la vulgarisation.

Avancées aux niveaux local et national

Partout dans le pays, on assiste à une professionnalisation et à une spécialisation des organisations paysannes. Ainsi au sein de la Conapac, l'Équateur et le Kasai Oriental ont travaillé sur la Loi agricole tandis que le Bandundu a planché sur les infrastructures rurales et que les deux Kivu se focalisaient sur le financement rural, la micro-finance et le Fonds national de développement agricole. Ce qui n'empêche nullement que chacune des thématiques soit abordée dans chaque province. Au troisième trimestre 2016, les représentants de l'ex-province du Bandundu ont par exemple exigé des mesures d'application de la Loi agricole, dont plusieurs articles posent encore problème. Les droits coutumiers pourtant reconnus par l'Article 18 ne font en effet pas l'objet de certificats d'enregistrement, ce qui génère une situation d'insécurité. Bien que la loi ait été promulguée en 2011, elle n'a pas eu d'impact sur les conditions de vie des paysans. C'est pourquoi les organisations paysannes ont lancé cette année des pétitions. Dans l'une d'entre elles, la FOPKKM (Faîtière des organisations paysannes du Kwilu, Kwango et Maï-Ndombe) exige un cadastre des terres agricoles, la construction de voies de desserte agricole, des tarifs préférentiels pour l'eau et l'énergie, la mise en place d'un système de prévention face aux risques et calamités et d'un système d'information sur les marchés des agriculteurs ainsi que la taxation des produits importés.

Le Kongo Central s'est spécialisé sur la sécurité foncière. Le cahier des charges, transmis

aux gouvernements provincial et national, réclame la réduction de la part exorbitante (jusqu'à 50%) prélevée par les ayants droit sur la récolte des métayers, et l'extension de la durée des accords. La Conapac a aussi obtenu la désignation d'un représentant dans la Commission nationale de la réforme foncière mise en place par le gouvernement pour veiller à sa bonne marche. Un travail particulier est mené pour associer à ces combats les femmes, actrices principales mais vulnérables du monde paysan. Il y a urgence, plaide Espérance: «*Les femmes souffrent beaucoup. Une femme qui n'a pas la possibilité de louer la terre, se retrouve facilement abusée, sinon littéralement violée, par les ayants droit.*»

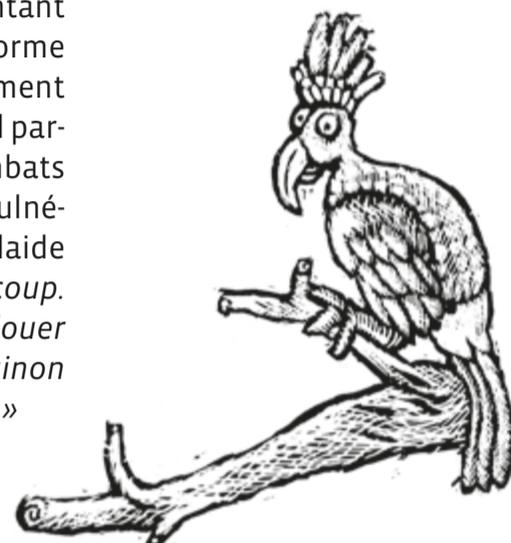
Vigilance, optimisme... et nouvelles craintes

Le mouvement paysan est aussi devenu de plus en plus vigilant vis-à-vis du programme de parcs agricoles industriels. *La Voix du Paysan congolais*, dans son numéro de juillet 2016, relate que les organisations paysannes ont présenté une cartographie des droits de tenure des communautés locales dans le parc de Bukanga Lonzo, lors d'un dialogue avec la primature, les bailleurs et la société civile.

Pour Espérance Nzuzi, enfin, il serait aussi plus opportun d'investir dans les routes et dans les usines de traitement des produits de l'agriculture paysanne. «*Consommons local! Produisons ce que nous mangeons! Mangeons ce que nous produisons!*» préconise-t-elle. Son association, l'Aprofel, contribue d'ailleurs directement à appuyer la production dans la région de Lukula, où elle a créé une ferme-école pour l'apprentissage des techniques culturales, fournissant aux paysans boutures et semences et créant des champs-écoles. L'Aprofel organise également la filière huile de palme. La lutte continue, donc, qui génère l'espoir...

Mais, pour l'heure, l'incertitude qui plane à nouveau sur l'avenir politique du pays et le climat de conflits qu'elle génère préoccupent énormément Espérance. «*Nous n'avons pas de provisions, nous n'avons pas de magasins, nous allons mourir à cause de tout cela. La consultation nationale, le dialogue, pourquoi attendre le dernier jour? Pourquoi n'avoir pas commencé bien avant? Je crains le bain de sang.*»

Propos recueillis par François Misser





Regards croisés sur les réussites paysannes

Entretiens avec **Mamadou Goïta** (Mali) et **Yves Somville** (Belgique)

S'il importe de préserver et de développer une agriculture familiale dont les facultés de résilience et de nutrition ne sont plus à démontrer, les problématiques rencontrées par les producteurs du Nord et du Sud sont différentes. Il faut cependant les aborder de manière transversale.

Défis Sud: Avec tout ce qu'on a dit au sujet de l'agriculture industrielle et ce qu'elle consomme en énergie, êtes-vous plutôt optimiste quant à l'avenir du modèle paysan ?

faut nuancer la manière de produire et d'organiser le marché.

Yves Somville: Au niveau de la Fédération wallonne de l'Agriculture, on défend l'agriculture familiale mais une agriculture familiale qui amène un revenu à l'agriculteur et à sa famille. Il est clair que si on veut faire vivre une famille de manière tout à fait décente, il faut avoir une exploitation d'environ 250 ha. Mais tout dépend du type de production : on peut vivre avec seulement 75 ha si on fait de l'agriculture diversifiée, de l'herbe, du bétail, du bétail laitier, de l'engraissement... Ce à quoi la FWA s'oppose, c'est à un type d'agriculture où l'agriculteur devient le salarié d'une société plus grande qui intègre tout, depuis la production jusqu'au stade de la transformation, en passant par la fourniture des aliments pour le bétail. Au Sud, il faut favoriser une agriculture familiale, mais en réfléchissant à une filière, de manière à avoir un minimum d'ouverture et à enclencher un cercle vertueux, ce qui nécessiterait de passer par une certaine restructuration de l'agriculture en place.

DS: Comment réussir le difficile équilibre d'une agriculture qui protège les agriculteurs du Nord sans entraver le Sud ?

YS: La PAC (Politique agricole commune de l'Union européenne) a renoncé à ses politiques d'aide à l'exportation. C'est une orientation majeure depuis 2012, et il n'y a plus de budget consacré aux restitutions. On me rétorquera que ces dernières années, on a stocké des surplus, avec la crise du secteur

Mamadou Goïta: L'agriculture familiale reste le modèle dominant en Afrique. Il y a plus que jamais des opportunités parce qu'on s'est rendu compte que le modèle industriel est un modèle qui ne marche pas, aussi bien en matière de coûts sociaux qu'en matière de coût environnementaux et politiques. De plus en plus d'études démontrent que si nous ne changeons pas les paradigmes pour revenir à des pratiques de défense de l'agriculture familiale, nous allons droit dans le mur. Ça se manifeste à plusieurs niveaux : des institutions comme la FAO s'engagent dans des débats sur l'agro-écologie qui montrent que c'est la solution au problème que nous sommes en train de rencontrer, au niveau de la production, de la valorisation des produits et de l'accès au marché. Tous ces maillons sont abordés par les institutions pour rattraper les erreurs qui ont été commises. La réalité de l'agriculture familiale est malheureusement encore mal connue : peu de gens savent que plus de 70% de la nourriture consommée dans le monde nous vient de l'agriculture familiale¹. Alors que le modèle industriel ne représente dans l'alimentation des populations que 20% et est essentiellement axé sur les monocultures. Plus que jamais, avec le réchauffement climatique, il

¹ Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, FAO, 2014

Mamadou Goïta est le directeur exécutif de l'Irpad Afrique (Institut de recherche et de promotion des alternatives de développement en Afrique) et ancien secrétaire du Roppa (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest). Il est l'auteur d'une étude intitulée *Les défis du développement agricole en Afrique et le choix du modèle : révolution verte ou agro-écologie ?*

Yves Somville est secrétaire général adjoint de la FWA (Fédération Wallonne de l'agriculture). Il est plus spécifiquement en charge du suivi de la politique agricole commune, des rapports Nord/Sud en matière d'agriculture et des rapports avec la société civile.





Illustration © Carl Roosens.

Gérard Choplin : «Vers la fin de la mondialisation?»

Europe en panne, tensions géostratégiques, mondialisation en recul, puissance du lobby agro-industriel, effondrement possible... Gérard Choplin, auteur de «Paysans mutins, paysans demain: pour une autre politique agricole et alimentaire» (à paraître le 17 février 2017), laisse peu de place à un avenir radieux. À moins que le coût des dégâts du néolibéralisme et les initiatives de résistance n'arrivent à faire bouger les lignes,

par exemple en faveur d'une agriculture paysanne.

Doit-on être optimiste ou pessimiste en matière d'agriculture paysanne pour le futur? Quel type d'agriculture a de l'avenir? Que penser des pratiques dans l'agro-industrie?

Réponses de Gérard Choplin dans une interview publié en sur www.sosfaim.be



laitier, entre autres. Du coup, on exporte ce surplus, à des prix parfois très bas. Mais nos agriculteurs n'en sont pas responsables. Bien sûr, il n'est pas question que nos exportations aillent démanteler une filière en train de se mettre en place en Afrique, mais n'oublions pas que les exportations hors Europe ne représentent que 7% de la production. On doit surtout pouvoir permettre aux pays du Sud, comme en Afrique de l'Ouest, par exemple, de définir une politique agricole qui protège le marché intérieur. Mais il y a aussi une question de volonté... et pas seulement européenne. Je pense aux accords de Maputo en 2003, qui visaient à ce que les pays signataires consacrent au moins 10% de leur budget à une politique agricole. Certains l'ont fait, comme le Malawi, mais plusieurs n'ont jamais mis cet accord en pratique... N'oublions pas que l'Union européenne reste la première aide à l'agriculture africaine, mais pour que ces aides soient efficaces, il faut aussi que les politiques africaines suivent.

DS: Pourquoi les États africains sont-ils réticents à mettre en place des politiques agricoles efficaces?

MG: Nos États sont devenus des marchés. Les entreprises privées sont devenues plus puissantes que les États. Des politiques au Mali ou dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest ont été financées par des entreprises privées qui, sous le couvert de coopération, exigent des clauses qui leur laissent toute la latitude pour s'accaparer nos biens, que ce soit en matière d'exploitation de ressources minières, de ressources naturelles comme le bois, que

ce soit l'eau, les terres. Ces entreprises privées déterminent l'élaboration ou la relecture de nos politiques publiques pour avoir plus d'espace. Les États sont allés du côté du plus fort en matière de ressources financières car ils ont besoin d'appuis financiers et de produits qui se vendent sur le marché pour l'exportation. Aujourd'hui, on se rend compte qu'il faut reconsidérer ces alliances pour que les terres redeviennent notre propriété, après toutes ces situations d'accaparements de terres, de pillage de ressources et les conséquences sociales catastrophiques que ça a provoqué. Mais on est entré dans une phase de politiques participatives. L'État accepte désormais de demander à la société civile de conduire l'élaboration de politiques publiques, ce qui est nouveau. Car on s'est rendu compte qu'on est allé trop loin en matière de financement, et que le problème des accaparements de terres n'est plus acceptable parce qu'il compromet les emplois, contribue au déplacement des populations qui viennent envahir d'autres territoires. Certes on n'en a pas fini avec la corruption, mais on va continuer à se battre pour que les politiques publiques garantissent les droits de l'agriculture familiale, que la question de l'agroécologie soit prise en compte, que les modes de financement de l'agriculture soient du domaine public et que le modèle de partenariat privé-public puisse intégrer les paysans et la société civile.

DS: Les contextes économiques, politiques ou stratégiques ne continuent-ils pas à trop peser sur l'agriculture, au Sud, mais également au Nord?

« Il faut une véritable solidarité mondiale paysanne. »

Mamadou Goïta.



YS: C'est clair. L'Europe est le joujou des enjeux politiques, même s'il y a un approvisionnement intérieur qui est là, et que la part qui est exportée vers les pays tiers reste partielle: elle représente moins de 10% du total des exportations européennes. L'agriculture et l'agro-industrie européenne c'est quand même 40 millions d'emplois. Mais, ce qui pose surtout problème, c'est que ces 6-7-8% de production européenne qui sont mis sur le marché international définissent le prix de 100% de la production agricole. C'est vrai que l'aspect géopolitique cause aussi beaucoup de dommages. Nous sommes trop dépendants: quand la Russie ou la Chine diminuent leur demande, c'est une catastrophe pour les prix européens. On l'a vu avec la crise du lait, puis pareil avec le porc: les Russes ont arrêté les importations de porc européen soi-disant pour des raisons sanitaires alors que ce sont des raisons géopolitiques uniquement. Les responsables européens ont su trouver d'autres débouchés, mais à quel prix? On a beau se féliciter de ce que les exportations européennes augmentent, les prix n'ont pas suivi. Le fait qu'on soit trop lié au marché international devrait nous pousser à nous poser la question du bien-fondé de notre système. Ne faudrait-il pas prévoir un double prix? L'un pour le marché international et l'autre pour le marché intérieur, notamment pour une agriculture familiale, destinée plutôt à un marché plus local. *In fine*, nos agriculteurs sont rémunérés trop bas et leurs coûts de production ne sont jamais couverts, avec des conséquences au Sud...

MG: Le marché africain est envahi par ces produits issus du dumping. On baisse les prix, on vient casser notre marché, avec des produits qui viennent d'Europe, mais aussi d'Asie. Le litre de lait européen, par exemple, par rapport au litre de lait produit au Mali, qui est quand même le deuxième producteur de bétail d'Afrique, est beaucoup plus bas. Comment voulez-vous que les gens achètent local dans ces conditions? Ça n'encourage pas l'État à investir dans l'élevage. La production que nous avons n'atteint pas suffisamment les gens.

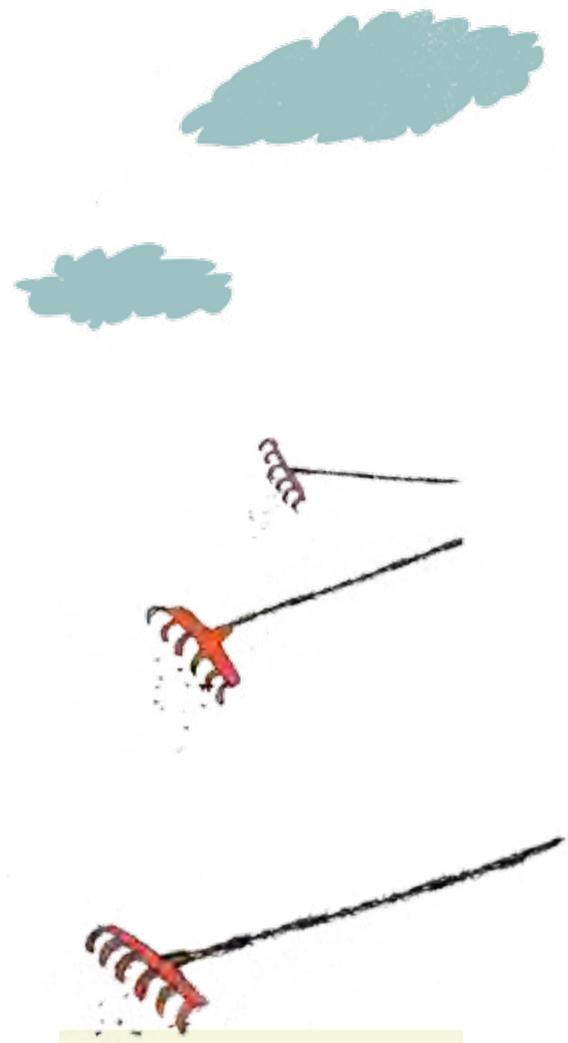
DS: Selon vous, ne faudrait-il pas évoluer vers des perspectives plus transversales en matière d'agriculture?

MG: Une solidarité paysanne s'est mise en place. Pareil pour les pêcheurs, les éleveurs... Au Forum mondial, j'ai été surpris par l'ampleur des accaparements de terres

qui touchent les agriculteurs canadiens, au nom des investissements étrangers. Pareil pour les semences: il y a des réseaux qui se sont créés pour préserver les semences paysannes et qui montrent toute la cartographie de ces semences paysannes. Il y a eu des avancées. Mais pour matérialiser tout ça, il faut une véritable solidarité mondiale. Les paysans qui ont subi des destructions de biens, qu'ils soient maliens, belges, canadiens ou brésiliens, doivent être solidaires. Les conditions économiques des pays ne sont pas les mêmes. Mais les phénomènes qui les empêchent d'avancer sont les mêmes. Cette transversalité de combat doit se développer. Les ONG, et pas seulement européennes, y travaillent. Les ONG africaines ont organisé des journées sur la question du commerce international et du changement climatique. Nous y invitons systématiquement des producteurs du Nord. Nous avons des espaces de recherche sur les questions foncières. Lors de nos rencontres annuelles, au Zimbabwe, nous avons fait le partage de connaissances sur les questions foncières, les questions liées à la souveraineté alimentaire. Nous y invitons les paysans indiens, ou d'ailleurs, pour partager les travaux de recherche, ce qui permet aussi d'engager des alternatives.

YS: Nous travaillons dans une perspective Nord-Sud depuis 1994, grâce à des collaborations avec SOS Faim et le Collectif Stratégies Alimentaires, et aussi en ayant des contacts réguliers avec les agriculteurs du Sud, notamment au Sénégal. Longtemps, on entendait des discours assez agressifs, qui disaient: «Vous les agriculteurs du Nord, vous écrasez les agriculteurs du Sud avec la PAC». Ce qu'on a trouvé intéressant, c'est qu'ils changent de paradigme en proposant plutôt des points de rapprochement entre agriculteurs. De fil en aiguille, on a fait un parcours intéressant avec le Sud. Il y a trois ans, au niveau de l'agriculture européenne, on a créé Agricord, une plate forme qui rassemble des ONG de développement spécialisées en agriculture et proches des organisations paysannes européennes. Cela a créé tout un réseau auquel participent des associations professionnelles agricoles européennes, mais il y a aussi des Canadiens, des Sénégalais avec le CNCR et également les Philippines. Au niveau de la FWA, nous sommes particulièrement intéressés par le Sud. ♦

Propos recueillis par Sabine Schrader



Partir ailleurs avec pour seul bagage, un outil, un savoir-faire.

Illustration © Carl Roosens.

Réflexions complémentaires

Plus de réflexions de Yves Somville et de Mamadou Goïta concernant le Ceta, Monsanto, l'égalité hommes/femmes, etc.

sur www.sosfaim.be





Burkina Faso

Trop d'incertitudes à Bagré

Témoignages de paysans de la région de Bagré confrontés aux projets de la Banque mondiale

La campagne « Tous trompés » de SOS Faim dénonce les financements du secteur agricole par la Banque mondiale (BM). SOS Faim s'inquiète notamment de la mise en place d'un projet soutenu par la BM à Bagré, au Burkina Faso. Nous avons décidé d'aller sur place afin de rencontrer les agriculteurs concernés.

Bagré est une petite ville dans la région Centre-Est du Burkina Faso. À première vue, rien de différent par rapport à d'autres grosses bourgades du pays. Pourtant, des sommes colossales y sont investies depuis plusieurs années.

Amidou voulait une terre supplémentaire

Amidou est responsable de l'approvisionnement au sein de l'Union des groupements des producteurs de riz de Bagré (UGPRB). Comme la plupart des producteurs membres de son Union, il est arrivé au début des années 2000 suite à un appel du gouvernement qui projetait d'aménager des terres pour les petits producteurs. Entre 2002 et 2009, 3380 hectares ont été aménagés. Amidou a reçu un hectare à l'époque. Depuis, sa famille s'est agrandie et il espérait, avec l'arrivée de Bagrépôle, pouvoir bénéficier d'une terre supplémentaire. Mais ça ne sera pas possible: «*Les producteurs pensaient que leur situation allait s'améliorer avec l'arrivée de Bagrépôle, mais ça n'est pas le cas. Le système n'est pas adapté aux petits producteurs. Il est fait pour les investisseurs, car tu dois donner de nombreuses garanties pour avoir accès à une terre supplémentaire, ce que nous n'avons pas.*»

Bagrépôle a en effet prévu d'octroyer les terres aménagées à des «*agro-investisseurs*». Dans cette catégorie, ils reprennent les producteurs souhaitant cultiver sur une superficie de minimum 5 hectares. Suite à un avis à manifestation, 700 dossiers ont été reçus et 108 investisseurs sélectionnés. Ces 108 investisseurs occuperont 77% des terres aménagées et, dans ce lot, 6 investisseurs, dont 4 étrangers, se verront attribuer 62% des

terres! En fait, la donne est claire et assumée: c'est un projet conçu pour ceux qui sont prêts à faire de l'agrobusiness, c'est-à-dire produire et vendre de grandes quantités et, pour cela, réaliser des investissements dans la zone.

Quand nous interpellons Étienne Kaboré, un des responsables du projet, il nous explique que 1773 petits producteurs vont également bénéficier de terres aménagées. Il s'agit des «*PAP*», les personnes affectées par le projet (principalement par les travaux du canal). Nous partons donc à leur rencontre.

Adama, un agriculteur désœuvré

Assis à l'ombre d'un arbre, Adama, ancien habitant de Biré, un village englouti par l'aménagement en cours de 2583 hectares, se tourne les pouces. Il y a trois ans, Bagrépôle est venu le voir pour lui annoncer que sa famille allait devoir quitter le village. Comme 75 autres ménages, il a été réinstallé au village de Loaba il y a deux ans. Il a reçu un dédommagement pour sa maison perdue, qu'il a investi en grande partie dans la construction d'une nouvelle habitation. Le problème, c'est qu'à Loaba, il manque de terres pour cultiver alors qu'Adama était agriculteur: «*C'est ma cour juste en face. Lorsque vous regardez, est-ce que vous voyez un espace cultivable? Là où nous sommes assis présentement, c'est une réserve pour de futures constructions. Les cultures que vous voyez là, ce sont des parcelles d'habitation de nos voisins qui n'ont pas encore construit. Lorsque toutes ces personnes vont construire, il n'y aura plus le moindre espace pour cultiver ici.*»

Bagrépôle a prévu d'indemniser tous les producteurs pour les pertes de leur récolte

« Bagrépôle nous accompagne mais ne va pas jusqu'au bout. »

Adama, ancien habitant de Biré.



Bagrêpôle en quelques mots

Avant d'aller rencontrer des paysans, nous sollicitons d'abord des responsables du projet afin qu'ils nous réexpliquent dans les grandes lignes en quoi constitue le projet de Bagrêpôle. Paul Richard Dedoui, responsable de la communication, et Étienne Kaboré, directeur de la valorisation économique et responsable des personnes affectées par le projet, nous reçoivent dans leur bureau.

Le Projet Pôle de Croissance de Bagré (PPCB) ou Bagrêpôle est un projet lancé par le gouvernement burkinabè dont la mise en œuvre a été rendue possible par un financement de la Banque mondiale

de 115 millions de dollars US. L'objectif principal est d'accélérer le développement socio-économique de la région et de créer des emplois en prenant appui sur le développement agro-industriel. Étienne Kaboré précise: «*En termes d'objectifs quantitatifs, c'est de contribuer à créer 30 000 emplois permanents, de faire passer la production de 150 000 tonnes au moment du démarrage à 450 000 tonnes de productions céréalières.*

C'est également d'attirer les investissements privés pour permettre la réalisation de services critiques. Les services critiques ce sont les services essentiels,

tels que la communication, l'électricité, la restauration, l'hébergement.»

Pour ce faire, la réalisation majeure de Bagrêpôle est la construction d'un canal d'une vingtaine de kilomètres afin d'irriguer les terres cultivables. De cette façon, les producteurs pourront cultiver toute l'année puisqu'ils ne dépendront plus uniquement des pluies. En plus de participer au développement de la région et du pays, Bagrêpôle devrait permettre, par l'augmentation de la production agricole, d'assurer la sécurité alimentaire des Burkinabè. Le projet a prévu d'aménager près de 18 000 hectares de terres d'ici à décembre 2017.

«**Tu es là depuis 40 ans, et tu n'as pas de terre pour cultiver.**»

Le maire de Bagré.

durant la période d'aménagement. Wilendé, agropasteur réinstallé à Déma, reçoit, tout comme Adama, une indemnisation chaque année pour les cultures qu'il n'a pas pu réaliser sur ses anciennes terres. Mais cette compensation est insuffisante et de nombreuses familles éprouvent des difficultés à gérer la somme d'argent reçue en cash une fois par an alors qu'elles sont plutôt habituées à gérer leurs greniers pour tenir jusqu'aux récoltes suivantes. Wilendé nous explique: «*Nous avons été déplacés il y a deux ans déjà. Avant, on avait des champs où on cultivait le maïs, le mil. On n'achetait pas de vivres. Mais depuis deux ans, on n'a plus de champs pour cultiver et on est obligés d'acheter des vivres.*»

Face au manque de terres, Bagrêpôle encourage les paysans à diversifier leurs activités et offre à certains des formations de quelques jours. Adama a suivi une de ces formations il y a deux ans. Mais depuis, il n'a reçu aucune aide pour démarrer son activité: «*Bagrêpôle nous accompagne, mais ne va pas jusqu'au bout. Ils sont venus nous dire que ceux qui souhaitaient se former à des activités spécifiques pouvaient postuler. Avec d'autres personnes, nous avons demandé une formation sur l'élevage de la volaille locale. Ils sont venus nous former. Mais après il n'y a pas eu d'accompagnement. Bagrêpôle nous avait*

promis une aide pour construire des poulaillers et aussi pour un fonds de roulement. Mais rien de tout cela n'a été fait depuis la formation.»

Promesses de professionnalisation ?

Cherchons un point positif: dans un an, tous ces paysans retrouveront leur terre et celle-ci sera aménagée. Leur production devrait donc augmenter considérablement comparé à ce qu'ils produisaient avant car ils devraient pouvoir réaliser une campagne supplémentaire ainsi que du maraîchage. Mais à nouveau, quelques bémols viennent affecter notre enthousiasme.

Premièrement, les travaux ont énormément de retard. Alors que le projet doit s'achever fin 2017, «*jusqu'à présent, Bagrêpôle n'a pas encore aménagé 1 m²*», explique Étienne Kaboré. Au vu de l'état d'avancement des travaux du canal, on se demande effectivement comment les 2582 hectares prévus autour

Les investisseurs sélectionnés pour le projet «Bagrêpôle» sont plus intéressés par le rendement de leur argent que par celui des récoltes.

Illustration © Carl Roosens.





vont être aménagés dans les temps. Selon Etienne Kaboré, l'argent est déjà difficile à trouver pour indemniser les PAP. Si les travaux se prolongent, les PAP vont-ils continuer à recevoir une indemnité?



Deuxièmement, Bagrépôle ne prévoit de concéder aux petits producteurs que le quart de la superficie qu'ils ont perdue. Selon les responsables du projet, le rendement de ces superficies réduites sera quatre fois supérieur une fois la terre aménagée. Donc, au final, si cela est vrai, leur terre leur permettra simplement de produire autant qu'avant et non de se lancer dans une augmentation conséquente de leur production et dans un processus de professionnalisation.



Troisièmement, aucune communication n'a été faite sur l'emplacement de la terre que les producteurs vont récupérer. À quelle distance de leur nouvelle habitation va-t-elle se trouver? Les éleveurs pourront-ils continuer à faire paître leurs troupeaux dans les alentours?

Incertitudes

Ces trois jours de rencontre nous ont laissés dubitatifs. Le projet est loin d'être terminé et il est donc difficile de tirer des conclusions définitives, mais il nous paraît compliqué d'affirmer que Bagrépôle permet aux agriculteurs familiaux d'appréhender l'avenir de façon positive. Au-delà du fait que ce projet assumé «agrobusiness» ne leur est fondamentalement pas destiné – malgré certaines «mesures» mises en place que nous n'avons pas l'occasion d'aborder dans cet article –, les ambi-

tions avancées par les responsables du projet pourraient même leur porter préjudice.

Comme nous l'a expliqué le maire de Bagré, le coût de la vie a considérablement augmenté à Bagré depuis l'arrivée du projet PPCB. Pour les producteurs n'ayant plus de terres ou de trop petites surfaces et devenant ainsi de nouveaux acheteurs de denrées alimentaires, nourrir sa famille sera une mission de plus en plus difficile.

Autre souci actuel: l'écoulement du riz. L'accès au marché est difficile et les producteurs, quand leur riz ne pourrit pas par défaut d'acheteur, sont obligés de le vendre à un prix réduit, alors que le riz de Bagré est réputé pour sa qualité. Le problème s'est accentué au moment de notre visite car une importante unité de transformation de riz a été soudainement fermée. L'on est donc en droit de se demander comment cette situation sensible de l'accès au marché pour les petits producteurs va évoluer une fois que les gros investisseurs envahiront le marché local avec leur production massive.

Enfin, parmi les nombreuses autres incertitudes, celle liée à l'accès à la terre nous a fortement interpellés. Aucun des agriculteurs rencontrés ne bénéficie d'une sécurité foncière. Le gouvernement promet depuis des années des titres d'exploitation aux petits producteurs mais les démarches sont complexes et l'octroi des titres piétine. L'insécurité foncière est donc énorme. Et avec la volonté du gouvernement de continuer à développer Bagrépôle dans les années à venir, même après le financement de la Banque mondiale (la Banque africaine de développement a déjà assuré un financement complémentaire), le risque que leur terre soit accaparée pour être octroyée à de nouveaux investisseurs est réel.

Même si le projet PPCB ne se développait pas davantage, le maire de Bagré est pessimiste: «Bagrépôle, c'est un projet, et le projet va finir et laisser la population avec beaucoup de problèmes. Tu es là depuis 40 ans, tu as au moins 30, 20 enfants, tu n'as pas de terrain pour cultiver. Tu n'es pas un commerçant, ni éleveur, qu'est-ce que tu vas nourrir ces 30 personnes ou ces 20 personnes-là? Qu'est-ce que tu vas faire pour les nourrir?» ♦



Restera-t-il des terres pour les petits producteurs, leurs élevages et leurs troupeaux?

Illustration © Agathe Dananai.

Témoignages recueillis par Annabel Maisin et Marie Le Boniec



Amérique du Sud

Comment éviter le triomphe de l'agro-industrie ?

Un article d'Emmanuel Juste

Défis Sud revient sur les politiques agricoles menées sur le continent sud-américain ces dernières années, en particulier au Brésil, en Bolivie, au Pérou et en Équateur. Un constat : la tendance agro-productiviste se confirme dans les quatre pays, malgré tous les beaux discours (et, tout de même, une poignée de mesures) en faveur de l'agriculture familiale.

Si la petite agriculture nourrit encore 60 à 70% (voire plus) de la population des pays andins et même celle d'un géant agricole comme le Brésil, on ne peut pas dire qu'elle ait le vent en poupe.

Brésil : l'agro-business toujours bien représenté au Congrès ¹

De longue date, le Brésil a privilégié l'agriculture à grande échelle. Le gouvernement de Lula (prolongé par celui de Dilma Rousseff à partir de 2011), misant sur l'énorme potentiel agricole du pays pour doper la croissance économique, n'a fait qu'appuyer et renforcer, par toute une série de mesures et de politiques, ce modèle agro-exportateur, au détriment d'une véritable réforme agraire. Certes, il y eut aussi de nombreuses initiatives et mesures de soutien en faveur de la petite agriculture ou axées sur le développement des zones rurales et saluées par les mouvements paysans eux-mêmes, en plus d'une meilleure représentation de ceux-ci dans la sphère politique. Mais le constat demeure : le Brésil est, après le Paraguay, le pays d'Amérique du Sud où la concentration foncière est la plus forte. Et si cette bonne santé de l'agro-industrie dans la première décennie des années 2000, liée au boom des exportations, a en partie profité à la population brésilienne en permettant d'alléger considérablement l'endettement du pays et de financer de nombreux programmes de

lutte contre la faim et d'aide aux plus pauvres, elle a aussi (et surtout, peut-être), comme partout où elle éclipse l'agriculture familiale, de sérieux effets pervers.

Sur le devenir de l'agriculture d'abord, avec non seulement un renforcement des inégalités entre les différents acteurs du monde rural mais aussi une dépendance croissante du pays en matière d'approvisionnement et de sécurité alimentaires vis-à-vis des marchés extérieurs, notamment à cause de la diminution des cultures vivrières et de la baisse de la diversité de la production agricole nationale.

Conséquences sociales aussi : en s'imposant partout, l'agro-industrie chasse peu à peu les petits paysans (la frange la plus pauvre de la population), incapables de rivaliser, tant au niveau des prix de vente de leurs produits que pour l'accès à la terre et aux ressources, avec les gros exploitants. Du coup, ils cèdent leurs lots fonciers quand ils n'en sont pas carrément expulsés, et s'en vont grossir les quartiers défavorisés des villes... lorsqu'ils ne louent pas leurs bras à ces grosses entreprises agricoles pour un salaire de misère.

Enfin, conséquences sur le plan environnemental, à plusieurs niveaux. En faisant reculer la forêt amazonienne, d'abord, car les grandes monocultures remplacent souvent d'autres cultures traditionnelles qui, repoussées, font avancer le front pionnier et participent à la déforestation. Ensuite, le modèle agroproductiviste, par la réduction de la diversité agricole et le recours aux intrants

Les politiques agricoles ne doivent pas aggraver les inégalités.

¹ D'après un entretien avec Laurent Delcourt (chargé d'étude au Cetri) et son étude *Envers et dessous du « miracle » brésilien* (novembre 2013).



chimiques (le pays est le plus gros consommateur de pesticides au monde!), porte sérieusement atteinte à la biodiversité. Sans oublier bien sûr l'impact de l'agriculture et de l'élevage industriels, particulièrement émetteurs de gaz à effet de serre.

Bref, les politiques agricoles semblent finalement n'avoir fait que creuser un peu plus les déséquilibres socio-économique, sociétal et environnemental. Notamment parce que l'agro-industrie, qui jouit d'une forte représentation au Congrès brésilien, a toujours été au cœur de l'agenda politique national, y compris sous les gouvernements Lula et Rousseff qui furent, tout au long de leurs mandats, véritablement «*tiraillés entre les demandes des secteurs populaires et les pressions des lobbies parlementaires et économiques de l'agrobusiness, (...) emprisonnés dans le jeu des alliances politiques auquel le Parti des Travailleurs avait dû consentir pour accéder au pouvoir*» (L. Delcourt).

Telle fut en tout cas la situation jusqu'à la destitution de Rousseff, écartée définitivement du pouvoir en septembre 2016 au profit du (nettement plus) libéral Michel Temer. Ce dernier a déjà annulé ou réduit de nombreux programmes sociaux lancés ou consolidés sous les gouvernements précédents... en plus de supprimer le ministère du Développement agricole (créé pour soutenir la petite agriculture) et de nommer à la tête du ministère de l'Agriculture un certain Blairo Maggi, le plus gros producteur de soja (et acteur majeur de la déforestation en Amazonie) du pays!

Bolivie : la volte-face déconcertante d'Evo Morales²

À la différence du Brésil, il flotte en Bolivie depuis 2006 un idéal particulier : celui du *Vivir bien*, érigé en modèle alternatif de société, une sorte d'écosocialisme qui romprait avec la logique du capitalisme néolibéral destructeur de l'environnement et des cultures indigènes. C'est en tout cas le projet qui fut porté par Evo Morales et son parti, le MAS, lors de son accession au pouvoir il y a 10 ans. Et tout devait aller dans ce sens, y compris sur le plan agricole, en renforçant l'agriculture familiale jugée plus apte à faire reculer la pauvreté parmi les paysans et à assurer durablement,

de par sa dimension écologique notamment, la sécurité et la souveraineté alimentaires.

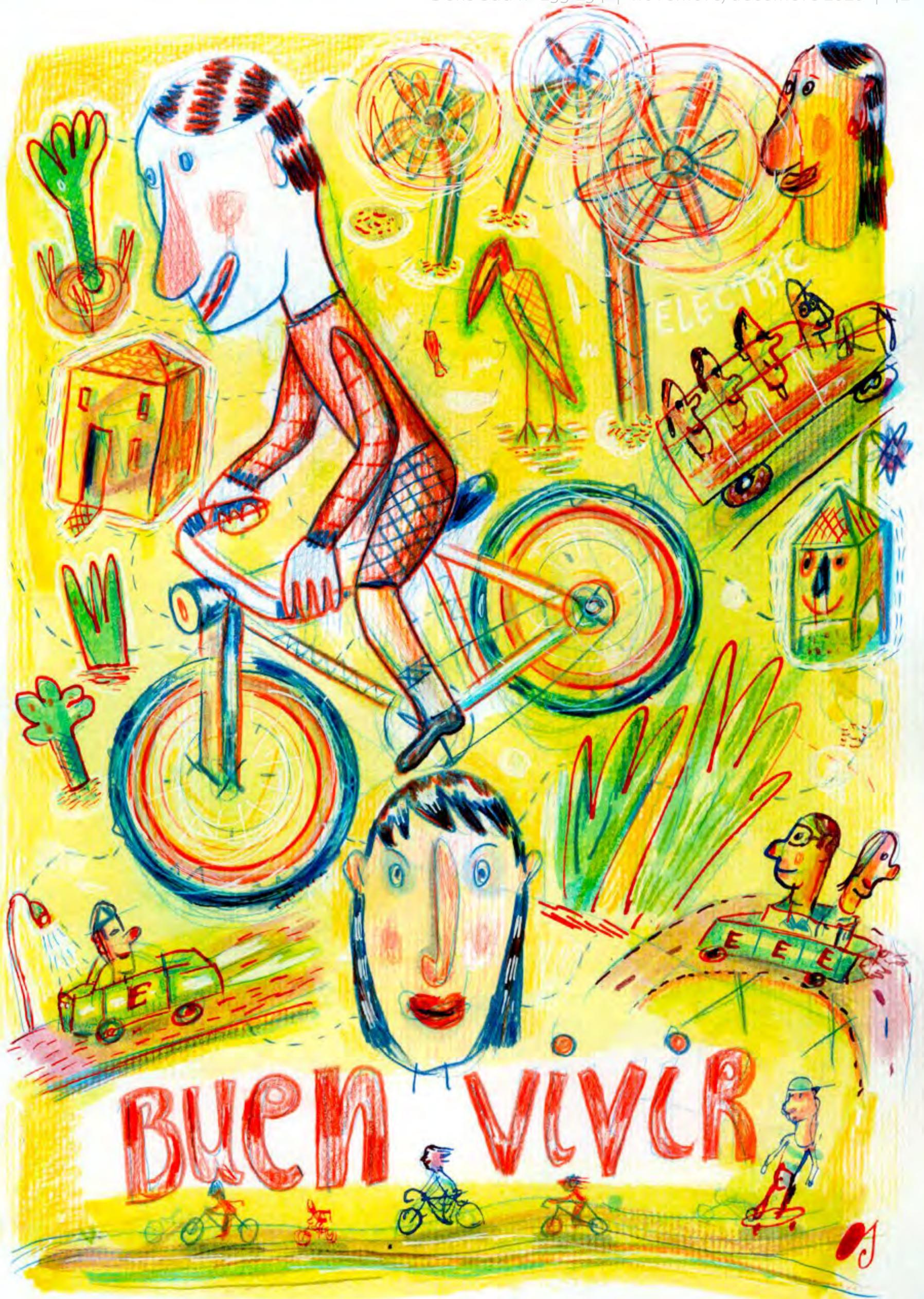
De fait, au cours du premier mandat de Morales (2006-2009), un certain nombre de mesures et réformes ont été prises ou décidées en faveur des petits producteurs : amélioration des systèmes d'irrigation, mise à disposition de meilleures semences, mécanisation (relative) des cultures, modification de la loi dite «*Inra*» (Instituto nacional de reforma agraria) pour permettre à l'État de récupérer plus rapidement les terres non cultivées ou en friche, accélération des procédures d'évaluation de la fonction socio-économique de l'espace foncier et des procédures de titularisation des terres des communautés paysannes et indigènes, création du Défenseur agraire, chargé de prévenir et régler les conflits liés à la terre, réforme de l'impôt et de la législation foncière, etc.

Malheureusement, ces politiques agraires n'ont pas permis d'accroître significativement la productivité des petits exploitants... car si les tracteurs se multiplient, cette modernisation ne s'est pas accompagnée d'une politique efficace d'assistance technique, d'amélioration et de conservation des sols, de mise en place de systèmes d'irrigation suffisants... d'où une productivité encore trop faible, la plus basse du continent.

Mais, surtout, le gouvernement Morales, à partir de son second mandat, a changé son fusil d'épaule et modifié complètement ses politiques et stratégies en matière de développement agricole. La «*révolution agricole*», tant promise et tant attendue, a tout simplement cessé de s'inscrire dans le cadre du *vivir bien* ou d'une agriculture paysanne diversifiée et durable. À la place, on assiste maintenant à une «*révolution verte*» s'inspirant des systèmes de monocultures industriels des pays voisins (Brésil, Argentine, Paraguay). Un projet d'ailleurs incarné par le deuxième sommet agropastoral qui s'est tenu à Santa Cruz en 2015. Son but : étendre la surface agricole (destinée aux cultures et à l'élevage) de 1 million d'hectares par an jusqu'en 2025 (essentiellement dans la moitié est du pays, couverte de forêts et de savanes), afin d'assurer au pays sécurité et souveraineté alimentaires... mais surtout de faire de la Bolivie une

Il faut plus d'initiatives de soutien à la petite agriculture.

² D'après un entretien avec Laurent Delcourt (chargé d'étude au Cetri) et son étude *La Bolivie d'Evo : des idéaux indianistes à la realpolitik néodéveloppementiste* (décembre 2015).





puissance agricole, un grand pays producteur et exportateur d'aliments (soja et viande en particulier) et non plus seulement d'hydrocarbures et de minerais, dont les cours sont en baisse alors que le pays a cruellement besoin de revenus d'exportation pour financer la lutte contre la faim et la pauvreté.

Bref, la «nouvelle révolution agraire», sera mise en œuvre par les agro-industriels, comme le montrent clairement des lois et dispositions adoptées en amont, ouvrant notamment la porte à l'usage des OGM réclamé par les gros exploitants. De fait, Evo – même s'il s'en défend – semble donc bel et bien avoir délaissé les idéaux de son premier mandat au nom d'un développement... somme toute très classique, renforçant encore et encore le modèle primo-exportateur, celui sur lequel l'économie du pays a toujours reposé.

Pérou : modeste bilan

Comme au Brésil, la croissance du secteur agricole au Pérou au cours des deux dernières décennies a surtout été celle de l'agro-industrie, qui s'épanouit principalement dans les plaines et les vallées de la région côtière. Et comme dans les pays voisins, la petite agriculture, qui se concentre sur les plateaux andins, a été le parent pauvre des politiques agraires. Le libéral Alan García (2006-2011) soutenait ouvertement l'agrobusiness (dont l'essor remonte aux années 1990 avec Alberto Fujimori), et son successeur, le «socialiste» Ollanta Humala (2011-2016), n'a guère plus stimulé l'agriculture familiale, passant même, entre les deux tours de la présidentielle de 2011, de l'annonce d'une «grande transformation» à une modeste «feuille de route» en faveur du développement agraire. Celle-ci devait mettre en œuvre cinq mesures: protéger les agriculteurs face aux monopoles et à la concurrence déloyale; promouvoir la biodiversité et interdire les OGM; garantir les droits de propriété et titulariser les terres des petits producteurs et des communautés paysannes indigènes; dynamiser la production agricole à petite et moyenne échelle; et, enfin, améliorer l'assistance technique, l'information relative aux marchés, l'innovation technologique et l'infrastructure productive.

Un programme qui n'a pas donné beaucoup de résultats concrets, en dépit de l'adoption de certaines stratégies ou lois, toutes intervenues trop tard pour pouvoir produire des effets. En gros, ce que le gouvernement

BRÉSIL

Des journées de travail agricole empreintes de solidarité

Le mutirão - dénommé en français «journée de travail collectif» - existe depuis des siècles au sein des communautés brésiliennes. Aujourd'hui, cette pratique trouve de nouveaux adeptes: les agriculteurs familiaux! Régulièrement, ils se réunissent pour réaliser ensemble des travaux agricoles. Cette forme d'économie solidaire favorise le partage de semences et d'outils et l'acquisition de connaissances. Au niveau local, les liens qui se tissent entre les producteurs renforcent l'ancrage de l'agroécologie. Le mutirão se bâtit sur une base communautaire. Chez les paysans, cette activité s'inscrit dans le groupement macrofamilial (oncles, cousins éloignés) ou à l'échelle d'un village. La proximité géographique et sociale favorise naturellement la coopération.

Défis Sud a rencontré des agriculteurs pratiquant le mutirão à Brasilia.

Article complet à lire sur www.sosfaim.be



Humala a réalisé de plus tangible en faveur de l'agriculture paysanne, outre le maintien d'un moratoire sur les OGM, est un fonds destiné à développer les systèmes d'irrigation dans les Andes. Ce fonds, même s'il est mal géré, devrait permettre une meilleure irrigation de 250 000 hectares de terres et bénéficier à 200 000 familles paysannes.

Les défis sont désormais du côté du nouveau président, Pablo Pedro Kuczynski³ (PPK), dont l'investiture a débuté en 2016. Partant du constat qu'il existe une fracture technologique entre l'agro-industrie côtière exportatrice et l'agriculture des autres régions (pénalisée en outre par des terres fragmentées aux sols détériorés et un excès d'intermédiaires au niveau commercial), il a énoncé cinq objectifs: faire du développement agraire une priorité et augmenter chaque année de 10% le budget consacré à ce dernier; faire en sorte que les petits producteurs accèdent aux nouvelles technologies à travers des plateformes régionales; réaliser des travaux destinés à recueillir et acheminer l'eau là où elle est nécessaire pour

Des propositions encore insuffisantes en faveur de l'agriculture familiale.

3 Synthèse de l'article ¿Cómo le fue al agro en estos cinco años? de Fernando Eguren (sociologue et président du Cepes), paru dans le no 181 de la Revista Agraria (juillet 2016).



irriguer 500 000 hectares de terre dans les Andes d'ici à 2021; faciliter l'accès au crédit dans les campagnes; et reboiser, d'ici à 2021, un million d'hectares dans les Andes.

Hélas, il semble que, pour l'essentiel, il s'agisse de mesures et propositions insuffisantes, trop vagues ou qui ne tiennent tout simplement pas la route si l'on compare les budgets alloués et les objectifs affichés...

Lorsqu'on sait que le programme du président libéral prévoit aussi de continuer à investir dans les grands projets d'irrigation de la zone côtière, on peut se demander quel avenir se profile pour les petits producteurs.

Équateur : les tâtonnements du « Buen vivir »⁴

À l'instar de la Bolivie, l'Équateur a inscrit dans sa Constitution de 2008 les principes d'un Buen vivir, qui renvoie aussi à un modèle de société plus juste et plus respectueux de l'environnement. La Constitution contient également des lois relatives à une «*économie populaire et solidaire*» et à la souveraineté alimentaire. En bref, le pays était bien parti pour mettre au centre du développement du secteur la petite agriculture, plus durable et garante de l'approvisionnement en aliments, pour la consommation nationale, que l'agro-industrie. Mais, là encore, l'évolution s'est révélée fort décevante pour les petits producteurs, qui n'ont bénéficié d'aucun changement véritable depuis la première élection de Rafael Correa, fin 2006.

Par exemple, la Ley de Tierras (loi sur le foncier), qui devait faire avancer le projet de redistribution des terres (qui remonte à 2010 et sera – quand il sera mis en œuvre – la troisième réforme agraire du pays), n'a été votée qu'en 2015... et ne permet toujours pas de réalisations concrètes car les détails et spécifications (comme celle, basique, de la limite de la taille des domaines agricoles) qui doivent lui permettre d'entrer en application n'ont toujours pas été établis.

On peut aussi citer la loi sur les achats publics d'aliments, qui n'est tout simplement pas adaptée aux petits producteurs car elle ne permet que l'achat de grandes quantités d'aliments... conditionnés selon des normes strictes (le lait, par exemple, doit être livré en tetrapak).

⁴ D'après un entretien avec Michel Laforge (consultant et expert en politiques alimentaires installé à Quito).



Bolivie 2010.
Photo © Gaël Turine / SOS Faim.

Sans oublier le Plan national de développement pour le *Buen vivir*, assorti d'objectifs chiffrés, tels que l'augmentation de la part de la production nationale dans l'offre alimentaire en Équateur, la réduction du niveau de concentration de la terre, de la malnutrition chronique, ou encore de la pauvreté urbaine et rurale : là encore, depuis la création de ce plan (qui en est à sa troisième version depuis 2008), aucune équipe de travail n'a été mise en place pour en mesurer précisément les progrès.

L'une des rares mesures concrètes en faveur de la petite agriculture, mais dont l'impact véritable est encore méconnu, est la mise à disposition, depuis 2013, de «*kits technologiques*» (semences certifiées et intrants) subventionnés par l'État, pour cultiver la terre.

Certes, le pays a aussi ses programmes de lutte contre la pauvreté et subventionne certains produits de base (notamment les carburants) mais, comme ailleurs, il s'agit là de mesures d'allègement de la pauvreté et non de politiques destinées à mettre en place un système permettant au monde paysan de vivre dignement d'un travail, plutôt que d'être assisté. ♦



La gastronomie paysanne séduit les Péruviens

Un article de **Constant Piscart** et de **Luis Ginocchio**

Constant Piscart
Coordinateur de l'ONG
Autre Terre au Pérou.

Luis Ginocchio
Ancien ministre de
l'Agriculture péruvien,
aujourd'hui coordinateur
de la Société péruvienne
de gastronomie (*Sociedad
Peruana de Gastronomía -
Apega*).

La commercialisation efficiente de la production agricole constitue une des priorités du Pérou. La gastronomie y est devenue une des bases de la diversification de la production nationale. Il faut resserrer les liens entre les villes – où se concentre la majorité des consommateurs – et les campagnes, qui peuvent leur offrir leur riche production.

L'essor trouvé par le Pérou grâce à la commercialisation sur le mode gastronomique de sa production agricole se base sur la prodigieuse diversité biologique et le savoir-faire de générations d'agriculteurs familiaux. L'absence, jusqu'à aujourd'hui, de politiques publiques en accord avec toutes ces opportunités contraste avec l'attente favorable que soulève l'arrivée d'une nouvelle administration de l'État.

Le Pérou est un pays de plus en plus urbain, ce qui veut dire que chaque jour de plus en plus de Péruviens et Péruviennes vivent en ville et par conséquent il est important d'assurer leur approvisionnement en nourriture. C'est ainsi que le Pérou est plus dépendant de la campagne qu'il ne l'a jamais été. Le bien-être des habitants des villes dépend en grande partie des 2,2 millions de producteurs agricoles, lesquels fournissent 70% des aliments consommés.

D'où le concept de sécurité alimentaire: il s'agit de consolider l'approvisionnement d'aliments de la campagne vers les villes dans des proportions disponibles, à des prix abordables et dans de bonnes conditions d'hygiène. Par conséquent, il est fondamental pour le pays que l'agriculture familiale se dote des conditions requises pour tout agent économique: l'assistance technique, l'accompagnement pour renforcer la gestion entrepreneuriale et associative, ainsi que le financement, pour ne citer que celles-là.

Il ne faut pas oublier aussi qu'il existe des menaces comme le réchauffement climatique, la pollution et l'érosion des sols, la migration des jeunes ruraux vers les villes et l'âge moyen élevé des agriculteurs. Tous ces problèmes s'aggravent en sachant que le Pérou est le pays avec le moins de terres agricoles par tête d'habitant du Continent. Tous ces paramètres obligent à chercher une meilleure efficacité en même temps qu'une plus grande équité.

C'est pour cette raison que, pour le bien-être des villes, il est fondamental d'aider l'agriculture familiale et la ruralité. Et l'un des plus grands défis de la sécurité alimentaire nationale est la planification et la commercialisation de la production agricole des campagnes.

La commercialisation agricole

L'agriculture péruvienne se distingue par son impressionnante diversité et ses agriculteurs ont montré leur habileté pour la production, y compris pour l'amélioration génétique, de plantes alimentaires, mais la commercialisation de ses récoltes est son talon d'Achille.

En outre, le thème de la commercialisation dans les chaînes a été, jusqu'ici, très peu étudié. Chercher un document qui inclut une brève description des principaux marchés en gros du pays n'est pas une tâche facile. À Lima, le défi est encore bien plus important en raison de l'ampleur de la consommation d'aliments de ses dix millions d'habitants.



Les foires agropastorales sont pourtant très utiles en tant que vitrines pour montrer la variété des récoltes et des produits des agriculteurs familiaux et des petits producteurs.

Illustration © Agathe Dananai.

Les foires agropastorales

La dimension commerciale des chaînes de valeur agroalimentaires est fondamentale. Non seulement parce que les marchés offrent de l'agro-biodiversité mais également parce que ces espaces sont des lieux de tradition et d'expression culturelle. Et, pas moins important, c'est dans ces marchés que l'on trouve des dizaines de milliers de micro-entreprises et de petits commerces qui créent de la valeur et participent à la formation des prix des produits agricoles.

Les foires des producteurs agricoles existent partout dans le monde. Depuis le XVIII^e siècle, ces foires vendent directement aux

consommateurs des villes. Par exemple, le marché Bastille, le marché de producteurs le plus visité par les touristes qui se rendent à Paris, qui est situé au centre de la capitale française. Ou l'Union Square Green Market, situé dans le célèbre parc du même nom, à New York.

Dans certains lieux, avec l'essor de l'industrie alimentaire, les villes ont choisi d'acquiescer leurs aliments dans des supermarchés et autres espaces modernes. Au Pérou, le secteur traditionnel, composé des marchés, entrepôts et foires, est toujours préféré du grand public. Mais on ne peut pas nier que la pénétration des marchés spéculatifs et



Bolivie: réussir sa production locale

Justiniano Mara Lanas possède environ sept ruches. Il est apiculteur et agriculteur. Il est surtout le président de Coraca-Protal, une coopérative de miel et de piment dans la région de Cochabamba, en Bolivie. La coopérative a bénéficié d'un appui financier d'un fonds venant de l'Union européenne et de l'appui de SOS Faim, qui a permis l'achat de matériel, d'équipements. 150 familles travaillent pour Croca-Protal. Justiniano se félicite des appuis qui permettent aux paysans qui en ont besoin d'augmenter la production. Celle-ci s'est améliorée, en quantité mais aussi en qualité. L'appui technique est également important, notamment pour développer le miel qui pourrait s'exporter. Mais il n'y a pas que la production : les membres de Protal ont appris comment bien diriger l'usine, et à maîtriser les étapes intermédiaires, afin d'améliorer la qualité du produit final.

À voir : le témoignage de Justiniano en vidéo sur :

<https://www.sosfaim.be/video/partenaires-boliviens-usine-de-miel-et-de-piment/>



autres espaces du secteur moderne dans le commerce des aliments progresse.

Bien que les foires locales et régionales restent la tradition à l'intérieur du pays, dans les grandes villes et les villes moyennes, il y a très peu d'exemples d'espaces publics où les agriculteurs offrent directement leurs récoltes aux consommateurs urbains. En bref, il existe très peu de foires de producteurs comme celle de Huancaro à Cusco, la plus grande à l'heure actuelle.

Les foires agropastorales sont pourtant très utiles en tant que vitrines pour montrer la variété des récoltes et des produits des agriculteurs familiaux et des petits producteurs. C'est un espace d'apprentissage qui permet de développer de nouvelles habiletés dans les affaires, ainsi que d'avoir des contacts avec d'autres acheteurs. Ces foires, ou circuits courts de commerce, bien qu'elles ne mobilisent qu'une petite partie des récoltes, stimulent des initiatives innovatrices et des efforts associatifs pour relever le défi de vente de la production.

Marchés pleins, agriculteurs pauvres

Aujourd'hui l'agriculture familiale approvisionne les intermédiaires et les commer-

çants qui remplissent les halles de produits de choix, de qualité et avec une certaine valeur nutritive, qui sont la base de l'essor de la gastronomie péruvienne. Cependant, peu d'agriculteurs en tirent un revenu raisonnable en considération de leur travail. Les intermédiaires s'approprient la plus grande partie des bénéfices alors que les producteurs assument stoïquement les coûts et les risques de l'agriculture. La commercialisation est le point faible de cette chaîne de valeurs agricole gastronomique que le Ministère de la Production considère comme l'un des moteurs de la diversification productive dont le pays a besoin en urgence.

Qu'est-il advenu des connexions entre les villes et le milieu rural? Le Pérou a vécu de nombreux changements ces dernières décennies. Depuis les années 50, on assiste aux grandes vagues d'immigrations de la campagne vers les villes de Lima, Arequipa, Trujillo, Chiclayo, Iquitos, Piura, Cusco et Huancayo, entre autres.

Les villes ont gagné de l'importance et en même temps y est apparue une économie informelle – qui représenterait 60% de l'emploi national. Une des manifestations les plus populaires à Lima du débordement populaire a été le phénomène des commerces ambulants qui envahissent les rues, seule issue pour beaucoup face au chômage provoqué par les changements dans la stratégie économique du pays. En même temps, les halles, les petits marchés et les stands se sont multipliés et ont commencé à échapper au contrôle municipal.

Aujourd'hui la situation requiert de la clarté et des décisions. L'agriculture familiale, à la traîne, doit être épaulée par la mise en place d'un système national de planification de la production, de la distribution et de la consommation des aliments, qui lui fournisse des informations et des services d'appui, une infrastructure d'approvisionnement et des marchés – petits ou grands –, le tout coordonné avec les centres de production. Ne pas mettre en œuvre ce système signifierait accentuer encore la marginalisation de l'agriculture, avec tous les risques que cela induirait pour le pays et sa sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Quelques réflexions sur la commercialisation agricole

Le rapport ville-campagnes est marqué par un déni: les gouvernements locaux des villes



Entre la faiblesse du pouvoir d'achat, la méconnaissance de l'origine des produits alimentaires et la commercialisation des denrées, quelle place y-a-il pour les producteurs?

Illustration © Olivier Swenne.



rechignent à donner la priorité à l'approvisionnement en aliments, en niant leur fragilité alimentaire. Face à une population croissante et à la rareté des terres agricoles, il est pourtant urgent que les villes soutiennent les espoirs des agriculteurs de participer au commerce et de retrouver la prospérité dans leurs affaires.

Certains consommateurs urbains ignorent jusqu'à l'origine de leurs aliments. Les pro-

ducteurs, de leur côté, ne se sont pas organisés pour faire redécouvrir aux citadins l'origine naturelle des aliments, fruits de leur travail, et pour promouvoir leur articulation commerciale. Il n'a pas encore été possible pour les producteurs de s'organiser et de faire les démarches auprès des gouvernements locaux des villes pour obtenir l'usage d'espaces publics comme points de rencontres entre agriculteurs et consommateurs – comme en



Colombie, par exemple, où les agriculteurs ont déjà une représentation dans les entités qui supervisent l'approvisionnement alimentaire urbain.

Plus grave, les producteurs agricoles n'ont pas su interpréter les besoins du public. La planification nécessaire de la production en fonction de la demande ne se fait pas. Et la fragilité de l'agriculture familiale rend encore plus difficiles les affaires avec le secteur du commerce. Il est nécessaire de renforcer les compétences commerciales des producteurs pour qu'ils proposent un choix et un prix attractifs pour le public. Le marché légal n'est actuellement pas adapté à la réalité. Les marchés ne prévoient pas d'espace pour les agriculteurs. Si au grand marché de Santa Anita (le plus moderne dans le Grand Lima), quelques organisations de producteurs offrent déjà leurs récoltes, il y a peu d'espaces et peu de mesures d'incitations pour aider la production de l'agriculture familiale à participer à la commercialisation dans les autres grandes et moyennes villes du Pérou.

Des avancées concrètes...

De plus en plus de consommateurs cherchent des produits plus naturels, qui conservent leur saveur et leur valeur nutritive, dont on connaît la provenance et qui se vendent à des prix compétitifs. C'est ce segment de la population urbaine qui appuie le plus la cause de l'agriculture familiale. Il faudrait encore demander à l'industrie alimentaire, aux chaînes de supermarchés et à l'agriculture d'exportation de travailler de manière plus innovante, d'inventer d'autres formes de collaborations dans les chaînes agroalimentaires gastronomiques, pour qu'elles se joignent à cette croisade pour la sécurité alimentaire du pays. Il faut aussi que l'État applique des politiques soutenant à la fois l'agriculture familiale et les entreprises agro-exportatrices. La promotion du commerce extérieur devrait favoriser les organisations d'agriculteurs avec un potentiel d'exportation.

Il faut noter que des succès ont déjà été enregistrés en matière d'essor gastronomique et d'approvisionnement agricole. La Société péruvienne de gastronomie (Apega), travaille depuis sa fondation au renforcement de la chaîne de valeur gastronomique, en commençant par l'agriculture familiale. C'est pour cette raison qu'a été signée en 2009 l'Alianza Cocinero Campesino (alliance des

cuisiniers paysans) avec Conveagro et ANPE. De cette façon, la cuisine agit comme facteur intégrateur de la diversité du Pérou. En outre, le projet «Cadenas Agropecuarias Gastronómicas Inclusivas», de l'Apega avec le soutien de BID-FOMIN, mène à bien, de façon hebdomadaire et depuis plus de trois ans, la foire agropastorale Mistura à Magdalena del Mar, où près de 60 producteurs agricoles et des petits traiteurs de 15 régions du pays vendent directement leurs récoltes et leurs produits aux consommateurs. Et dans trois arrondissements de Lima, on organise des foires de manière intermittente.

Sources d'approvisionnement, les foires agropastorales sont aussi des espaces de rencontre qui contribuent à maintenir les liens sociaux en rapprochant la campagne de la ville. Les citadins s'identifient avec leurs fournisseurs de la campagne, et ils deviennent des clients, un dialogue a lieu et les interlocuteurs cessent d'être des anonymes et se rapprochent. L'expérience commerciale qu'accumulent les producteurs renforce aussi leurs capacités et augmente leur pouvoir de négociation dans la chaîne de valeurs.

... et des mesures à promouvoir

Pour assurer l'avenir de la chaîne de valeurs gastronomique dans le cadre d'une diversification plus grande encore de l'offre, le pays doit surmonter sa dépendance aux activités extractives dont les cycles de prix affectent l'économie. Pour y parvenir, la clé est de définir de nouveaux moteurs qui alimentent un solide programme d'innovation et d'amélioration technologique afin d'augmenter la productivité ainsi que la compétitivité de la production nationale. Et pour consolider la chaîne de valeur gastronomique, qui doit être un de ces moteurs, il est essentiel de renforcer l'agriculture familiale.

Il est urgent de concevoir un système national de distribution des aliments – qui équilibre l'offre et la demande – pour une plus grande équité et une meilleure efficacité dans cette chaîne. De cette façon, les trois niveaux de gouvernements et les agriculteurs, à travers leurs organisations, coordonneront la production, le commerce et la consommation d'aliments en reliant la campagne aux villes. ♦

**Certains
consommateurs
urbains
ignorent
jusqu'à
l'origine de
leurs aliments.**



L'article original

Cet article a été rédigé en espagnol sous le titre «*Del campo a las mesas*», traduit par Diana Gerard et résumé par Patrice Debry. La version complète en espagnol peut être lue sur :

www.sosfaim.be



Des innovations pour la finance rurale

Un article de **Marc Mees**,
Responsable de la gestion des
connaissances chez SOS Faim

Le monde de la microfinance a évolué de manière très importante au cours des dernières années. Le secteur s'est mondialisé à coups d'analyses comparatives et de bonnes pratiques standardisées. Il s'est privatisé également, avec l'entrée dans la danse de nombreux fonds d'investissement et de banques commerciales du Sud intéressées par un nouveau marché en expansion rapide.

Dans les pays du Sud, les Institutions de Microfinance (IMF) considérées comme de bonnes clientes sont relativement rares et souvent, les investisseurs se concentrent sur les meilleures en termes de performance, financière dans un premier temps, même si les aspects sociaux et environnementaux ont pris de l'importance. On observe donc un phénomène de concentration semblable à celui du secteur financier traditionnel.

Des tendances inquiétantes

Le monde des coopératives, souvent plus ancrées localement, a subi cette tendance: les grands systèmes mutuellistes ont dû se restructurer en fusionnant leurs caisses et en perdant ainsi une certaine proximité avec leurs membres alors que les entités de plus petite taille peinent à se maintenir dans un marché de plus en plus concurrentiel.

Les Etats et ensembles d'Etats ont en quelque sorte couru derrière la croissance du secteur en le réglementant avec la préoccupation première et positive de protéger les clients contre les risques encourus par leur épargne et/ou contre la surconsommation de crédits. L'existence de cadres plus restrictifs a eu un impact important sur les systèmes financiers décentralisés ruraux et agricoles jugés plus risqués. En effet, les garanties matérielles sont souvent absentes et les risques se multiplient: risque climatique et effets de plus en plus fréquents du réchauffement climatique; incertitudes des marchés nationaux,

régionaux et internationaux; problèmes de santé concentrés dans le monde rural qui est plus touché par la pauvreté.

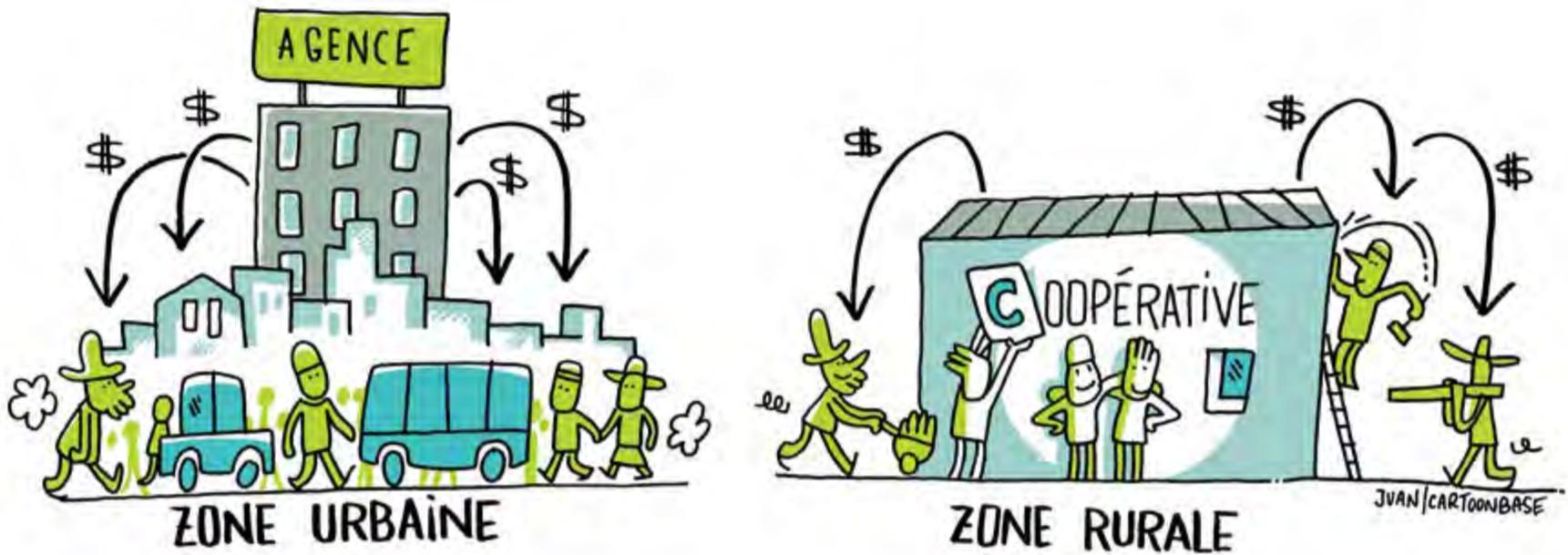
Un autre effet de l'approche de plus en plus commerciale de la microfinance a été la nette remise en question des pratiques de subsides des taux d'intérêts au nom d'un marché ne pouvant souffrir d'aucune distorsion et devant laisser la place aux plus efficaces. Cette approche, peu cohérente avec certaines politiques et mesures prises en faveur des agricultures des pays riches, a encore pénalisé un peu plus le crédit agricole dont certaines activités ne peuvent supporter des taux d'intérêts moyens souvent supérieurs à 24% par an sur le solde restant dû.

Enfin, plusieurs crises nationales systémiques et certaines dérives individuelles d'IMF ont amené des observateurs de plus en plus nombreux à questionner l'impact réel de la microfinance dans la lutte contre la pauvreté, en particulier pour les groupes les plus marginalisés.

Mais plusieurs éclaircies...

Tout n'est pas négatif pour autant. La crise alimentaire de 2008, l'urbanisation galopante et la tendance à la consolidation des organisations représentatives des petits producteurs ruraux ont contribué largement au retour en grâce du financement de l'agriculture au niveau des politiques publiques dans les pays du Sud et au niveau des coopérations internationales du Nord, alors que le secteur rural

Les besoins de financement rural et agricole sont encore loin d'être satisfaits.



avait été délaissé dans le cadre de la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel. Certains engagements tardent cependant à se traduire dans les faits.

Cette nouvelle légitimité de politiques de financement de l'agriculture se traduit par la mise en place de fonds de garantie, de lignes de crédit dédiées, la création ou la relance de banques agricoles jadis tellement décriées.

En parallèle, des innovations se développent: les produits et services se diversifient, des expériences d'assurances agricoles se mettent en place, le warrantage permet d'augmenter l'accès au crédit de producteurs de filières peu sécurisées. Il consiste à mettre une partie de sa récolte en magasin sécurisé, en jouant sur la variation intra-annuelle des prix, de façon à accéder en contrepartie à un crédit. Par exemple, 4 000 tonnes ont été stockées en 2012-2013 au Burkina Faso ouvrant ainsi une ligne de crédit de 300 millions de FCFA (457.347 €) auprès du Réseau des Caisses Populaires.

Beaucoup d'espoirs se fondent également sur la finance digitale, comme un moyen de servir à moindre coût les zones rurales les plus reculées en diminuant drastiquement les coûts de transaction et en rendant dès lors les produits de crédits accessibles au plus grand nombre. Une transaction par téléphone peut ainsi

coûter en moyenne 30 fois moins cher qu'une opération réalisée au sein d'une agence rurale d'une institution de microfinance.

Dans ces deux derniers cas, il faut cependant rester attentif à ce que le dispositif mis en place ne soit pas synonyme de dépendance des producteurs ruraux par rapport à des fournisseurs d'intrants et à des prestataires de services. Il est également important de s'attacher à penser d'autres modèles, comme la fourniture de kits d'engrais organiques au moyen d'une épargne constituée avec l'achat de cartes de téléphonie mobile (Mali).

La préoccupation de mesurer plus systématiquement la performance environnementale et sociale des institutions de microfinance tend à se généraliser. Cet outil de mesure intéresse plusieurs types d'acteurs :

- | Les institutions financières pour qui la mesure régulière de leur performance peut s'avérer un outil de pilotage stratégique déterminant;
- | Les donateurs qui disposent de ce fait d'arguments pour justifier leur choix d'allocation de ressources de plus en plus rares;
- | Les investisseurs, avec une logique relativement similaire, s'il s'agit de séduire des institutionnels ou des particuliers.



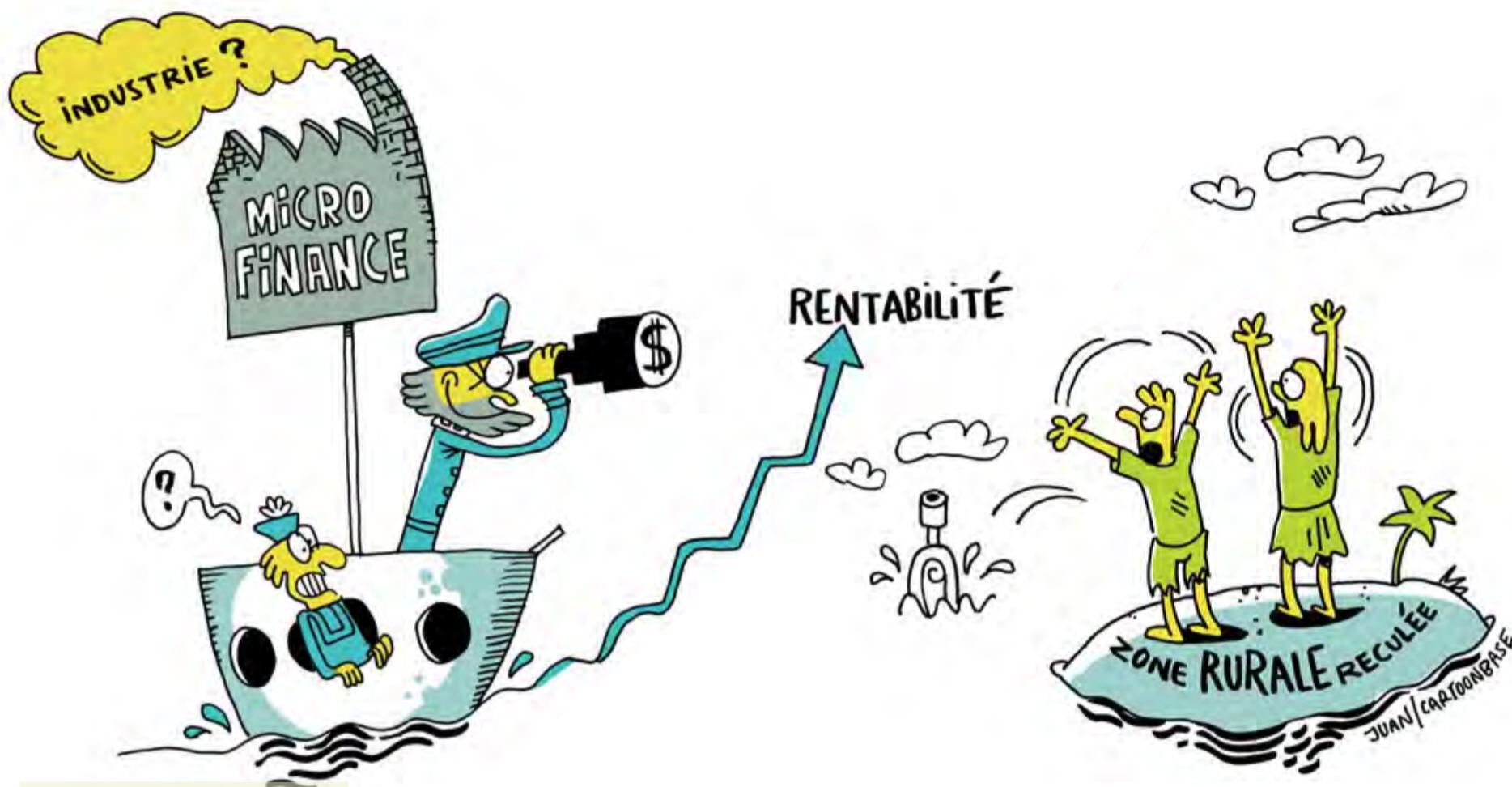


Illustration © Juan/Cartoonbase.

Les pouvoirs publics, dans le cadre de leur politique de protection des clients.

Et enfin, les différents mondes se parlent: entre les producteurs (la demande), les institutions financières (l'offre) et les autorités publiques (l'arbitre), des liens se tissent et des collaborations se concrétisent, au-delà de la méfiance et de la méconnaissance réciproques.

D'immenses besoins encore à satisfaire

Malgré ces avancées, les besoins de financement rural et agricole sont encore loin d'être satisfaits en termes quantitatifs et qualitatifs.

Dans un communiqué daté du 6 octobre 2016, le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) Union Européenne – Afrique Caraïbes Pacifique estime qu'au niveau mondial, seuls 25% de la demande des exploitations agricoles de petite taille sont satisfaits, ce qui représenterait plus de 133 milliards d'EURO, dont 84 milliards portant sur des chaînes de valeur qualifiées d'instables. On parle ici des produits agricoles avec des transactions concentrées sur des marchés locaux peu ou non régulés. Ce sont souvent des denrées qui concourent très significativement à la sécurité alimentaire.

Mais comment ?

Depuis quelques années, le financement de filières a le vent en poupe. Il permet d'intégrer les différents acteurs d'une chaîne, depuis le producteur jusqu'au distributeur final. Le financement est sécurisé dans le cas d'un marché assuré et régulé. La prise de risque des différentes parties prenantes est limitée, voire nulle. De nombreux opérateurs décrivent cette approche comme porteuse d'avenir pour augmenter sensiblement le financement de l'agriculture.

Mais, dans les faits, ce dispositif ne convient pas à toutes les spéculations, en particulier pour celles qui circulent surtout sur des marchés locaux: manioc, mil, sorgho ou encore pomme de terre.

Au niveau qualitatif, et en lien avec la promotion des chaînes de valeur, il faut bien constater que les crédits agricoles sont souvent ciblés sur une production donnée et qu'il existe très peu d'expériences de financement systémique répondant à la diversité des besoins d'une exploitation agricole familiale qui naturellement, tend à diminuer ses risques en diversifiant ses activités agricoles et non-agricoles. Il y a là très certainement un paradoxe à tenter de résoudre en développant une politique publique plus proactive en faveur d'une



Saliou Sarr, un cultivateur, un crédit, du matériel d'irrigation

Saliou Sarr habite un village de l'Ouest du Sénégal, dans la zone des Niayes. Avec sa famille, il exploite environ 10 ha de terrains. Ses cultures: le poivron, le piment, la tomate, le concombre. Mais le travail est rude et les moyens modestes. Saliou Sarr s'est donc adressé à l'UGPN, l'Union des Groupements de Producteurs des Niayes. Le groupement travaille avec des familles comme celle de Saliou Sarr en évaluant quels sont leurs besoins, notamment en matériel.

Ils cherchent ensemble où trouver cet équipement. C'est ainsi que Saliou Sarr s'est rendu à la mutuelle, où il a obtenu un crédit. Car ses 10 ha, il ne les exploite pas suffisamment, faute de moyens.

Son principal problème: le manque d'eau. Ses terres sont sèches et la source est très éloignée. Il a donc décidé d'investir dans l'achat d'une motopompe et de tuyaux pour irriguer la terre. Et si l'agriculteur pouvait rembourser son

crédit sur une année, le temps d'une récolte, il s'est ravisé: la mutuelle lui a conseillé de rembourser sur trois ans et de plutôt créer une épargne, au cas où un membre de sa famille tombe malade, pour acheter des vivres ou même pour acheter ce dont les enfants ont besoin pour aller à l'école... Une alternative rentable qui offre aux plus jeunes l'opportunité de rester sur les terres au lieu de partir à la ville ou à l'étranger.

approche globale de l'exploitation familiale, vue comme une réelle entreprise.

Le reproche est souvent fait à ces mêmes exploitations familiales qu'elles représentent un modèle du passé, non concurrentiel, voire non viable. Et que l'avenir réside donc dans le développement de l'agrobusiness.

Mais il faut bien reconnaître que peu d'outils financiers répondent aux besoins d'investissements de ces exploitations familiales, en particulier pour de l'équipement, mais aussi des aménagements fonciers. La principale ressource des institutions financières, l'épargne locale est en effet souvent mobilisée sur du court terme. L'espace existe bel et bien pour des initiatives développant des outils financiers adaptés concourant à une multiplication des opportunités de crédit à moyen et long terme: lignes de crédit dédiées, fonds de garantie.

Enfin, la question du renforcement des capacités financières, en particulier au niveau des membres et des dirigeants des organisations paysannes est centrale, si on souhaite progresser dans la voie d'un financement plus important des exploitations familiales du sud. De façon à réduire une asymétrie d'information et de formation qui rend plus difficile un dialogue équilibré entre les acteurs. De manière également à travailler sur une meilleure connaissance mutuelle des différents acteurs qui va générer une confiance réciproque au fil du temps.

Vers un modèle agro-écologique ?

On l'aura compris: en filigrane, se pose la question du modèle agricole du futur. Celui qui pourra relever le défi de la croissance démographique, donner un emploi digne et attractif aux jeunes et aux femmes dans un environnement durable. Sans tomber dans une opposition caricaturale entre agrobusiness et exploitations familiales.

Pour que les exploitations familiales se consolident, certains misent sur le renforcement des liens entre le secteur public et le secteur privé, mobilisant ainsi les fonds publics comme autant de leviers pour amplifier la portée des différentes initiatives.

L'approche basée sur les chaînes de valeur va dans le même sens et privilégie souvent une agriculture classique à base d'intrants chimiques et de semences sélectionnées renforçant la dépendance vis-à-vis de fournisseurs qui sont souvent des multinationales.

À l'inverse, pourquoi ne pas réfléchir à un modèle plus durable? Même si ce concept reste peu précis, pourquoi ne pas développer au moins des expériences d'appui au financement de démarches agro-écologiques? Un beau défi, d'abord pour les organisations paysannes, ensuite pour des institutions financières ayant une vision sur le long terme? Et pourquoi pas, avec l'appui public dans une perspective de politique agricole renouvelée? ♦

— Article rédigé en octobre 2016

À voir

le témoignage de Saliou Sarr en vidéo sur: <https://www.sos-faim.be/video/saliou-et-lacces-au-credit/>



Il est important de s'attarder à penser d'autres modèles.



Mobiliser des moyens pour la souveraineté alimentaire

Un entretien avec **Arnaud Zacharie**, secrétaire général du Centre national de coopération au développement

Arnaud Zacharie

Arnaud Zacharie est secrétaire général du CNCD depuis 2008. Il a été également chargé de recherche auprès du Comité d'annulation de la dette du Tiers Monde. Maître de conférences à l'Université de Liège et professeur suppléant à l'Université Libre de Bruxelles, il est également l'auteur de plusieurs ouvrages et d'articles consacrés aux relations Nord Sud, au développement et à la dette du Tiers Monde.

Pour Arnaud Zacharie, soutenir et promouvoir une agriculture familiale respectueuse de la biodiversité, face à la toute-puissance du secteur de l'agro-business, passe par des politiques et des législations efficaces, au niveau national et international, au Nord, mais aussi au Sud.

Défis Sud: Alors qu'il semble de plus en plus clair que l'agro-business ne pourra pas garantir à lui seul la souveraineté alimentaire, il continue de menacer l'agriculture familiale, une agriculture pourtant résiliente. Comment l'expliquez-vous?

Arnaud Zacharie: Nous sommes à la croisée des chemins. Face à la nécessité d'éradiquer la faim dans le monde et d'adapter la production alimentaire à l'augmentation de la demande dans les pays émergents, deux visions s'affrontent: la vision productiviste et pro-OGM de l'agro-business, notamment soutenue par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, et celle de l'agro-écologie, défendue par les ONG et soutenue par les travaux scientifiques de l'IAASTD. D'un côté, nous pouvons avoir l'impression que l'agro-business se généralise de manière inéluctable, tel un rouleau compresseur, grâce aux politiques de libéralisation du commerce agricole et à la concentration croissante des firmes transnationales agro-alimentaires. Mais d'un autre côté, on voit que les alternatives citoyennes, relayées par des travaux académiques et l'expérience des ONG, font de l'agro-écologie familiale et des filières courtes une priorité. Certes, les acteurs de l'agro-business disposent de moyens très importants, mais il est frappant de constater la multitude d'initiatives citoyennes qui se développent aux quatre coins du monde, comme l'a notamment illustré le film «Demain». Si, à court terme, la logique d'accumulation de profits des grandes firmes agro-alimentaires, qui disposent de puissants lobbies et relais gouvernementaux, sont un avantage évident, à

moyen et long terme, cette option aura pour effet d'exacerber les problèmes environnementaux et les inégalités sociales. Or ce sont ces problèmes qui sont la cause de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire: 80% des personnes souffrant de la faim sont des agriculteurs, des paysans sans terre et des pêcheurs qui n'arrivent pas à vivre de leur production, tandis que le manque d'adaptation aux changements climatiques exacerbe les crises alimentaires et que le modèle agro-industriel généralise la malbouffe dont les effets sont néfastes pour la santé des consommateurs. Le modèle agro-écologique a donc pour avantage de ne pas considérer les politiques agricoles comme de simples processus industriels, mais comme des écosystèmes, afin d'augmenter les rendements, mais en respectant les cycles naturels et en garantissant une répartition juste. Seul un tel changement d'approche productif, écologique et social est susceptible de répondre aux multiples défis auxquels est confronté le système agricole et alimentaire du 21^{ème} siècle.

DS: L'implication de plus en plus marquée du secteur privé dans l'aide au développement vous inquiète-t-elle? En particulier en matière d'agriculture et d'élevage.

AZ: La notion de secteur privé recouvre des réalités différentes. Il peut s'agir d'une part des investissements directs étrangers (IDE) des firmes transnationales. Ils peuvent renforcer les stratégies de développement lorsqu'ils permettent de renforcer les capacités productives et le transfert de technologies dans les pays en développement, comme cela a été



Arroser, c'est prendre soin de son jardin. Les fruits de ce que l'homme sème lui profitent ainsi qu'à l'ensemble de la planète.

Illustration © Frédéric Thiry.

le cas en Chine et dans les autres pays d'Asie orientale, mais peuvent avoir un effet contre-productif lorsqu'ils sont investis dans le seul secteur extractif, lorsqu'ils concurrencent de manière déloyale les industries naissantes locales ou lorsqu'ils se limitent à des transferts financiers dont le but est d'éviter de payer les impôts dans les pays où les activités ont véritablement lieu. Les accaparements de terres sont des cas d'IDE contre-productifs qui ont particulièrement augmenté en Afrique au cours des dernières années.

D'autre part, le secteur privé renvoie également à la création d'entreprises locales créa-

trices d'emplois décents. C'est un objectif majeur, car aucun pays ne peut se développer sans un tissu économique local dynamique. C'est pourquoi des politiques agricoles, industrielles, commerciales et monétaires appropriées sont nécessaires, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Le problème est que le manque de volonté politique des gouvernements des pays en développement et l'incohérence de certaines politiques internationales sont souvent des obstacles au développement d'un tel secteur privé local.

Enfin, les gouvernements cherchent de plus en plus à utiliser l'aide publique au dévelop-



Thierry Kesteloot: les modèles d'agriculture à la croisée des enjeux internationaux

Aujourd'hui, les tendances en matière d'agriculture sont plus nuancées, depuis la crise de 2007-2008, mais aussi à cause des nouveaux enjeux climatiques, fonciers, environnementaux et migratoires. « La conjonction de tous ces phénomènes amène à repenser le développement rural ainsi que la gestion des ressources naturelles, explique Thierry Kesteloot, d'Oxfam Solidarité. On reste néanmoins avec un système défaillant

en tout cas en ce qui concerne le fait de nourrir le monde, puisqu'il y a toujours 800 millions de gens qui souffrent de faim chronique et 2 milliards de personnes qui sont mal nourries. Mais il y a en effet une rhétorique qui change de manière assez large (...) on reconnaît de plus en plus souvent le rôle central du petit producteur. Malheureusement les conditions pour y parvenir n'y sont pas, parce que les règles du commerce

international sont inadéquates. D'autant plus que les externalités négatives, c'est-à-dire le coût du climat, la perte de fertilité des sols, les coûts sociaux, l'exode rural, la perte de la biodiversité, etc.»

Lire l'entretien avec Thierry Kesteloot sur www.sosfaim.be



pement comme un levier pour attirer des fonds privés additionnels: cela passe par les partenariats public-privé (PPP), les opérations de « *blending* » et la mobilisation des fondations privées. Si une telle approche laisse espérer une démultiplication des ressources pour financer le développement, elle comporte également des risques. Les études démontrent en effet que, d'une part, la majorité des moyens additionnels bénéficient aux pays émergents plutôt qu'aux pays pauvres qui en ont pourtant le plus besoin, et d'autre part, que des garanties publiques excessivement généreuses peuvent désresponsabiliser les acteurs privés et entraîner des coûts additionnels pris en charge par la collectivité.

En définitive, l'enjeu pour les objectifs de développement durable est double: d'un côté, les pays en développement doivent définir des stratégies nationales de renforcement des capacités productives locales, de l'autre, le cadre international doit garantir la cohérence des politiques et le respect de normes sociales et environnementales, afin de s'assurer que les investissements privés viennent renforcer les objectifs de développement, plutôt que les contrecarrer par des stratégies financières à court terme.

DS: *Il est de plus en plus question de pénaliser les accaparements de terres au TPI. Quelles sont à votre avis les bases juridiques à mettre en place pour rendre les condamnations éventuelles effectives et contraignantes?*

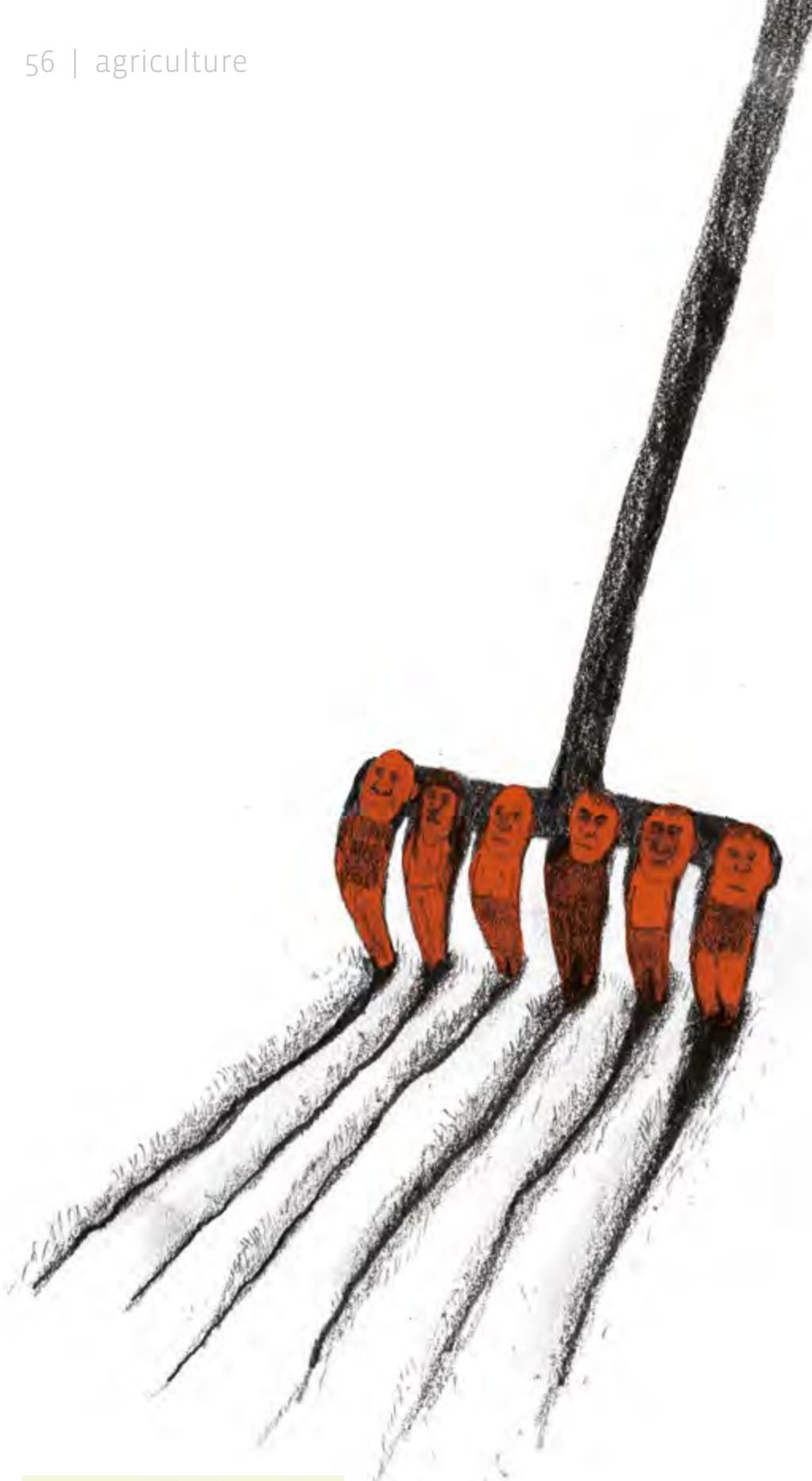
AZ: Je ne pense pas que ce genre de démarche suffise à enrayer le phénomène des accaparements de terres. À partir du moment où les gouvernements des pays en développement acceptent de signer des contrats de ce type, les firmes qui en bénéficient sont dans leurs droits et il me semble illusoire d'espérer les voir condamnées au TPI. Plutôt que ce genre de démarches juridiques, je pense que la réponse la plus efficace est obligatoirement politique: des législations empêchant ce type d'accaparements devraient être adoptées aussi bien à l'échelle des pays en développement qu'à l'échelle multilatérale.

DS: *Les contextes politiques changent, l'urbanisation est galopante, les migrations font débat... Comment garantir aux paysans qui restent sur leurs terres une certaine sécurité, et dans une plus large mesure, plus d'équilibre entre le Nord et le Sud?*

AZ: L'objectif est de garantir la souveraineté alimentaire par le soutien de l'agriculture familiale et des pratiques agro-écologiques. Cela nécessite des politiques nationales et internationales appropriées. Au niveau des stratégies nationales des pays en développement, les politiques doivent favoriser l'accès aux intrants, aux technologies propres et aux crédits, développer les dessertes agricoles et les infrastructures de stockage et de conservation, soutenir la transformation locale et les circuits courts de commercialisation, ou encore développer des systèmes de protection sociale. Sur le plan international, il faut favoriser les marchés agricoles régionaux,

« Nous sommes à la croisée des chemins face à la nécessité d'éradiquer la faim dans le monde et d'adapter la production alimentaire. »

Arnaud Zacharie.



Des humains outils.
Illustration © Carl Roosens.

par le biais de tarifs extérieurs communs garantissant des prix suffisamment rémunérateurs pour les producteurs et suffisamment accessibles pour les consommateurs, et enrayer la spéculation alimentaire, qui provoque des fluctuations excessives des prix. Toutes ces solutions sont connues, mais la volonté politique est insuffisante, comme l'illustre la faiblesse des budgets dédiés à l'agriculture dans la majorité des pays en développement et la libéralisation accrue du commerce agricole à l'échelle internationale.

DS: Comment se positionne la Belgique en matière de coopération aujourd'hui ?

AZ: Au-delà des priorités conjoncturelles des différents ministres qui se succèdent, un fil rouge traverse l'évolution de la Coopération belge: la concentration croissante dans les pays les moins avancés et les Etats fragiles d'Afrique subsaharienne. C'est une évolution positive et courageuse, car ce sont ces pays qui ont le plus besoin du soutien de la coopération au développement, mais ce sont aussi les pays où le contexte est le plus risqué et où les résultats sont donc les plus difficiles à atteindre. Dans ces pays, les recettes traditionnelles issues des principes de Paris sont souvent inadaptées. Les Etats manquent de capacités administratives, voire sont totalement à reconstruire lorsqu'ils sont en situation de post-conflit, tandis que les dirigeants au pouvoir tentent généralement de se maintenir indéfiniment au pouvoir. Ce sont aussi ces pays qui sont les principales victimes des changements climatiques et où la proportion de pauvres est la plus élevée. C'est pourquoi le principal défi de la Coopération belge consiste à adapter sa vision et ses pratiques à ces contextes particuliers, ce qui passe notamment par des stratégies de renforcement des fonctions régaliennes des États, par le soutien des organisations locales de la société civile et par des politiques cohérentes avec les objectifs de développement durable – notamment en favorisant le transfert des technologies vertes et les systèmes de protection sociale.

Toutefois, une telle évolution ne pourra atteindre ses objectifs qu'en mobilisant des moyens suffisants. C'est la contradiction de la Coopération belge de ces dernières années: elle cherche à se concentrer pour mobiliser plus de moyens dans les pays qui en ont besoin, mais diminue par ailleurs les budgets disponibles, qui plafonnent désormais à 0,4% du revenu national brut. Par conséquent, malgré la concentration géographique, les moyens financiers alloués par la Coopération belge dans les pays partenaires n'augmentent pas et ont au contraire tendance à diminuer. Utiliser les moyens disponibles efficacement est une chose, mais mobiliser l'aide en quantité suffisante n'en reste pas moins un facteur décisif de l'efficacité recherchée. C'est pourquoi la Belgique devrait mettre un terme aux coupes budgétaires opérées depuis 2010 dans l'aide au développement et, au contraire, respecter l'engagement international des 0,7%. ♦

Propos recueillis par Pierre Coopman et Sabine Schrader

FALIRY BOLY

Une agriculture familiale organisée par ceux qui la font

Un entretien avec **Faliry Boly**

Faliry Boly, producteur de riz malien, rappelle combien l'agriculture familiale en Afrique doit garder ses savoirs-faire. Sans quoi, elle risque de disparaître purement et simplement.

Défis Sud: Quel avenir prévoyez-vous pour l'agriculture familiale?

Faliry Boly: Pour moi l'agriculture familiale est une priorité. C'est une forme d'agriculture qui offre de meilleurs rendements, avec moins d'engrais chimiques, qui fait moins de pollution, utilise moins d'eau et ne nécessite pas de grandes superficies, en tous cas en Afrique. Pour moi, c'est là qu'est le vrai enjeu: celui de satisfaire les besoins alimentaires tout en maintenant un environnement sain. Pour le riz, que je connais bien, avec le SRI (System of Rice Intensification), on utilise moins d'eau, du coup, il y a moins de remontées salines donc on diminue ces apports en eau. Beaucoup plus de personnes peuvent l'utiliser.

DS: Mais si les avantages environnementaux de l'agriculture familiale ne sont plus à démontrer, avez-vous confiance en son développement dans l'avenir?

FB: C'est surtout l'avis des gens qui sont «en face», que ce soient des décideurs ou des acteurs qui peuvent prendre les décisions qui est important! Les institutions de financement internationales véhiculent des idées comme quoi il faut une certaine forme d'agriculture familiale qui se mette à la solde de l'agrobusiness. On parle par exemple d'une agriculture ouverte sur le marché ou du prétexte qu'il faut nourrir les villes... Mais nous, les agriculteurs, ne sommes pas là pour nourrir les villes, nous sommes aussi là pour faire du business, travailler, gagner de l'argent, profiter du fruit de notre travail, se nourrir grâce à notre production et satisfaire les besoins les plus élémentaires. Ce qui ne nous empêche pas d'être ouverts sur le mar-

ché. Mais il faut permettre aux agriculteurs d'avoir leur propre vision de leur agriculture et leur laisser décider de l'orientation qu'ils souhaitent lui donner. Pour cela, il faut aussi qu'ils arrivent à convaincre les décideurs. Or, généralement ces décideurs sont influencés par les financements qui leur arrivent de l'extérieur. La coopération américaine a développé ce qu'ils appellent des agrodealers. Ce sont des gens avec de gros moyens, et qui viennent faire du business avec nos semences, mais est-ce que c'est notre façon de voir? Au Mali, précisément, on avait développé un système de production de semences paysannes au niveau de l'AOPP (Association des organisations professionnelles paysannes) par des gens qui connaissent les vrais problèmes des producteurs et qui essaient de produire et de commercialiser en fonction de ces problèmes spécifiques. Cette coopérative a pour but de rendre la semence accessible aux petits producteurs en la vendant à des prix raisonnables. Une année, la production avait augmenté énormément. Les semences se vendaient tellement bien qu'il y a eu le risque de tout vendre d'un coup. On a fait une assemblée générale et on a décidé de maintenir notre prix pour garder l'esprit de la coopérative. Nous sommes nous-mêmes producteurs donc la décision a été vite prise. Mais si on avait eu un agrodealer, il serait venu là juste pour faire du profit.

DS: L'agriculture familiale a donc du mal à faire face au monde de l'industrie?

FB: Les hommes politiques souvent sont loin du milieu paysan et n'en connaissent pas les réalités. Même les services de coopération qui

Faliry Boly

Faliry Boly est riziculteur au Mali, président de la plateforme riz du Mali et secrétaire général du Sexagon, le Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger, depuis sa création en 1996. Ce syndicat regroupe 15 000 paysans et a pour objectifs de renforcer l'accès des agriculteurs à l'eau et à la terre, de mener des plaidoyers pour augmenter la taille de leurs exploitations et de faire des propositions de mécanismes de gestion de la terre et de l'eau.





Faliry Boly.
Photo © SOS Faim.

« Pour moi
l'agriculture
familiale est
une priorité. »

Faliry Boly.

viennent nous envoient des techniciens qui en sont loin. Au niveau de l'Europe, pareil : les ONG qui sont en contact avec les organisations paysannes ne leur demandent pas leur avis très souvent pour prendre des décisions sur la forme, le financement ou les activités qui doivent être financées. Si l'Europe s'intéressait un peu plus aux gens sur le terrain, ce serait différent. Mais quand un technicien de l'Europe vient dans le Sud, il reste dans la capitale. Pareil pour nos ministres, dont certains viennent des villages, mais ils en ont oublié les réalités.

DS: Mais l'agriculture familiale ne souffre-t-elle pas aussi d'une difficulté d'accès au marché ?

FB: Une bonne organisation est indispensable pour bien structurer le marché afin de pouvoir écouler les produits. Mais il faut qu'il y ait des mesures concrètes qui soient prises, que ce soit en matière de foncier, de crédit, d'organisation-même du circuit commercial. Également pour enrayer les accaparements de terres. Mais les propositions concrètes ne suffisent pas, il faut aussi faire des aménagements. C'est ce qu'on avait essayé de faire avec le Sexagon et les paysans investisseurs lors d'une action lancée par SOS Faim, et dont l'ONG a financé la faisabilité. On n'a pas abandonné l'idée. Et pour que ce marché soit fluide, il faut aussi arrêter les importations intempestives. C'est vrai que nous sommes dans un espace économique qui ne permet pas de fermer les frontières, mais il y a des filets de sécurité. C'est là que les organisations paysannes doivent avoir des

économistes vraiment chevronnés pour les aider à bien formuler et bien argumenter. Aujourd'hui, pour le riz, que je connais bien : il y a le problème du KR (le programme d'aide alimentaire du Japon). Il s'agit de riz américain acheté par les Japonais et offert comme don à nos pays, et en échange, ils proposent de faire des actions de développement. On est face à un lobby des riziculteurs américains pour écouler leur riz, et ça permet en même temps aux Japonais d'écouler leurs « Toyota » en Amérique... Les intérêts commerciaux sont tellement importants, qu'il est parfois difficile de lutter contre ça. Et aujourd'hui au Mali on attend encore 15000 tonnes de riz alors que l'Opam (Office des produits agricoles du Mali) avait acheté 21000 tonnes qui n'ont pas encore été écoulées. Et nous sommes entrés dans la campagne de production. Vous imaginez les conséquences... Il est urgent de se regrouper entre tous les acteurs de la filière riz pour pérenniser l'agriculture familiale, en tous cas pour la riziculture. Et aussi essayer que la recherche trouve des moyens pour augmenter la production sans aller vers les produits chimiques.

DS: Sur le terrain, les arguments écologiques touchent-ils les agriculteurs ?

FB: Les agriculteurs sont de plus en plus conscients que ce n'est pas en utilisant des produits chimiques qu'on va résoudre les problèmes. Les conséquences de leur utilisation sont effrayantes : cette année, par exemple, j'ai vu sur les champs très peu d'herbe pendant l'hivernage. Pratiquement pas. C'est très grave car l'herbe qui est sous les plantes permet de maintenir l'humidité. Et cette humidité n'existe plus. Depuis deux ou trois ans, les gens recommencent à mettre de plus en plus souvent de la fumure, du compost. Ça revient, c'est une chose qu'on faisait avant, comme la jachère aussi. Mais les herbicides sont parfois incontournables malheureusement. Moi-même qui ai lutté contre, il m'arrive de les utiliser. C'est tellement dommage. Il y a aussi des unités de transformation qui font des engrais organiques. Peut-être faut-il favoriser les usines qui font ça au Mali... J'en ai mis un sac sur un ha et avec cet engrais j'ai eu un rendement record. Il s'agit donc de voir comment augmenter sa productivité avec ce qu'on a, sans avoir recours au chimique. Mais si les gens y ont parfois recours, c'est parce qu'ils n'ont pas d'autre moyen. Lutter contre les insectes, par exemple. Il faut que la recherche travaille à trouver d'autres solu-



« Une bonne organisation est indispensable pour bien structurer le marché afin de pouvoir écouler les produits. »

Faliry Boly.

tions, mais elle a d'autres priorités, l'argent part à d'autres choses.

DS: Il existe pourtant des techniques d'associations de cultures qui permettent d'éviter le recours aux pesticides par exemple...

FB: Le grand problème, c'est que pendant la colonisation, on a fait croire que toutes les pratiques qui étaient là avant n'étaient pas bonnes. En Afrique, on associait la culture du mil et du haricot. J'évoquais tout à l'heure la disparition des herbes. Pour résoudre ce problème, j'avais pensé à l'arachide, qui en plus du maintien de l'azote, maintient l'humidité. Et dans le même temps, la recherche recommande des variétés beaucoup plus performantes, en nous disant « ne faites pas ci, ne faites pas ça ». Les gens n'osent plus associer leurs cultures. Heureusement, certaines pratiques commencent à revenir comme le zaï dont on parle beaucoup au Burkina et au Mali, où ça se faisait avant la colonisation. Le CMDT au Mali est venu avec une « nouvelle technique », mais les producteurs la connaissent déjà depuis longtemps: lors des premières pluies, on sème, et puis on sarcle aux premières pousses, on appelle ça « baggi ». C'est une pratique qui garantit de bonnes récoltes.

Un autre exemple: quand j'étais secrétaire général de l'AOPP, on parlait toujours d'un problème lié au stiga, qui est une plante toxique pour le mil. La recherche scientifique ne trouvait pas de solution. C'est par hasard lors de ce projet de l'AOPP qu'on a rencontré ce paysan qui avait conseillé d'utiliser une plante qui lutte contre le séga. C'était fantastique! On allait chercher dans les laboratoires ce que les paysans savent! Malheureusement ces savoirs-là sont rarement capitalisés. Pourtant, nous avons un système pour transmettre les connaissances, mais cela ne se fait plus. On en donc en train de perdre à une vitesse énorme des connaissances précieuses. Pourtant l'Afrique devrait être un creuset pour le nouveau monde qu'on devrait développer, malheureusement l'homme est stupide et exploite tout.

DS: Les politiques agricoles africaines protègent-elles suffisamment les paysans?

FB: Ca dépend des pays. Mais il faut des vraies organisations. Il y a eu les plaidoyers, il y a eu le syndicalisme, le Roppa (Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest) a beaucoup contribué à pousser les politiques à tenir compte des

producteurs et de leurs organisations. Et il s'est appuyé sur les organisations nationales qui étaient des organisations de type syndical. À l'époque de la colonisation, on prétendait que les producteurs n'y connaissaient rien. Depuis, le blanc est parti et le noir est resté dans ces mêmes formes d'administration, rien n'a changé. Il n'a pas eu l'impression qu'il y a eu vraiment une indépendance et les choses sont restées comme ça. Petit à petit les gens ont commencé à protester et à aller au créneau pour dénoncer certaines pratiques et avec le ROPPA, on a commencé à écouter de plus en plus les organisations de producteurs. Mais ce qui est dommage c'est que les dirigeants ne connaissent la plupart du temps pas les problèmes qui se passent juste à côté d'eux. Ils étaient beaucoup plus tournés vers autre chose, donc il fallait les ramener tout le temps aux sujets que nous, agriculteurs, voulions aborder. Ils avaient la pression des services de coopération qui avaient une autre vision qu'eux, la même vision que le ROPPA, ce qui a fait avancer les choses, mais d'un autre côté, ils finissent toujours par être obligés d'aller dans le sens des multinationales et des règles de l'OMC. On y revient toujours.

DS: Mais les pouvoirs en place?

FB: Il y a eu des velléités pour essayer d'encourager l'agriculture familiale, comme la loi d'orientation agricole au Mali. Mais si l'agriculture familiale reste le moteur de l'agriculture, l'agrobusiness n'est pas interdit, sous prétexte qu'ils veulent le tester pour voir ce que ça donne. Du coup, il y a des gens qui ont compris ça et qui viennent pour prendre des terres et pour faire de la spéculation, sans rien investir dans ces terres. On a dénoncé, il y a eu des expropriations... L'Office du Niger a heureusement récupéré la plupart des terres.

DS: Le fait que le secteur privé s'investisse de plus en plus dans la coopération n'est donc pas une bonne chose?

FB: La coopération doit rassembler des états, des représentants de la société civile, des organisations paysannes, des ONG, mais dans tous les cas, elle s'organise à partir d'une convention signée par les pays concernés.

Mais avec la privatisation de la coopération, ce sont des gens qui viennent avec des discours du genre « voilà comment vous devez faire », et qui sont tellement puissants qu'ils les mettent ensuite dans la tête des institu-



Illustration © Yves Dewulf.

« Le grand problème, c'est que pendant la colonisation, on a fait croire que toutes les pratiques qui étaient là avant n'étaient pas bonnes. »

Faliry Boly.

tions internationales. Leur but est avant tout d'alimenter un système économique qui est défini par l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Le marché régule tout, quels que soient les arguments utilisés. Leur préoccupation principale, c'est le sens dans lequel va le marché. Mais le développement ne peut pas être uniquement économique, il doit aller vers le social aussi. L'Afrique doit pouvoir réagir. L'exemple miniature, c'est le Brésil, où deux types d'agriculture cohabitent. Si nous continuons comme ça l'agriculture familiale est appelée à disparaître tout simplement. Je suis pessimiste. C'est un combat qui doit être aussi mené par les ONG et pas seulement

par les agriculteurs. Mais le monde est aujourd'hui à un tournant et avec tout ce qu'il y a comme crise, il y a peut-être une nouvelle forme économique qui se profile.

Les enjeux climatiques et les problématiques internationales, ne sont pas une priorité pour les petits producteurs. Leur problème principal est de produire plus sans herbicides et pesticides. Nous, les agriculteurs, nous savons que nous avons peu contribué au changement climatique. Mais nous allons faire ce que nous faisons toujours : nous adapter. ♦

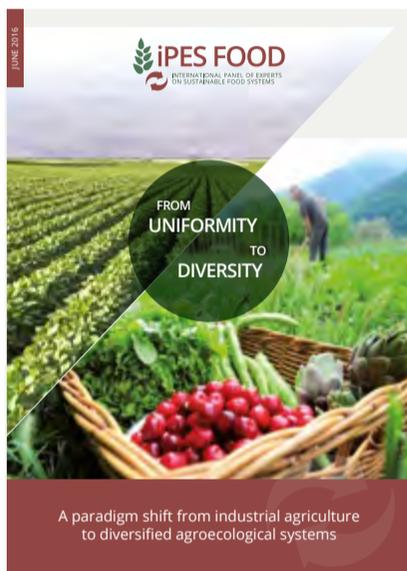
Propos recueillis par Sabine Schrader



pratiques écologiques

L'AVIS DES EXPERTS

Transition vers des systèmes diversifiés



Le rapport des experts indépendants de Ipes Food est sans équivoque : les monocultures à forte quantité d'intrants et de taille industrielle doivent être reléguées au passé pour permettre aux systèmes alimentaires et agricoles globaux de se mettre à l'heure du durable. Pour tous, le mot d'ordre doit être : diversifier l'agriculture et la réorienter vers des pratiques écologiques.

Composé des plus grands experts internationaux en matière de sécurité alimentaire, d'agroécosystèmes et de nutrition, Ipes Food se veut, en quelque sorte, le « *Giec des questions agricoles et alimentaires* ». Son premier rapport thématique a été publié en juin dernier. Il fait plusieurs constats fondamentaux et, surtout, veut préparer l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture mondiales.

des gens souffrant de la faim sont des petits producteurs. »

Ipes Food affirme que ces problèmes sont pour la plupart liés spécifiquement à l'agriculture industrielle et aux monocultures à forte quantité d'intrants qui dominent aujourd'hui les paysages agricoles : « *L'uniformité de ces systèmes et leur dépendance à l'égard des engrais chimiques, des pesticides et autres antibiotiques préventifs conduisent systématiquement à des externalités négatives et à des vulnérabilités* », affirment les experts s'appuyant sur des données précises consignées dans le rapport.

L'agriculture est devenue une menace pour elle-même

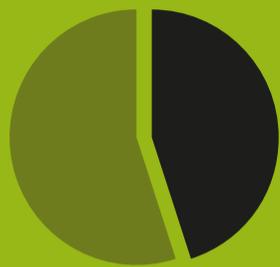
D'abord, les experts d'Ipes Food procèdent à un état des lieux et reconnaissent que les systèmes alimentaires et agricoles actuels ont réussi à fournir de gros volumes d'aliments aux marchés internationaux. Mais (et tout est dans ce « mais »), ils insistent sur le fait que ces systèmes génèrent également de grosses externalités négatives et ce, à plusieurs niveaux : « *dégradation généralisée de la terre, de l'eau et des écosystèmes, émissions de gaz à effets de serre élevées et pertes dramatiques et irrémédiables de la biodiversité* ». En plus de cela, le rapport souligne qu'à l'échelle mondiale, « *le problème de la faim et des carences en micronutriments persiste tandis que, paradoxalement, on constate une augmentation rapide de l'obésité et des maladies liées à l'alimentation* ». Les experts notent encore que les moyens de subsistance des agriculteurs du monde entier sont plus que jamais en danger : « 50%

L'agriculture industrielle et les systèmes alimentaires industriels qu'elle a développés se trouvent maintenant bloqués par une série de « cercles vicieux » que les experts dénoncent : « *Par exemple, la manière dont les systèmes alimentaires sont actuellement structurés ne permet de valoriser qu'un nombre limité d'acteurs, de renforcer leur pouvoir économique et politique et donc leur capacité d'influencer la gouvernance alimentaire* ». Ainsi, les inégalités ne feraient que s'accroître entre les acteurs de l'agriculture et de l'alimentation et tous les autres. Et même si « *des pratiques d'ajustement peuvent améliorer certains des résultats spécifiques de l'agriculture industrielle, elles ne peuvent pas fournir de solutions à long terme aux multiples problèmes* » engendrés par ce type d'agriculture.

Ipes Food

(International Panel of Experts on Sustainable Food Systems) est un panel d'experts guidés par le souci d'encourager le débat et d'informer le public à l'échelle internationale sur les systèmes alimentaires et agricoles durables. Son nouveau rapport est intitulé *From Uniformity to Diversity: A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems* (publié en juin 2016).

Le système agroalimentaire émet



45% des gaz à effet de serre

6 à 17 % proviennent du déboisement (terres transformées en terres agricoles)



10 à 12 % proviennent du traitement des sols (engrais, labour, etc...)



1,2 % provient de la production d'engrais



15 à 20 % proviennent de l'alimentation (production, transformation, conservation, transport, cuisson)



2/3 des émissions mondiales de gaz à effet de serre sont attribuables à seulement

90 multinationales dans le secteur des énergies fossiles



Les catastrophes naturelles sont

7 fois plus nombreuses que dans les années 60

26%

des émissions de CO2 proviennent des produits exportés et de leur transport

Aujourd'hui, nous sommes **7 milliards**, près d'**1 milliard** de personnes souffrent de la faim (soit 1 personne/8), dont **70 %** sont des agriculteurs

62 % des émissions mondiales de GES proviennent des **8** pays les plus industrialisés : Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada et Russie

La Chine, pays émergent, est responsable de

32 %

des émissions de GES



L'Afrique (**55** pays au total) et l'Inde, produisent respectivement **4 %** et **6 %** des émissions de GES



Il faudrait **17** Belgique pour faire rouler les **5 millions** de voitures que compte le pays



Face à une menace complexe, un changement systémique

La conclusion est indiscutable: «*L'agriculture moderne ne parvient pas à soutenir les personnes et les ressources sur lesquelles elle repose et elle est devenue une menace existentielle pour elle-même.*» Une menace complexe qui demande un changement systémique car «*les problèmes alimentaires sont étroitement liés les uns aux autres et se renforcent mutuellement*».

Ce qui est nécessaire, selon les experts, c'est un modèle d'agriculture «*fondamentalement différent*». Il faudrait ainsi rapidement «*mettre en place un modèle basé sur la diversification des fermes et des paysages agricoles, remplacer les intrants chimiques, optimiser la biodiversité et stimuler les interactions entre les différentes espèces*», et ce, dans le cadre de stratégies globales qui visent à la fois à développer une fertilité des sols sur le long terme, des agroécosystèmes sains et des moyens d'existence sûrs pour les agriculteurs. En bref, il faudrait des «*systèmes agroécologiques diversifiés*».

Ces systèmes agroécologiques diversifiés (SAD) sont, en quelque sorte, «*l'alternative vers laquelle l'agriculture industrielle et l'agriculture de subsistance peuvent et doivent évoluer*». Chacun, en fait, doit assurer sa propre transition à partir de son propre point de départ. Ainsi, l'agriculture de subsistance doit se connecter aux marchés et se mécaniser tandis que l'agriculture industrielle doit se relocaliser et réduire son besoin en intrants chimiques. Et puis, les deux types d'agriculture actuels doivent travailler sur leur diversification (les experts entendent par «*diversifier*» le fait de «*maintenir des sources multiples de production et de varier ce qui est produit en fonction des paysages agricoles et du temps*») ainsi que sur la formation et la recherche pour «*construire de la connaissance*».

Aux yeux des experts, «*il est de plus en plus évident que les SAD maintiennent le carbone dans le sol, soutiennent la biodiversité, reconstruisent la fertilité des sols et maintiennent les rendements au fil du temps, fournissant une base pour des moyens de subsistance sécurisés*».

Pour affirmer cela, Ipes Food se base sur de nombreuses données et démontre que les SAD peuvent concurrencer l'agriculture



Sénégal 2013.

Photo © Gaël Turine / SOS Faim.

industrielle en ce qui concerne la quantité totale produite, mais bien plus encore être «*particulièrement performants dans des conditions de stress environnemental, et augmenter la production dans les endroits où de la nourriture supplémentaire est désespérément nécessaire.* À noter encore que «*les systèmes agroécologiques diversifiés peuvent également ouvrir la voie à des régimes alimentaires nouveaux et participer à améliorer la santé*».

Le changement est déjà en marche

Le groupe d'experts explique qu'en fait cette voie est déjà en cours d'exploration: «*Les systèmes alimentaires industriels sont mis à l'épreuve sur de multiples fronts*». Cela va «*de nouvelles formes de coopération et de création de connaissances au développement de nouvelles relations commerciales qui contournent les circuits de vente au détail classiques*».

Ces éléments obligent les systèmes à se remettre en question, mais «*les incitations politiques doivent être modifiées pour que ces alternatives puissent émerger au-delà des marges*», préconisent les experts d'Ipes

L'agriculture industrielle est bloquée par un cercle vicieux.



URGENCE CLIMATIQUE

La zone ando-amazonienne, fer de lance d'une indispensable transition

Le réchauffement climatique induira un changement de paradigme radical mais celui-ci devra être expliqué, accepté et mis en place durant une période de transition. Dans la région ando-amazonienne (Bolivie, Équateur, Pérou) où une part substantielle des gaz à effet de serre est générée par l'utilisation des terres, des politiques appropriées doivent être mises en place, selon les chercheurs Gerardo Honty et Eduardo Gudynas, pour que l'Amérique du Sud devienne un exemple pour le reste du monde.

Défis Sud a résumé l'ensemble des propositions émises par ces deux chercheurs, en 2014, dans leur article intitulé « Alternatives au développement et processus de transition ». Nous nous y attardons plus spécifiquement sur leurs recommandations quant à l'adoption de nouvelles stratégies et réglementations dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt.

À lire : Ce résumé du texte de Gerardo Honty et Eduardo Gudynas établi à partir de sa traduction de l'espagnol en français par Ignace Hecquet, peut être consulté en ligne sur le site www.sosfaim.be.

L'article original a été publié en français par la revue *Alternatives Sud* (Cetri) et en espagnol sous le titre : « Alternativas al Desarrollo y Transiciones ». Lima, RedGE-Claes, 2014.



Food. Ils ne misent pas sur la radicalité, mais invitent plutôt à une transition structurelle accompagnées par des politiques solidement construites. Ainsi, « *une série d'étapes modestes peuvent déplacer collectivement le centre de gravité* » et favoriser l'émergence de l'agriculture de demain.

Le rapport détaille alors différentes politiques publiques allant dans la bonne direction. Pour n'en citer que trois : l'Union européenne (UE) avec les réformes de la PAC en 2013 « *qui subordonnent les paiements directs de l'UE aux agriculteurs à une certaine diversification des cultures, à la protection des prairies permanentes et à la préservation de zones d'intérêt écologiques* » ; le Plan national brésilien pour l'agroécologie et la production biologique, qui « *implique neuf ministères différents, promeut la production bio et agroécologique comme contribution au développement durable et veut favoriser l'utilisation et la conservation des ressources génétiques végétales et animales traditionnelles* » ; ou encore le Japon où, depuis 25 ans, une coopération entre « *l'urbain et le rural* » a contribué à soutenir la préservation et la régénération des paysages et des systèmes de terrasses de riz en combinant la production alimentaire avec des activités culturelles et de l'éducation environnementale.

Le rapport recense encore sept recommandations à l'usage des décideurs : élaborer de nouveaux indicateurs pour l'agriculture et l'alimentation qui prendraient en compte la dimension durable ; réorienter les subsides et autres aides publiques vers des systèmes de production agroécologique diversifiés ; encourager les chaînes d'approvisionnement courtes et les infrastructures de vente alternatives ; introduire dans les marchés publics des clauses pour favoriser les produits locaux et agroécologiques ; renforcer les liens qui se tissent entre les différents acteurs de l'agroécologie (fermiers, chercheurs, citoyens, etc.) et au sein même des organisations et des communautés locales ; amener l'agroécologie (et plus particulièrement les pratiques de culture traditionnelles) dans les programmes d'éducation et de recherche ainsi que faire de l'éducation à l'environnement et à une alimentation saine et durable une priorité ; privilégier une vision à long terme en planifiant une véritable politique alimentaire et en créant des « *politiques mixtes* » capables d'agir à plusieurs niveaux. ♦

Un modèle d'agriculture fondamentalement différent est nécessaire.



dK.





« Vers la fin de la mondialisation ? »

Un entretien avec **Gérard Choplin**

Europe en panne, tensions géostratégiques, mondialisation en recul, puissance du lobby agro-industriel, effondrement possible... Gérard Choplin laisse peu de place à un avenir radieux. À moins que le coût des dégâts du néolibéralisme et les initiatives de résistance contribuent à faire bouger les lignes, par exemple en faveur d'une agriculture paysanne.

Défis Sud: Peut-on être plutôt dans une optique optimiste ou pessimiste en matière d'agriculture paysanne pour le futur?

Gérard Choplin: Cela fait une trentaine d'années que je suis les politiques en matière d'agriculture au niveau européen et international et j'essaie toujours de relier les enjeux et les débats sur l'agriculture avec les enjeux géostratégiques et militaires. Un seul sous-marin – par exemple chinois – à l'entrée de la Manche, et c'est tout le trafic pour Rotterdam Anvers, Hambourg, Londres, et plus, qui est bloqué. Allez à Anvers et demandez combien d'heures de réserve de soja ils ont. On peut tenir quelques jours maximum. On est dans des flux très importants et qui se sont accrus. L'Union européenne, brillant élève à l'OMC, est devenue le premier importateur et exportateur alimentaire mondial. On a construit des politiques agricoles où importer et exporter sont les priorités. C'est pour cela que Via campesina a réagi en 1996 en lançant le concept de souveraineté alimentaire. L'Union européenne et les autres pays avaient perdu leur souveraineté sur leur politique agricole. Celle-ci a été complètement formatée par des règles internationales du commerce. Mais aujourd'hui, le commerce mondial est en recul. Peut-être que l'époque des « Trente Glorieuses » du néolibéralisme est en train de se terminer, alors qu'on assiste en même temps à une augmentation des tensions et du réarmement des grandes puissances (la Russie place des têtes nucléaires dans l'enclave de Kaliningrad, la Grande-Bre-

tagne modernise son armement, tandis les États-Unis viennent de décider de consacrer entre 60 et 70 milliards de dollars à la modernisation de leurs armes nucléaires). C'est très inquiétant... Mais d'un autre côté, un nombre croissants de citoyens réagissent et s'engagent dans une foule d'initiatives locales de production-consommation de produits agricoles et alimentaires, et pas seulement au Nord. Bien sûr, la question est de savoir si la somme de ces initiatives locales peut faire changer les règles. Je dirai donc qu'il y a à la fois des raisons d'être pessimiste face aux impasses environnementales, sociales, de santé,... issues du néolibéralisme; et optimiste quand on voit, en réaction, les initiatives de résistance et de nouvelles formes d'échanges qui se multiplient.

DS: Dans ce contexte, quel type d'agriculture a-t-il de l'avenir?

GC: Actuellement coexistent des formes d'agriculture industrialisée, d'agriculture en voie d'industrialisation, d'agriculture traditionnelle sans évolution technique et puis ce qu'on peut appeler des formes d'agriculture « paysanne » pratiquées par des agriculteurs ayant remis en cause leur processus d'industrialisation ou bien par des jeunes motivés par les nouvelles formes d'échange avec les consommateurs. Si agriculture industrialisée et agriculture paysanne coexistent, il y a quand même une forme qui détruit l'autre. L'ancien commissaire européen à l'Agriculture Dacian Ciolos disait, dans les débats sur

Gérard Choplin

est un agronome français. Il a animé entre 1988 et 2013 la Coordination paysanne européenne (devenue la Coordination européenne Via Campesina en 2008). Formateur, conférencier et rédacteur sur les questions de politique agricole, alimentaire et de commerce international, il est l'auteur de *Paysans mutins, paysans demain : pour une autre politique agricole et alimentaire*, à paraître le 17 février 2017.



la réforme de la PAC en 2013, qu'il y a de la place pour toutes les agricultures, mais ce n'est pas ce qu'on constate, ni dans l'Union européenne ni au Sud où l'on sait bien que des implantations capitalistiques prennent la place de beaucoup d'exploitations que l'on peut qualifier de paysannes. Dans l'Union européenne, 3% des exploitations cultivent 50% de la surface agricole. Et comme les aides de la PAC sont versées par hectare, sans plafond, les subventions sont aussi concentrées que les surfaces. À travers le budget de la PAC, les contribuables financent donc surtout les grandes exploitations... Il y a de moins en moins d'agriculteurs en Europe et, au Sud, on connaît le phénomène d'accaparement de terres. Je n'ai donc pas l'impression qu'on aille vers une coexistence pacifique des deux types d'agriculture, qui sont tellement contradictoires. En même temps, les couches les plus riches de la population veulent avoir accès à de très bons produits de qualité ne venant pas de l'agriculture industrialisée. Elles ont besoin de niches avec des produits pour elles, qu'elles vont trouver dans quelques magasins très chics. Cette coexistence-là peut perdurer. Mais ce n'est pas de cela qu'on parle quand on dit qu'on veut développer l'agriculture paysanne: elle a vocation à nourrir le plus grand nombre, et s'oppose donc à l'industrialisation de l'agriculture.

S'il y a cohabitation des deux types d'agriculture, ce n'est donc pas une cohabitation stable et le processus d'industrialisation continue. Il faut voir le dégraissage auquel on assiste en agriculture! Ce sont plusieurs Caterpillar agricoles chaque année, mais on n'en parle pas. C'est comme si c'était normal. Une société développée serait une société sans paysans! La concentration agricole continue.

Si on veut une autre politique agricole, il faudra gérer la question délicate des régions d'élevage industrialisé qui se sont développées dans plusieurs régions d'Europe, près des grands ports d'importation, comme la Flandre. Comment en sortir tout en laissant la possibilité à de petites exploitations de vivre de l'agriculture? Il faudra une période de transition qui n'est pas aisée à mettre en place, mais il faut absolument le faire, car le changement climatique, la qualité de l'alimentation et les nombreuses externalités négatives de l'élevage industrialisé nous y obligent.

DS: *Ces arguments pèsent-ils dans la balance des décideurs?*

GC: Pour l'instant, le lobby agro-industriel est trop puissant. Les banques, les grandes firmes agroalimentaires et la grande distribution ont une surface financière et économique assez puissante pour dicter leurs lois aux gouvernements. Ceux-ci n'ont que le pouvoir politique, ce qui n'est pas beaucoup dans nos sociétés telles qu'elles fonctionnent. C'est la limite de notre forme actuelle de démocratie, où l'oligarchie financière a plus de pouvoir que le parlement élu. On l'a vu dans l'élaboration des réformes de la PAC, ou bien par exemple dans les crises porcines. Dès que le prix du porc descend trop bas, les exploitations perdent de l'argent et les plus grosses encore plus. Comme des centaines de milliers d'euros ont été investis par grosse exploitation, les gouvernements sont prêts à les soutenir, eux et leurs banques, à coups de millions. Avec cet argent, on pourrait soutenir le développement d'exploitations porcines paysannes, mais le lobby agro-industriel veille à faire financer ses pertes par les contribuables. Pareil pour la réforme de la PAC: avant d'arriver aux propositions législatives, le lobby agro-industriel, les banques, les industries agroalimentaires, et le Copa (Boerenbond, FWA) sont passés par là et il ne reste plus grand-chose de la réforme initiale, ou s'il en reste quelque chose, cela passe à la trappe à l'étape suivante, car ils sont assez puissants pour influencer leurs ministres et leurs députés. Il arrive néanmoins que l'opinion publique soit plus forte et que certaines législations ne passent pas. Si on n'avait rien fait, les vaches aujourd'hui seraient piquées à l'hormone laitière, et on cultiverait des OGM.

DS: *Que pensez-vous des prix pratiqués dans l'agro-industrie?*

GC: L'écart s'est creusé entre la courbe des prix agricoles et celle des prix alimentaires. En alignant les prix européens sur ceux du marché mondial à partir de 1992, on les a fortement baissés alors que les prix n'ont pas ou peu diminué pour les consommateurs. Il y a donc des milliards d'euros de marge gagnés sur le dos des producteurs. Je pense qu'on ne peut pas baser une économie agricole saine sur la vente à perte. Or la PAC c'est ça: les agriculteurs vendent trop souvent à perte et on leur donne des subsides. Ces subsides permettent à l'agriculteur de continuer à produire et vendre ses produits en aval à des prix inférieurs aux coûts de production.

**Être
pessimiste
face aux
impasses
environnementales,
mais optimiste
face aux
initiatives
de résistance.**



*Partir ailleurs avec pour seul
bagage, un outil, un savoir-faire.*

Illustration © Carl Roosens.

Donc finalement les subsides profitent plus à l'aval qu'à l'agriculteur. Si on expliquait cela au consommateur-contribuable, si on lui disait qu'il y a autour de 40 milliards du budget de la PAC qui va surtout à l'industrie agroalimentaire et à la grande distribution, il ne serait sans doute pas d'accord. Notre économie agricole est basée sur un dumping économique. Qu'on puisse vendre à perte, conjoncturellement, cela peut arriver, surtout pour les fruits et légumes, mais que ce soit structurel et que ce soit une volonté délibérée pour augmenter les marges, c'est impensable. Comment voulez-vous convaincre

des jeunes à devenir paysans en leur disant: «Écoutez, vous allez vendre à perte... mais ne vous inquiétez pas, Bruxelles va vous verser une prime...au moins jusqu'à la prochaine réforme.» Passer d'une politique de prix à une politique de primes a été un outil puissant de restructuration de l'agriculture européenne. Pour le Sud, c'est pareil: quand on oblige ces pays à importer des produits moins chers que ce qu'ils peuvent produire, on les ruine. Et l'UE y va fort en forçant les gouvernements africains à signer les accords APE.

DS: Comment sortir de ces incohérences?



Pour l'instant, le lobby agro- industriel est trop puissant.

GC: Certains se demandent si ce n'est pas déjà trop tard... Pablo Servigne, dans son livre sur l'effondrement, reprend les analyses prospectives faites par le Club de Rome en 1973, qui annonçaient un effondrement de notre système économique vers 2030 si on continuait à produire et consommer au même rythme accéléré. Il y a quelques années, un étudiant australien a vérifié si les prédictions étaient justes de 1973 à 2010 et, stupeur, la réalité colle exactement aux prévisions. Cela ne présage rien de bon. Pour certains, la priorité n'est plus de réformer les règles du commerce international car c'est trop difficile et trop tard, mais de prévoir des modes de vie autonomes de subsistance. En espérant que cela se passe pacifiquement, ce dont je ne suis pas sûr, vu l'évolution des stratégies militaires. Au fur et à mesure que les réserves de pétrole diminueront, sa recherche deviendra de plus en plus stratégique. Or l'Union européenne n'a pas de politique de défense autonome, donc a peu voix au chapitre. L'UE est en panne de sens depuis que le Mur est tombé et que son Marché unique se dissout dans la mondialisation néolibérale. Le Brexit en est un symptôme. Pourtant, on peut envisager une Europe autrement, et elle ne doit pas nécessairement être néolibérale.

DS: *La puissance du secteur agro-industriel et la mondialisation suffisent-elles à expli-*

quer les incohérences des politiques européennes?

GC: Quand un président français se fait élire en promettant qu'il va s'attaquer aux intérêts financiers et qu'une fois au pouvoir il s'y soumet, cela veut dire que les élus actuellement n'ont pas assez de prise sur les grandes décisions économiques. Le lobby de l'industrie et de la finance auprès des institutions européennes est très puissant. Quelle que soit l'alternance politique, les gouvernements en Europe ont tous pratiqué une politique néolibérale, dont les dégâts, jusqu'à présent, ont été quelque peu amortis grâce à nos systèmes de protection sociale. Mais maintenant que les politiques d'austérité commencent à détricoter les acquis sociaux, ce tampon-là disparaît et l'on voit surgir le risque, comme dans les années 1930, du populisme d'extrême droite. C'est bien sûr inquiétant. Mais l'histoire n'est pas écrite et on peut aussi faire confiance en notre humanité. Voyez le film *Demain*, soyons aussi créatifs que les initiatives montrées dans le film, mais ne soyons pas naïfs. Ne perdons pas de vue les enjeux internationaux et stratégiques. ♦

Propos recueillis par Sabine Schrader



le mutirão brésilien

Des journées de travail agricole empreintes de solidarité

Un article de Louise Amand

Le mutirão¹ – dénommé en français « journée de travail collectif » – existe depuis des siècles au sein des communautés brésiliennes. Aujourd’hui, cette pratique trouve de nouveaux adeptes : les agriculteurs familiaux ! Régulièrement, ils se réunissent pour réaliser ensemble des travaux agricoles. Cette forme d’économie solidaire favorise le partage de semences et d’outils et l’acquisition de connaissances. Au niveau local, les liens qui se tissent entre les producteurs renforcent l’ancrage de l’agroécologie. Nous avons rencontré des agriculteurs pratiquant le mutirão à Brasília.

Le mutirão puise son origine au cœur des pratiques indiennes latino-américaines. Le mot dérive étymologiquement de *motyrõ* qui signifie travail en commun en langue tupi guarani. Une définition large du mutirão serait : une mobilisation collective avec un objectif à atteindre. Cette forme d’auto-organisation populaire se base sur l’aide mutuelle prestée de manière gratuite par les participants. Tous les membres sont bénéficiaires du mutirão de manière concomitante.

Incubateur d’associations et d’ONG

Aprospera² est un exemple parlant. Les mutirões ont couvé la création de la jeune association. En 2014, six paysans ont commencé à organiser un système de mutirão hebdomadaire. Grâce à ces moments de rencontre et de travail collectif, la cohésion du groupe s’est progressivement renforcée et, en janvier 2016, l’association Aprospera était fondée. Elle compte aujourd’hui 27 membres.

« C’est une histoire sans planification. Les mutirões ont eu lieu de manière naturelle. Au début nous nous réunissions simplement pour

converser de nos pratiques ; puis l’envie est venue d’aider l’autre sur son champ ; puis celle de travailler ensemble pour l’environnement. Chacun peut offrir sa force de travail à l’autre » explique Fatima Cabral, sa présidente.

Les mutirões s’organisent tous les mercredis matin. Vers sept heures, les producteurs se retrouvent chez le bénéficiaire du jour et déjeunent ensemble. Hommes et femmes travaillent toute la matinée ; ils sèment, plantent des arbres fruitiers, désherbent... L’hôte – ou plus souvent l’hôtesse – de la maison s’affaire en cuisine. Des participants l’aident et collaborent en apportant des aliments. Après les efforts vient le moment, fort apprécié, du repas. Les agriculteurs se rassemblent ensuite pour le moment de parole. On discute des actions à mener, du prochain mutirão, de la certification biologique, d’éventuels cours en apiculture ou en élagage.

La semaine suivante, les producteurs iront chez un autre membre du groupe pour lui prêter main-forte et ainsi de suite. Un responsable enregistre les présences ; il organise la tournante en fonction des taux de participation, mais tous seront bénéficiaires du mutirão de manière égalitaire.

L’ONG Mutirão Agroflorestal – en français, « travail collectif agroforestier » – constitue

Le mutirão se construit sur une base communautaire.

¹ Au singulier, le mot brésilien s’écrit mutirão et se prononce « Mou-tchi-raon ». Au pluriel, le mot devient mutirões.

² « Association de producteurs agroécologiques du haut du Saint Bartolomeu » (bassin hydrographique approvisionnant les abords de Brasília en eau potable).

**Hommes
et femmes
travaillent
toute la
matinée;
ils sèment,
plantent
des arbres
fruitiers,
désherbent.**

un autre exemple inspirant. En 1996, un petit mouvement d'agriculteurs et de professionnels s'est formé à São Paulo. Ses membres étaient mus par la volonté d'étudier et d'apprendre ensemble la gestion de systèmes agroforestiers. Fabiana Peneireiro, diplômée en sciences forestières, en retrace les débuts: «*Nous voulions planter, échanger nos idées et observer les conséquences de nos interventions. Nous avons commencé à faire des mutirões itinérants. Une fois par mois, nous allions chez une des personnes du groupe pour travailler, partager nos semences, créer des liens interpersonnels.*» En 2003, le groupe a fondé l'ONG Mutirão Agroflorestal. Aujourd'hui, celle-ci organise des activités éducatives telles que des ateliers participatifs, des congrès et des études scientifiques en agroforesterie. Bien que l'ONG ait pris de l'ampleur, le mutirão constitue toujours l'essence du mouvement.

Fabiana raconte encore: «*Nous ne nous réunissons jamais uniquement pour parler. Nous commençons toujours par travailler dans les champs, très concrètement. Au début, nous avons comptabilisé plus de 50 mutirões. Après nous avons perdu le compte; d'autres groupes locaux ont formé des mutirões dans les États de Rio de Janeiro, de Minas Gerais, de Acre.*»

Une communauté solidaire et participative

Le mutirão se construit sur une base communautaire. Chez les paysans, cette activité s'inscrivait dans le groupement macrofamilial (oncles, cousins éloignés) ou à l'échelle d'un village. La proximité géographique et sociale favorise naturellement la coopération.

Le dessein des journées de travail collectif est d'apporter un bienfait à l'ensemble du groupe. Traditionnellement, elles ont lieu pour les travaux agricoles, la construction d'espaces populaires ou le nettoyage de zones communes.

«*Dans ma région, au Minas Gerais, il y avait cette habitude du mutirão. On se disait: Untel n'arrive plus à accéder à de l'eau pure. On pourrait aller chez lui et nettoyer le canal qui est encombré de terre. Il a besoin d'aide. Tous les voisins se réunissaient et allaient à ce mutirão. Les femmes cuisinaient. Les hommes travaillaient pour désencombrer l'aqueduc naturel. Après, on restait chez l'hôte, on buvait un peu de rhum et le soir, on dansait!*

Celui qui recevait le mutirão fournissait l'alimentation à tout le monde» raconte ainsi Edson, membre d'Aprospera.

Fabiana explique de son côté que l'organisation reste égalitaire: «*Au sein de l'ONG Mutirão Agroflorestal, il y a des représentants au niveau légal, mais il n'y a pas de vraie hiérarchie. Il n'y a jamais eu une personne qui savait mieux que les autres. Nous prenons toutes les décisions ensemble, lors d'assemblées.*»

Un mutirão est créé et géré de manière participative. Son mode de répartition par rotation établit un rapport d'égalité entre ses membres. D'entrée, le mutirão véhicule des relations sociales horizontales. Cette configuration ouvre les portes d'une économie plus solidaire.

Économies sociale et solidaire en action

Au-delà de sa dimension économique, du «rendement», l'économie sociale et solidaire cherche également à créer de l'équité sociale. Elle intègre une forte dimension non monétaire. Donner, recevoir, rendre sont trois actions qui créent des obligations et du lien social selon Marcel Mauss. La théorie de la réciprocité fut élaborée à la suite de ses travaux et enrichie par Levi Strauss, Polanyi, etc.

Eric Sabourin, agronome et anthropologue français, a appliqué cette théorie au Brésil. Selon lui, les nécessités économiques d'un groupement (de villageois ou d'agriculteurs) sont intimement liées aux rapports sociaux et à la satisfaction des besoins de la communauté.

Les membres d'un mutirão s'engagent pour le collectif. En donnant leur force de travail, puis en recevant consécutivement le mutirão, les agriculteurs deviennent des partenaires. Ils se rendent mutuellement dépendants. La réciprocité est au cœur des relations.

Pour Sabourin, de telles structures de réciprocité génèrent des valeurs. Ces valeurs sont matérielles (production), immatérielles (connaissances, informations, savoirs), affectives (amitié, proximité) et éthiques (confiance, justice, responsabilité).

D'un point de vue réductionniste, les agriculteurs échangent leur force de main-d'œuvre. Travailler ensemble va donner des résultats plus conséquents. Lors d'un mutirão, un agriculteur aura la possibilité d'augmenter significativement son aire de production ou de



Expansion du modèle brésilien ?

En avril 2013, le président mexicain Enrique Peña Nieto lançait officiellement dans l'état du Chiapas un nouveau plan massif de lutte contre la faim, en présence de l'ancien chef d'état du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva. Tout un symbole. De par la région choisie, l'une des plus pauvres du Mexique. Mais aussi et surtout parce que le Brésil est souvent montré comme le modèle à suivre en matière de politique publique de lutte contre la faim.

En septembre 2013, Défis Sud consacrait un dossier à *Fome Zero*, une stratégie globale de lutte contre la faim lancée par le président brésilien Lula, au début des années 2000. Cette stratégie prône un ensemble de programmes publics d'accès à l'alimentation, de soutien à l'agriculture familiale et de développement d'activités génératrices de revenus, le tout dans un cadre impliquant fortement la société civile.

Grâce à *Fome Zero*, le Brésil de Lula a souvent été montré comme le modèle à suivre en matière de politique publique de lutte contre la faim. On parle de réussite car, de fait, le bilan de la stratégie est plutôt flatteur. Elle a permis à 20 millions de Brésiliens de sortir de la pauvreté, réduit la malnutrition infantile de 60 %, la mortalité infantile de 45 % et la pauvreté rurale de 15 %, notamment en favorisant l'agriculture et la consommation locales. Mais quels sont les aléas du copier-coller de ce modèle ?

réaliser une grande cueillette sur un court laps de temps. Le travail avance vite, ce qui suscite l'enthousiasme. Ce gain d'efficacité demande toutefois un dévouement personnel non négligeable. Selon le point de vue anthropologique, l'agriculteur s'engage à partager bien davantage que ses services. «*Le mutirão, ce n'est pas qu'un échange de services, on échange d'autres choses, comme des semences, et surtout on discute des pratiques, on partage nos expériences, on apprend à planter. Chacun à sa manière de faire...*», témoigne Sebastião, membre d'Aprospera.

Les agriculteurs qui ont sauté les pieds joints dans l'agroécologie cherchent à se libérer de l'achat de semences hybrides ou transgéniques. Les producteurs du Mutirão Agroflorestal échangent volontiers leurs graines, des boutures, des petites plantes. Le transfert peut consister en un don, un échange ou une vente aux autres participants. Cette logique solidaire du «*mettre en commun*» contribue au développement communautaire.

Pour des paysans qui possèdent une poignée d'hectares, il n'est pas nécessaire d'investir dans un tracteur. Ils n'ont pas tous de perceuse, de broyeur ou de débroussailleuse. En cas de besoin, ces outils et ces machines se prêtent ou se louent au sein de la communauté.

Construction de connaissances et de valeurs ; évolution des mentalités

Les mutirões sont des moments d'échanges d'information. Les agriculteurs familiaux commentent les pratiques qu'ils effectuent; les mauvaises expériences qu'ils ont eues; les savoirs qu'ils ont acquis. Ils cherchent conseils les uns auprès des autres. Le fait de connaître différents lieux de production est aussi source d'apprentissage.

«*En 1996, on voulait faire de l'agroécologie, mais cette matière n'existait pas encore dans les universités! Il n'y avait presque pas d'enseignants de systèmes agroforestiers. Nous avons appris de manière autodidacte. Nous plantions et dans les semaines qui suivaient, nous discutons des résultats dans les agroforêts. L'intelligence émerge du collectif*», rappelle Fabiana.

Le mutirão peut engendrer des valeurs affectives et éthiques. Il se base sur la confiance réciproque. La proximité sociale, les partenariats qui s'établissent, les moments vécus créent des liens amicaux.

«*Consacrer un jour de travail par semaine pour le collectif, c'est une responsabilité à assumer*», note de son côté Diogo, membre d'Aprospera. Le compromis, assumé de plein



L'économie sociale et solidaire cherche également à créer de l'équité sociale.

gré, entraîne un processus d'autoresponsabilisation. La répartition équitable du mutirão crée un sentiment de justice. La cohésion du groupe dépend directement de ces valeurs.

Edson commente: «*Une chose très importante, c'est le changement de mentalité que le mutirão a amené. J'avais une vision floue de l'agroécologie. C'est par nos échanges entre nous que s'est créée cette préoccupation de l'environnement. Nos mentalités ont évolué, chacun à son rythme.*» Il y a trois ans, Edson était un agriculteur conventionnel. Il a désormais migré vers une production biologique.

Un mutirão comprend aussi sa part de défis. Le bénéficiaire direct doit prévoir les services à exécuter lors de la journée de travail collectif. Il faut préparer le terrain, les outils nécessaires. Il doit s'organiser, assurer l'alimentation aux participants. Le mutirão demande, à tous, un investissement en temps, en travail et en argent.

Les questions logistiques posent problème: peu d'agriculteurs possèdent un véhicule, les transports en commun sont rares, parfois, l'essence représente un coût que le producteur ne peut assumer. Le covoiturage est la réponse.

Ancrage territorial, renforcement du mouvement agroécologique

Une communauté qui effectue des mutirões s'ancre sur un territoire géographiquement défini. Par exemple, le groupe d'Aprospera se situe au nord-est de la capitale. Les journées de travail collectif impliquent une panoplie de pratiques solidaires. Au niveau local, elles peuvent renforcer les agriculteurs familiaux et même les sortir de l'isolement social.

En milieu rural ou urbain, nombreuses sont les associations, ONG, coopératives, entreprises qui prennent part au mouvement agroécologique brésilien. De plus en plus, ce mouvement utilise les journées de travail collectif en tant qu'outil de mobilisation pour un changement de paradigme agricole.

Le mutirão mérite d'être connu et diffusé. Ses adeptes le recommandent vivement. Serait-il pour autant applicable en Belgique, où prédomine encore l'agriculture mécanisée et industrielle? Une réflexion sur la question vaut la peine d'être menée. Son application demandera certainement des adaptations locales. À l'image de l'épanouissement d'Aprospera ou du Mutirão Agroflorestal, les mutirões solidaires pourraient rétablir davantage de valeurs matérielles, immatérielles, affectives et éthiques au sein d'une agriculture en détresse. C'est un pari à tenir. ♦



Des modèles d'agriculture de plus en plus antagonistes pour demain ?

Entre pressions industrielles, changement climatique, souveraineté alimentaire, Ceta et Cop 22, l'agriculture paysanne devient l'objet de bien des enjeux, principalement environnementaux. Mais l'écart se creuse entre une agriculture familiale traditionnelle et une agriculture industrielle qui a recours à des technologies de plus en plus sophistiquées.

L'agriculture familiale semble être à un tournant de son existence. Si longtemps le modèle de l'agro-industrie a dominé pour des raisons économiques et sous le prétexte de nourrir la planète, celui-ci commence à montrer ses limites: monocultures, usage des OGM, larges coûts énergétiques, mauvaise résistance aux intempéries, responsabilité en matière de réchauffement climatique, etc. Tous ces contextes extérieurs jouent en faveur de l'agriculture familiale. Grande oubliée de la convention de Paris pour le climat signée au terme de la Cop 21, celle-ci est au centre des préoccupations de la Cop 22 à Marrakech.

Il y a 20-25 ans, la rhétorique dominante en matière d'agriculture était celle de toujours plus de productivité. Aujourd'hui, les tendances sont plus nuancées. A cause de la crise alimentaire mondiale de 2007-2008, mais aussi des nouveaux enjeux climatiques, fonciers, environnementaux et migratoires. «*La conjonction de tous ces phénomènes sociaux amène à repenser le développement rural ainsi que la gestion des ressources naturelles*, explique Thierry Kesteloot. *On reste néanmoins avec un système défaillant, en tout cas en ce qui concerne le fait de nourrir le monde, puisqu'il y a toujours 800 millions de gens qui souffrent de faim chronique et deux*

milliards de personnes qui sont mal nourries. Mais il y a en effet une rhétorique qui évolue, que ce soit dans les politiques de coopération, au niveau de la sécurité alimentaire, ou du G7 ou du G20: on reconnaît de plus en plus souvent le rôle central du petit producteur. Malheureusement les conditions pour y parvenir n'y sont pas, parce que les règles du commerce international sont inadéquates. D'autant plus que les externalités négatives, c'est-à-dire le coût lié au climat, la perte de fertilité des sols, les coûts sociaux, l'exode rural, la perte de la biodiversité, bref tous les coûts provoqués par l'agriculture industrielle ne sont pas encore repris dans le bilan du système économique dominant. Du coup, l'agriculture paysanne reste aujourd'hui sous la pression d'investisseurs et de la concurrence des marchés ...»

L'inquiétante évolution de la technologie...

Face à ces nouveaux contextes qui ont montré les limites de l'agriculture industrielle en matière de souveraineté alimentaire et d'environnement, le secteur privé doit lui aussi s'adapter. Si certains choisissent de renoncer à des pratiques de monoculture, d'usage d'OGM ou d'accaparement de terres, d'autres investissent massivement dans la technolo-

Thierry Kesteloot

Conseiller en agriculture et en commerce chez Oxfam Solidarité. Spécialiste des questions de souveraineté alimentaire, il a notamment participé à l'ouvrage collectif du CNCND *Nourrir la planète, comprendre la souveraineté alimentaire*.



L'agriculture familiale semble être à un tournant de son existence..

Illustration © Olivier Swenne.

gie de pointe, avec une tendance inquiétante à la concentration de pouvoir dans les secteurs en amont de la production (production de semences, d'herbicides et de pesticides) mais également dans le domaine de la « machinerie »: « On parle beaucoup de Bayer-Monsanto, rappelle Thierry Kesteloot, mais ils ne sont pas les seuls. On observe une meilleure maîtrise des génomes, tandis que l'usage des OGM commence à appartenir au passé: on peut travailler désormais sur le génome-même et le manipuler sans y intégrer des gènes extérieurs. Cette biologie de synthèse vise à modifier le vivant ou en détourner certaines fonctions de manière plus simple et rapide, plus accessible et moins onéreuse. On observe également des alliances entre les géants de l'agroalimentaire et les géants de l'internet qui visent à créer des immenses banques de données rassemblant via des tracteurs ou des moissonneuses relayés par GPS toutes les données sur les sols, l'ensemencement, la météo, les traitements, la fertilisation, etc. Cela aura pour conséquence d'augmenter la concentration de pouvoir dans les chaînes alimentaires, mais aussi la capacité de spéculer sur le marché, puisque ces informations seront concentrées dans les mains de quelques grandes entreprises qui occuperont une position extrêmement stratégique sur ces marchés. Ceux qui produisent les semences, qui les maîtrisent en amont, qui plantent, qui récoltent et qui commercialisent les grandes productions agricoles se retrouveront en position de force. Face à une telle concentration de pouvoir, il y a urgence pour l'agriculture familiale

de réguler les marchés agricoles. On évolue donc vers une phase d'industrialisation plus importante mais par un biais technologique très étroit, à l'opposé de ce que l'agriculture paysanne veut obtenir, qui est beaucoup plus holistique. Ces deux modèles d'agriculture deviennent de plus en plus éloignés l'un de l'autre, mais avec des rapports de force de plus en plus marqués et des déséquilibres plus importants.» Une perspective qui ne



Cop 22, carbone et agriculture l'équation difficile

On l'a surnommée la Cop de l'agriculture. Car 94% des États attendent de prendre en compte la gestion des terres dans la mise en pratique des accords de Paris. En effet, la captation du CO₂ dans les sols est un enjeu important. Mais il faut être vigilant par rapport à cette problématique de la séquestration du CO₂ dans les sols. C'est pourquoi la société civile s'est mobilisée à Bonn en mai 2016 avec quatre demandes :

- | Il faut absolument protéger l'agriculture familiale qui est un secteur important pour les droits humains et les populations paysannes, à tel point qu'il faut la considérer comme un secteur à part qui ne peut être comparé aux autres secteurs responsables d'émissions de gaz à effet de serre (transports, énergies fossiles).
- | La distinction entre agricultures industrielle et paysanne doit être précisée d'autant plus que c'est bien l'agriculture industrielle qui est responsable des émissions de gaz à effet de serre.
- | S'il faut considérer le climat et l'agriculture, il faut envisager l'agriculture en termes d'adaptation plutôt que par rapport à une fonction de « puits de carbone ».
- | Enfin, il ne faut pas utiliser l'approche agroécologique en matière de carbone comme un outil de compensation carbone : il faut faire la distinction entre le carbone actif (qui ne retournera pas dans les sols) et le carbone passif (contenu dans les énergies fossiles).

doit pas occulter le fait que l'agriculture familiale reste un modèle plus efficace que le modèle industriel, qui nourrit actuellement la planète pour 70% et en n'utilisant que 30% des ressources naturelles.

Nourrir les villes... sans oublier les campagnes

S'il faut pouvoir répondre à l'enjeu de nourrir les villes, il faut aussi accorder de l'importance aux zones rurales et à leur viabilité économique : « En octobre dernier, le Comité de sécurité alimentaire mondial a reconnu le rôle primordial des marchés territoriaux pour les petits exploitants, les éleveurs, les producteurs et les pêcheurs, explique Thierry Kesteloot. Ce sont des marchés qui donnent les meilleures perspectives de revenus et d'emplois. En particulier pour les femmes et pour les jeunes. On a beaucoup d'informations sur la production de riz, de maïs, de café, de coton, de cacao, mais en ce qui concerne

l'ensemble des produits échangés sur ces marchés territoriaux et qui sont vitaux pour la sécurité alimentaire, là on a peu d'information. C'est comme si ces marchés étaient presque invisibles, informels. Du coup, il est difficile d'instaurer des politiques publiques pour les aider à se développer. Mais ça évolue : dans certains pays, comme le Brésil, l'Inde ou le Bangladesh, des politiques se mettent en place, qui, par l'octroi des achats publics, des accès à des infrastructures, ou des développements de crédits, permettent de mettre en place des cadres de développement régional qui intègrent mieux les perspectives de production rurales avec les nécessités des demandes alimentaires. Cela passe parfois par des zones périurbaines mais pas seulement : je pense également à des stocks locaux qui peuvent permettre d'allonger la vie des produits pour pouvoir mieux les acheminer et les vendre en ville... Des réflexions sur la façon de nourrir les villes se développent de plus en plus, et cela même dans les métropoles. Il y a des initiatives telles que celle de São Paulo ou Hanoï où il y a une véritable réflexion à partir de la ville, et sur sa relation avec les zones rurales qui l'entourent. C'est une tendance importante actuellement où les villes réfléchissent à ne pas être uniquement nourries par des zones anonymes. Ces initiatives existent aussi bien dans le Nord que dans le Sud et dans les pays en transition. Elles ont débuté dans la société civile, et les autorités prennent aujourd'hui le relais. » Une tendance positive, qui interroge les villes sur leur insertion dans une perspective à plus long terme. Mais où l'on ne doit pas oublier les zones rurales : assurer une viabilité économique aux jeunes dans ces zones-là, cela n'arrêtera pas l'urbanisation, mais favorisera un développement plus harmonieux entre villes et campagnes.

Crise alimentaire : qu'est-ce que sera demain ?

« On est toujours dans une situation où une crise alimentaire mondiale comme celle que l'on a connue en 2008 peut se reproduire. Le système d'information de marchés agricoles est certes meilleur, on peut donc mieux anticiper les problèmes de pénurie, et favoriser ainsi plus de transparence et coordination entre les pays exportateurs, mais elle est limitée : les quatre grandes entreprises qui commercialisent les céréales de base et qui contrôlent le marché à plus de 80% ne sont malheureusement pas tenues de partager



S'il faut pouvoir répondre à l'enjeu de nourrir les villes, il faut aussi accorder de l'importance aux zones rurales.

leurs informations de stock réel. D'un autre côté, les pays importateurs vulnérables ne participent pas à cet effort de coordination. Ils investissent plus dans leur agriculture nationale pour être moins dépendants aux marchés extérieurs. C'est une tendance positive qui permet d'être plus résilient. C'est pour eux souvent une question de nécessité, ce qui est différent pour le Nord. L'Europe, par exemple, réagira toujours mieux en cas de choc sur les marchés car des zones économiques de ce type ont la capacité et le pouvoir d'achat pour garantir et éponger les différences de prix. La spéculation financière est aussi un souci. Mais les mécanismes législatifs et de régulation restent toujours trop ambitieux pour pouvoir répondre à une crise et une envolée spéculative des marchés. Et puis, les aspects de changement climatique, qui sont aussi une des causes des crises des marchés, ne sont pas assez pris en compte : on est certain que les augmentations de température auront des effets de chocs croissants sur des productions agricoles. Les marchés agricoles internationaux restent dépendants de quelques pays exportateurs. Si deux pays rencontrent un problème, tout le système se fragilise. Pourtant on ne prend pas les mesures de prévention de crises nécessaires, comme par une politique coordonnée de stocks. Il n'existe d'ailleurs aucune politique de stock au niveau international qui soit un peu coordonnée. Si une nouvelle crise a lieu, on peut craindre à nouveau un mouvement de panique sur les marchés, renforcés par des actions spéculatives. Face à cette dépendance de marchés internationaux vulnérables, il est nécessaire d'investir dans les politiques diversifiées, visant à renforcer un niveau local ou régional. Si on prend la complémentarité des pays d'Afrique de l'ouest, par exemple : certaines zones sont excédentaires en production de riz, d'autres en production de viande... On pourrait essayer de créer et d'investir dans ces types de marchés territoriaux. Si certaines avancées ont été faites, elles ne sont pas encore suffisantes pour absorber des crises comme celle de 2007-2008.»

Perspectives climatiques : privilégier la résilience

Si les arguments climatiques pèsent sur l'agriculture plus que jamais, il faut rester vigilant : ceux-ci risquent plutôt de favoriser des approches qui absorbent le CO₂ et qui voient l'agriculture familiale et les ressources naturelles comme des puits de carbone qui doivent être intégrés dans des modes de production. « Concrètement, c'est le même type de logique concernant les réserves naturelles, explique Thierry Kesteloot. On crée des réserves naturelles mais on ne s'attaque pas aux causes liées à la perte de la biodiversité : on constate qu'on doit réduire le réchauffement climatique mais en favorisant des outils de compensation, en investissant sur les capacités d'absorption de CO₂ des terres et des forêts, on délègue la gestion des émissions de gaz à effet de serre et des ressources naturelles à des mécanismes de marché. Cela peut avoir des effets pervers sur une utilisation durable et une gestion beaucoup plus intégrée des sols. On ne va pas dire aux gens : « Ne touchez plus aux forêts car ce sont des puits de carbone ». Toute la fonction nourricière de biodiversité, toute la fonction sociale des moyens de vie de ces forêts ou de ces terres risque d'être mise de côté pour faire des réserves de carbone. On voit également que l'agroécologie et l'agriculture paysanne ont plus de capacité à s'adapter et qu'il y a plus d'intérêt à investir dans une agriculture qui contribue à refroidir la planète tout en s'adaptant aux changements occasionnés par le réchauffement climatique. Cela nécessite une transition de mode de production agricole industrielle vers des systèmes agroécologiques diversifiés. Au Comité de sécurité alimentaire mondial, qui est la plateforme qui coordonne les politiques de nutrition lorsqu'on discute des enjeux climatiques, les recommandations politiques renforcent généralement la nécessité d'investir dans ce type d'agriculture, plus diversifiée, plus résiliente. » ♦



urgence climatique

La Zone ando-amazonienne, fer de lance d'une indispensable transition

Un article de **Gerardo Honty** et **Eduardo Gudynas**

Ce résumé du texte de **Gerardo Honty** et **Eduardo Gudynas** a été établi par *Défis Sud* à partir de sa traduction de l'espagnol en français par **Ignace Hecquet**

Le changement climatique induira un changement radical mais celui-ci devra être expliqué, accepté et mis en place durant une période de transition. Dans la région ando-amazonienne, où une part substantielle des gaz à effet de serre est générée par l'utilisation des terres, le Buen Vivir constitue un cadre approprié pour ces réformes.

L'Amérique du Sud pourrait devenir un exemple pour le reste du monde, disent-ils. Nous résumons ici l'ensemble des propositions émises à ce propos par ces deux chercheurs en 2014 dans leur important article «Alternatives au développement et processus de transition»¹, et nous attardons plus spécifiquement sur leurs recommandations quant à l'adoption de nouvelles stratégies et réglementations dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt.

Le changement climatique s'impose comme limite claire au développement. La nécessité d'une modification de la matrice énergétique est sans appel. Le problème est de savoir comment impulser cette mutation. L'attitude la plus commune consiste à promouvoir des politiques basées sur l'efficacité énergétique et l'accès aux énergies renouvelables, tout en veillant à maintenir la croissance économique. Mais cette stratégie a un coût qu'aucun pays n'est disposé à payer seul en abaissant son niveau de compétitivité sur le marché mondial. Un accord global permettant de mettre en œuvre cette transition de

manière équitable s'avère donc nécessaire. C'est là un défi d'autant plus grand que l'équité revêt une signification différente pour chacune des parties prenantes de la Convention sur le changement climatique.

Il y a pourtant un autre défi plus important encore : quel que soit le sens que l'on donne au terme «*équité*», on se réfère généralement à un état où toutes les parties accéderaient de façon équitable au «*développement*», celui-ci étant compris comme l'accès au niveau de confort, de technologie et de consommation des pays dits «*développés*». Or, la réalité montre que les ressources disponibles ne suffiront pas à satisfaire une telle demande globale d'énergie au moyen des seules énergies renouvelables.

Les scénarios «*alternatifs*» visant une croissance économique «*durable*» prévoient certes une augmentation des ressources renouvelables, mais ne prennent pas en compte les limites physiques des ressources ou l'impact environnemental de leur exploitation² (Honty, 2014). Et les autres scénarios ne sont envisageables que si l'on recourt massivement aux méthodes de capture et de stockage du carbone, à l'énergie nucléaire et

1 Ce résumé du texte de Gerardo Honty et Eduardo Gudynas a été établi à partir de sa traduction de l'espagnol en français par Ignace Hecquet, dont l'intégralité peut être consultée en ligne à l'adresse <http://sosfaim>. L'article original a quant à lui été publié dans Honty G. et Gudynas E., Cambio climático y transiciones al buen vivir, Lima, RedGE-Claes, décembre 2014, sous le titre : «Alternativas al Desarrollo y Transiciones».

2 Honty G., «Limites de las energías renovables», *Ecuador Debate*, n° 92, août 2014.



aux grands barrages, technologies induisant de graves risques environnementaux.

Rappelons en outre que les mesures visant l'efficacité énergétique peuvent induire un «*effet rebond*», susceptible d'accroître la consommation d'énergie plutôt que de la réduire, comme nous l'enseigne l'histoire de l'énergie³. Il ne suffit donc pas d'augmenter la proportion d'énergies renouvelables dans l'offre énergétique. Des politiques conduisant à une réduction effective de la consommation d'énergie doivent être mises en œuvre. Les alternatives à la problématique du développement exigent des changements capables de dépasser les postures actuelles en la matière et qui se distancient radicalement des stratégies de développement d'inspiration néolibérale, en visant un horizon au-delà du capitalisme et du socialisme.

Ces objectifs spécifiques sont aujourd'hui très largement débattus en Amérique latine. Et dans la zone ando-amazonienne, ils s'expriment dans le concept du *buen vivir*. Ce concept en construction se nourrit d'une part, d'éléments issus des visions andines du cosmos – *suma quamaña* en Bolivie, *sumak kawsay* en Équateur, ... – et d'autre part, de certaines postures critiques tirées de l'idéologie occidentale, comme la défense des «*droits de la nature*» ou l'écoféminisme.

Dans sa formulation originale, le *buen vivir* était centré sur la critique de la notion classique de développement et sur la recherche d'alternatives visant à améliorer la qualité de vie des personnes, la protection de l'environnement et tout autre mode de relation de l'être humain avec son milieu naturel. Cette option tombe à point nommé dans la mesure où elle offre un cadre à l'élaboration de nouvelles pistes pour lutter contre le changement climatique en permettant de modifier de fond en comble notre matrice énergétique.

En Équateur et en Bolivie, le concept de *buen vivir* est reconnu par la Constitution et défendu par de larges secteurs de l'opinion publique. Dans ces deux pays, les alternatives au développement ne sont plus discutées comme de simples possibilités mais ont donné lieu à des avancées concrètes. Certes, ces deux pays connaissent d'importantes difficultés, mais celles-ci viennent surtout du fait

que leurs gouvernements actuels sont encore loin de profiter des possibilités ouvertes par leur Constitution, dont l'un des piliers est le *buen vivir*. Des pays comme la Colombie et le Pérou ne pourront pas non plus se désintéresser de ce qui se passe chez leurs voisins.

Les alternatives au développement orientées vers le *buen vivir* ne sont pas aisées à concevoir ni à mettre en œuvre, puisqu'elles rompent avec nombre d'idées reçues. Visant aussi à mettre un coup d'arrêt au changement climatique, elles ne peuvent être qu'en porte-à-faux par rapport à notre dépendance au pétrole et notre attachement à l'«*extractivisme*». Même si ces deux derniers modèles sont profondément enracinés, sinon perçus comme «*naturels*», l'évidence du changement climatique nous obligera à opérer un virage à 180 degrés par rapport à notre dépendance aux hydrocarbures. Comme ils impliqueront, par exemple, de remettre en question notre addiction à l'automobile personnelle, ces changements ne pourront s'imposer du jour au lendemain. Leur mise en œuvre se devra d'être progressive; il est question ici d'un processus de transition.

Le concept de «*transition*»

Par «*transition*», il faut entendre l'ensemble des politiques, stratégies et actions qui portent sur l'impact et les problèmes posés par le développement – dans l'acception traditionnelle du terme – et qui se donnent pour mission de rechercher des solutions à la situation actuelle, au-delà du développement. Schématiquement, on peut dire que cette transition se présente comme une porte de sortie par rapport à l'impasse actuelle, tout en portant un double projet: l'éradication de la pauvreté et la préservation de la nature.

Il s'agit d'analyser le problème du changement climatique dans toutes ses dimensions, de la dépendance aux hydrocarbures à la déforestation, en passant par d'autres problématiques qui illustrent les impasses du développement. À partir de cette analyse, il faut proposer des alternatives susceptibles d'enrayer ces problèmes, de supprimer leurs causes et de construire les conditions politiques et culturelles qui les rendront acceptables. Et ces mesures doivent viser le *buen vivir*, particulièrement celles visant à éradiquer la pauvreté et à empêcher de nouvelles extinctions d'espèces.

³ Le premier à constater ce phénomène fut William Stanley Jevons (*The Coal Question*, 1865). Il nota que les progrès technologiques permettant un meilleur rendement du charbon dans les machines à vapeur ne diminuaient pas sa consommation, mais au contraire l'augmentait.



La réalité montre que les ressources disponibles ne suffiront pas.

L'idée de transition doit être précisée, eu égard à certaines conceptions récentes. Commençons par souligner que cette notion se distingue de celle de décroissance, formulée dans certains pays européens, ancrée dans une situation propre aux pays industrialisés, très consuméristes, et liée à un contexte de crise économique et politique sévère vécue par beaucoup de ces pays. Aussi ne peut-elle pas être transposée de façon simpliste aux contextes sud-américains. En outre, la conception de la transition que nous défendons ici ne se centre pas sur l'opposition entre croissance et décroissance. Certains secteurs de nos économies devront sans nul doute décroître, mais il est clair aussi que d'autres secteurs devront se développer, tel le secteur des infrastructures dans les domaines de l'éducation ou de la santé. Notre idée de transition évacue donc du débat les indicateurs de croissance pour se focaliser sur la qualité de vie et la protection de l'environnement.

La transition énergétique réclame un premier train de mesures urgentes destinées à mettre fin aux conséquences sociales et environnementales les plus graves des politiques du passé: impact des puits de pétrole, qui polluent l'eau et le sol en Amazonie, et des gigantesques mines qui détruisent des écosystèmes de grande valeur. Ces mesures se combineront à d'autres actions visant à juguler notre asservissement à l'extractivisme et notre addiction aux hydrocarbures.

Les politiques de transition

Face au changement climatique, il semble indispensable de commencer à imaginer les alternatives qui permettent de concilier les besoins humains et un écologisme durable. Ceci va de pair avec l'abandon de la notion même de développement et la recherche de nouveaux paradigmes concernant l'évolution des sociétés. Quant au problème de l'énergie, l'objectif final devra être d'assurer sa mise à disposition pour satisfaire les besoins humains de manière durable, c'est à dire «*pour toujours*». Autrement dit, il s'agira de mettre en place une matrice énergétique ne dépendant que de sources d'énergie renouvelables et/ou utilisées uniquement de manière à en garantir le caractère renouvelable.

Les politiques énergétiques de transition doivent être mises en œuvre dans tous les domaines et secteurs, tant du point de vue de la demande que du point de vue de l'offre.

En transition, les limites écologiques de la planète Terre constituent un cadre irréductible pour le développement de la vie, de l'économie et des sociétés humaines. Dans cette perspective, l'écologie commandera l'économie et non l'inverse. Actuellement, l'utilisation de l'énergie transgresse cette limite. Aussi, les objectifs essentiels des politiques énergétiques à mener durant la transition devront se centrer sur la réduction de la consommation et la reconversion vers des ressources durables. L'accent est mis dans ce texte sur la région ando-amazonienne, mais nos suggestions peuvent être étendues à l'ensemble de la région latino-américaine, voire au-delà.

Modifier les politiques relatives à l'offre d'énergie

Les principales propositions de transition portent sur les sources primaires d'énergie⁴, en vue de réduire leur consommation et d'encourager la transition vers des sources renouvelables.

Il s'agit, d'abord, d'établir un moratoire sur les nouveaux gisements d'hydrocarbures, d'adopter un cadre réglementaire social et environnemental adapté aux types d'exploitations en établissant un diagnostic sur l'extraction menée actuellement passant par une analyse et une évaluation sérieuses et indépendantes des conditions sociales ou environnementales de leur exploitation. D'assurer une réorientation de l'usage des hydrocarbures et de leur commercialisation aujourd'hui dirigée vers l'exportation: priorité devra être donnée à la couverture des besoins, nationaux d'abord, régionaux ensuite. Agir sur la demande et les besoins en hydrocarbures impliquera surtout de cibler tout particulièrement le transport et l'industrie, principaux demandeurs d'énergie dans la région.

Il faudra ensuite s'assurer de changements dans l'offre d'énergie, échelonnés dans le temps. Même si les volumes produits sont moins importants, leur disponibilité pour la consommation nationale ou régionale sera plus grande. En limitant leur consommation aux besoins nationaux et régionaux, non seulement on rend disponibles plus longtemps

⁴ Par énergie «primaire», on entend l'énergie que l'on rencontre comme telle dans la nature, à savoir l'éolienne, la solaire, le pétrole, le gaz, le charbon, etc. Quand cette énergie primaire est transformée pour obtenir une source d'énergie utile (électricité, essence, gaz liquide, etc.), on parle d'énergie «secondaire».



Le changement climatique s'impose comme limite claire au développement. La nécessité d'une modification de la matrice énergétique est sans appel. Le problème est de savoir comment impulser cette mutation..
Illustration © Olivier Swenne.



Établir un moratoire sur les nouveaux gisements d'hydrocarbures.

les hydrocarbures, mais on évite aussi une crise plus ou moins brutale sur le court terme entraînée par la diminution de leur volume. Et on permet la constitution de fonds d'investissement dédiés à la reconversion énergétique, la planification et la mise en place de sources d'énergie alternatives, telles que l'énergie éolienne, ou encore l'introduction d'innovations modifiant la demande de combustibles. Une correction à la hausse des prix du pétrole brut et du gaz (incluant leurs coûts sociaux et environnementaux) alliée à la suppression des subventions accordées aux sources fossiles et à leur transfert aux sources durables, rendra ces dernières automatiquement compétitives.

D'importantes réformes sont nécessaires en matière d'impôts, de redevances et d'autres taxes prélevées sur les activités extractives. Il faut rendre le système d'allocation budgétaire plus efficient en faisant davantage appel à des critères sociaux et environnementaux.

Les mesures de transition impliquent encore le recours à des contrôles et à une gestion de l'environnement qui garantissent que l'appropriation des ressources naturelles respecte la « *biocapacité* » de chaque région et pays. Cela, bien entendu, requiert aussi un large éventail de mesures: études d'impact environnemental; indemnisation et restauration de l'environnement; interdiction des produits et procédés à l'impact environnemental important; plans d'aménagement urbains et ruraux; utilisation des sols et division du territoire en fonction de zones écologiques ou économique-écologiques.

Pour ce qui est du secteur résidentiel, enfin, étant donné que la conception architecturale d'un bâtiment conditionne son coût énergétique tout au long de sa vie utile, il faudra établir des normes de construction appropriées, assurer une information claire et garantir des lignes de crédit ciblées. Ces mesures peuvent avoir une influence importante sur les possibilités d'économie dans ce secteur en permettant une diminution du rythme d'extraction des ressources naturelles.

Modifier les politiques relatives au secteur agricole

Une part substantielle des gaz à effet de serre générée dans les régions de l'Amazonie andine provient de changements dans l'utilisation du sol. La transition doit donc aussi

s'attaquer de front à cette problématique. La nécessité de se pencher sur des stratégies et des réglementations dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt est indispensable pour combattre ces émissions. Les gouvernements régionaux rechignent habituellement à adopter une telle réglementation et évitent d'associer la discussion sur le changement climatique et les politiques menées dans l'agriculture et l'utilisation des terres. La transition dans ce domaine est pourtant un élément clé dans l'ensemble des propositions en matière d'énergie et de changement climatique. L'arrêt de la déforestation et la reconversion du secteur agricole en constituent les axes fondamentaux.

Concernant la déforestation en Amazonie, il importe ici de rappeler que les déboisements ont sensiblement diminué au Brésil depuis les pics des années 2000, où ils dépassaient les 25 000 km² par an. Les indicateurs récents situent la déforestation entre 4 571 km² (2012) et 7 000 km² (2010); et on considère que l'année 2014 a présenté un important progrès par rapport à l'année antérieure. Quoiqu'en diminution, la superficie de forêts détruites au cours des vingt-cinq dernières années a cependant été importante, excédant les 400 000 km². L'expérience menée au Brésil montre la nécessité de disposer d'indicateurs fiables (ce qui fait défaut dans les autres pays andins) et démontre que la mise en œuvre effective de mesures sur différents fronts peut produire des résultats substantiels.

Il est important ici de comprendre les facteurs qui encouragent la déforestation. Dans le cas du Brésil, les deux tiers au moins de la déforestation sont dus à la progression de l'élevage. Puis viennent d'autres causes (par ordre d'importance: pratiques traditionnelles de l'abatis-brûlis, grands travaux d'infrastructure, cultures, incendies, ...). Les mesures qui ont été prises au Brésil comprennent des restrictions sur l'abattage, des zonages régionaux et limites à la conversion des sols dans chaque domaine agricole, des contrôles des chaînes de commercialisation.

Stopper la déforestation

Mettre fin à la déforestation implique le gel des territoires occupés par la forêt dans toute la région. Cette option devra s'imposer non seulement en Amazonie, mais aussi ailleurs. Elle ne signifie pas nécessairement la suppression de tout permis d'abattage. Mais



ces permis ne pourront être octroyés qu'en étroite articulation avec les programmes de reforestation et de restauration, de manière à ce que la balance nette soit finalement égale à zéro.

Cet objectif exige l'application d'une série de mesures qui nécessitent de disposer de bons indicateurs, de systèmes de monitoring de l'état de la forêt, d'instruments de contrôle des chaînes de production et de commercialisation (particulièrement celles du bois et celles de l'élevage); de mesures d'organisation territoriale et de soutien aux utilisations traditionnelles des produits du bois et, là où c'est possible, de pratiques sylvopastorales.

Des indicateurs portant sur l'état de la forêt devront être introduits dans tous les pays, en veillant à garantir le libre accès à l'information et l'implication des organisations de base sur le terrain. Il faudra contrôler les permis d'abattage accordés non seulement aux grandes entreprises ou aux propriétaires, mais aussi aux communautés locales qui les négocient. Les sanctions en matière de déforestation devront être réelles et effectives, économiquement et pénalement.

Les contrôles à exercer sur les chaînes de production du bois et sur l'activité agropastorale sont tout aussi fondamentaux. Ils nécessitent de retracer l'origine de la matière première tant sur le lieu de son traitement qu'au moment de sa commercialisation finale. Dans ce cas, il pourra être fait appel à diverses associations se situant entre le contrôle public et les initiatives volontaires de labellisation. Attaquer de front les circuits d'abattage illégaux s'impose également. Les mesures de réglementation territoriale sont fondamentales dans ce domaine.

Parallèlement aux dispositions destinées à prévenir la déforestation, d'autres règles pourront être appliquées pour promouvoir une utilisation productive des forêts en leur état actuel. L'expérience du Brésil à cet égard mérite d'être retenue: elle prévoit, entre autres, l'exploitation durable des fruits et des fibres. Dans certains cas, l'on pourra aussi mettre en évidence des exemples complémentaires d'utilisations des sols à faible impact, comme l'élevage saisonnier et de densité animale limitée dans les espaces forestiers ouverts du département de Beni (Bolivie).

Reconversion agropastorale

Le secteur agricole est de plus en plus dépendant d'intrants utilisant le pétrole et le gaz naturel comme matière première: c'est le cas des engrais et des pesticides. L'irrigation, l'utilisation du matériel de même que la production animale exigent aussi des apports de plus en plus importants. On estime ainsi qu'aujourd'hui, chaque kilo de viande produite absorbe environ deux litres de pétrole (FAO, 2011). Dans une telle perspective, une reconversion productive du secteur agricole s'impose plus que jamais, afin de réduire la situation de dépendance par rapport aux combustibles fossiles, et de réorienter la consommation vers la production locale de manière à réduire les besoins de transport.

En transition, diverses raisons justifient des changements substantiels dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. On suppose que ces secteurs jouent un rôle fondamental pour compenser les changements induits par une réduction considérable des exportations minières et pétrolières, sous leurs aspects tant économiques qu'en volume d'emplois. Par ailleurs, considérées du point de vue de la problématique des changements climatique et énergétique, les actions dans ce domaine sont essentielles pour réduire les émissions de gaz et entraîner un changement dans l'utilisation des sols.

Dans le secteur agricole, les mesures les plus importantes pour combattre le changement climatique lié à la production d'énergie sont:

- | réorienter vers les besoins nationaux et régionaux la production destinée à l'exportation lointaine vers les marchés mondiaux. L'objectif principal en ce domaine est d'assurer la fourniture de nourriture dans chaque pays et région. Il s'agit d'un changement considérable par rapport à la dérive actuelle centrée sur l'exportation de la production agroalimentaire, où les produits les plus rentables chassent les autres. La transition vise donc à subordonner le secteur de l'agriculture et de l'élevage à la qualité de vie et à éradiquer les carences alimentaires dans les pays de la région au prix d'un désengagement sélectif de certains marchés agroalimentaires mondiaux;
- | rompre le cycle menant à l'invasion par l'élevage des zones forestières. La croissance des monocultures d'exportation, à l'instar du soja, a conduit à l'expulsion de nombreux éleveurs occupant ces terres



D'importantes réformes sont nécessaires en matière d'impôts.

vers d'autres zones, souvent des forêts, lesquelles sont abattues pour faire place au bétail. Différentes mesures permettraient de mettre fin à ce cycle: le contrôle de la déforestation, une réglementation territoriale, la maîtrise de l'espace agricole affecté à la monoculture. Cette dernière mesure portera sur l'organisation prioritaire de la production vers les besoins de chaque pays et région plutôt que vers la satisfaction des marchés mondiaux;

- | promouvoir une production écologique, peu émettrice de carbone. En transition, les pratiques productives utilisent des variétés reconnues comme organiques, écologiques ou ne nécessitant que peu d'intrants. D'où un recours limité aux machines et aux engrais, un contrôle biologique des épidémies, la pratique de la polyculture, l'adaptation aux conditions climatiques, des eaux et du sol, spécifiques à chaque région, ainsi que l'éradication des plantes transgéniques. Dans le cas de l'élevage, l'on privilégiera une production organique, de pâturage, dans des milieux de savanes ou de prairies originelles, ou dans des espaces boisés ouverts. L'élevage de bétail élevé et alimenté exclusivement en étable sera découragé et, dans tous les cas, l'utilisation de sources d'énergie endogènes (biogaz, biomasse, biocombustibles) produites de manière durable sera stimulée.

Promouvoir l'autonomie face aux marchés internationaux

Les différentes mesures transitionnelles proposées dans ce texte supposent, on l'a compris, une certaine autonomie par rapport aux marchés internationaux, laquelle permettrait de prendre distance par rapport à la globalisation. Il s'agira surtout ici de réorienter la production énergétique vers les besoins internes. Dans le cas des produits de l'agriculture et de l'élevage, la priorité sera accordée aux besoins alimentaires nationaux et régionaux. Dans les deux cas, les échanges sur le marché international ne seront pas exclus, mais on se focalisera surtout sur l'intégration productive et commerciale entre pays voisins en redessinant par exemple les systèmes d'oléoducs et de gazoducs qui, jusqu'à présent, convergent vers les ports océaniques d'exportation. De telles ambitions requièrent des politiques communes d'un nouveau modèle d'articulation des infrastructures et, donc, l'abandon d'accords

continentaux ou régionaux comme Mercosur, qui ne poursuivent certainement pas de telles politiques.

Il faudra aussi promouvoir un changement d'attitude dans le cadre des négociations internationales sur le changement climatique, tant de la part des gouvernements que de la part de la société civile, et adopter d'importantes mesures à l'échelle du continent au lieu de corrections nationales ou régionales, car la situation engendrée par le changement climatique est grave et non localisée. Les rapports successifs du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) montrent clairement que la dimension du problème est croissante.

Un changement culturel inédit

De profonds changements ont été impulsés en Amérique du Sud au cours des dernières années et de solides barrières ont été levées (par exemple l'abandon des approches néolibérales dans plusieurs pays). Certains de ces changements étaient d'ailleurs totalement inattendus, à l'instar de la promotion du *buen vivir* et de l'inscription dans la Constitution des droits de la nature. La région se doit de prendre le leadership dans l'adoption de ces mesures transitionnelles et, pour ce faire, promouvoir des actions spécifiques, innovantes et d'avant-garde, au lieu de centrer son discours sur des demandes d'aide ou des récriminations.

Ces changements ne sont pas uniquement de nature politique au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire centrés sur le rôle des gouvernements. Ils exigent des mutations culturelles considérables, qui concernent notre soif de consommation ou les implicites véhiculés à propos de la qualité de vie. Le caractère démocratique de la transition à mener face au changement climatique ne doit pas nous empêcher de reconnaître son caractère absolument nécessaire et la nécessité de l'entreprendre au plus vite. ♦



festival AlimenTERRE

Comment ça va dans notre assiette? Réponse en images

Un article de **Pauline Solot**

Un travail d'information et de conscientisation est mené chaque année par de nombreuses organisations belges pour témoigner des enjeux d'un système alimentaire à repenser. Cette année encore, le Festival AlimenTERRE nous montre que des acteurs d'ici et d'ailleurs tentent de donner des réponses afin d'envisager autrement l'alimentation de demain.

Partout dans le monde, on observe un intérêt citoyen grandissant pour la problématique agroalimentaire. Cela se traduit par une volonté de transiter vers un autre modèle de production, mais aussi de consommation, plus responsable et plus durable. Le Festival AlimenTERRE, organisé par l'ONG SOS Faim, témoigne chaque année de ce regain d'attention. À travers l'outil documentaire, l'organisation se donne pour mission principale la sensibilisation. Cela veut dire à la fois mettre le doigt sur ce qui ne va pas, mais aussi amener des réponses et redonner espoir à travers des projets porteurs de sens et d'avenir.

**Constater un problème c'est bien.
Y apporter des solutions c'est mieux!**

Au public soucieux de connaître les réponses à une problématique mondiale plutôt alarmante, le Festival AlimenTERRE propose notamment une journée axée sur les alternatives agricoles. C'est dans ce cadre que de nombreux spectateurs ont eu l'opportunité de découvrir cette année les documentaires «*Plant this movie*» et «*Quand le vent est au blé*». Bien qu'abordant des sujets différents, ces deux films véhiculaient un message commun énoncé par des personnages et des projets plus qu'enthousiasmants. Des acteurs de terrain engagés y témoignent de leur volonté de s'investir pour une cause noble. Ils nous montrent que la transition, c'est avant tout une action citoyenne engagée.

Au-delà d'une vision très américanisée des enjeux et origines de la situation agricole d'aujourd'hui, «*Plant this movie*» a le mérite d'être critique. En effet, il n'hésite pas à pointer du doigt les responsabilités d'une société de consommation et d'un système qui ont tous deux mené à des dégâts considérables. Son sujet, l'agriculture urbaine, nous fait voyager aux quatre coins des États-Unis mais aussi dans d'autres villes du monde, à la recherche de ceux qui œuvrent pour un changement positif.

Cette pratique agricole citadine peut prendre différentes formes: agriculture sur toits, aquaponie, utilisation de l'espace public, réappropriation de terrains abandonnées et/ou inutilisées, bref, tous les moyens sont bons pour ramener un petit bout de terre en ville. Car c'est ça, finalement, un des buts principaux de ce mouvement: reconnecter l'espace urbain et plus spécifiquement ceux qui l'occupent, à la nature oubliée. À tout âge, cela apparaît essentiel pour redonner du sens à l'existence. L'agriculture urbaine, c'est aussi un moyen idéal pour sensibiliser les citoyens aux bienfaits d'une alimentation saine et équitable. Recréer le lien entre le champ et l'assiette peut en effet, permettre de rationaliser des habitudes de consommation. Qu'ils soient professionnels reconvertis ou volontaires avertis, bien souvent, ceux qui prennent part à ces projets n'ont aucune origine agricole. Par ailleurs, pour de nombreux jeunes, être plongé au sein de ce monde, c'est l'occasion de se trouver un projet de vie. Ce qui rassemble tous ces citoyens engagés,

**Aujourd'hui,
le festival s'est
décentralisé,
hors de
Bruxelles,
dans huit
autres villes
de Belgique.**



Photo © SOS Faim.

c'est la volonté d'agir et de se sentir utile en contribuant au développement d'une société plus juste et plus durable. C'est donc une réelle communauté unie et soudée qui émerge et s'élargit jour après jour à travers l'échange et le partage. Pour que ce mouvement puisse s'ancrer, il faut qu'il soit viable économiquement. C'est pourquoi cette activité se veut rationnellement rentable et, pourquoi pas, génératrice d'emplois. Par ailleurs, cette action s'inscrit dans une volonté de se nourrir sainement, localement et de façon écologique. En cela, ces pratiques agricoles bénéficient également à l'environnement. S'il n'est pas certain que l'agriculture urbaine pourrait un jour garantir à la ville une souveraineté alimentaire, elle fait en tout cas beaucoup de bien à l'homme et à la nature.

Quand le vent est au blé

Le ton du récit, lent et apaisant, choisi par la réalisatrice de «*Quand le vent est au blé*» s'oppose au rythme effréné qui caractérise notre société d'aujourd'hui. Le témoignage des cinq personnages principaux présents dans le film nous montre qu'il est possible de s'engager dans un autre mode de fonctionnement, en dehors d'un système qui court à sa perte. Ces acteurs de terrains œuvrent tous à un maillon différent de la chaîne de produc-

tion de semences et nous montrent que rien n'est impossible.

Le documentaire part d'un constat: pour permettre un rendement toujours plus grand, les semences ont été sélectionnées, si bien qu'aujourd'hui, les variétés anciennes se font de plus en plus rares. En Wallonie par exemple, on ne retrouve plus certains blés auparavant présents. C'est là que commence la lutte de cette communauté d'agriculteurs et paysans. En effet, pour pouvoir revenir à une production alimentaire qui rentre en harmonie avec la nature, l'élément clé, c'est le terroir. Cette parfaite adéquation entre une graine et le lieu où elle pousse est la seule combinaison qui permette une production naturelle. Et ce n'est pas tout, cette production doit être repensée à tous les niveaux, de la mise en terre à la transformation en produit fini. Il est donc important de raisonner hors système, c'est-à-dire penser petite surface, ancien outillage, etc. Dans cette quête, difficile d'agir seul. Les paysans se regroupent, expérimentent, échangent et avancent ensemble. Cette volonté part d'un besoin de redonner du sens à un métier, à une vie mais surtout à un système en perte de vitesse. Un système qui, à force d'en vouloir toujours plus, a fini par mettre en colère des acteurs devenus dépendants, et perdants. La prise de conscience qui a mené les personnages du documentaire à emprunter un autre chemin que celui qui leur était destiné, est donc avant tout idéologique. Ce qui les anime, c'est une volonté d'autonomie, de retrouver le respect en l'homme et en la nature, quels que soient les obstacles. Car des obstacles il y en a, l'accès à la terre, l'incertitude des récoltes, la charge de travail et bien d'autres encore. Heureusement, pas de quoi freiner leur enthousiasme.

Ces documentaires portent en eux un large espoir et une poussée d'inspiration. Ils en ont mis plein les yeux aux nombreux spectateurs présents dans les salles. Quoi de mieux pour terminer cette édition 2016 du Festival Alimenterre, qu'une telle pensée positive.

Le Festival Alimenterre, c'est quoi exactement?

Chaque année, entre le mois d'octobre et le mois de novembre, une équipe d'employés volontaires mais aussi de bénévoles engagés travaillent d'arrache-pied à l'organisation de ce rendez-vous. Ils nous proposent quatre



**Le festival
AlimenTERRE
propose
notamment
une journée
axée sur les
alternatives
agricoles.**

soirées pendant lesquelles sont projetés des films thématiques suivis de débats animés. C'est l'occasion pour le public de s'informer sur les enjeux de l'alimentation, mais aussi de pousser la réflexion plus loin en discutant avec des invités de marque. Ceux-ci sont acteurs de terrain, experts ou encore responsables politiques et tentent de nuancer et d'éclaircir des sujets souvent complexes. Ils viennent du Nord mais aussi du Sud et ils nous expliquent leur réalité et comment ils s'inscrivent dans la création d'un nouveau système alimentaire.

Le festival, c'est aussi des moments de rencontre et de partage lors de la soirée d'ouverture ou du forum des alternatives. Ces moments sont indispensables pour rendre la réflexion interactive et conviviale. Depuis trois ans, une journée entière fait la part belle aux initiatives agricoles positives et innovantes. C'est l'occasion pour SOS Faim de répondre à un réel besoin du public : avoir accès à des clés d'action pour pouvoir s'engager et agir. C'est durant cette journée qu'a lieu notamment le forum des alternatives. Organisé cette année en collaboration avec Quinoa asbl, Rencontre des Continents et Oxfam magasins du monde, ce concept propose différents espaces d'échanges : l'espace Do It Yourself, l'espace rencontres et débats, l'espace mobilisation et l'espace projections de courts-métrages. À travers ces différentes activités, des alternatives sont présentées allant de la production à la consommation en passant par la gestion des déchets.

Aujourd'hui, le festival s'est décentralisé, hors Bruxelles, dans huit autres villes de Belgique : Arlon, Liège, Comblain, Welkenraedt, Ottignies, Louvain-la-Neuve, Charleroi et Namur. Cette année, SOS Faim a également collaboré avec Kinshasa en République Démocratique du Congo. À ces occasions, des associations locales s'approprient le concept et contribuent dès lors à l'augmentation du nombre de soirées sur l'alimentation proposées dans notre pays et ailleurs.

Évaluation positive

C'est le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) qui, en 2007, a commencé à écrire l'histoire du Festival AlimenTERRE. L'association lance l'idée d'utiliser le cinéma documentaire comme outil de sensibilisation à la cause agricole et alimentaire. Très vite le concept se propage et devient international. Un large réseau de partenaires se met alors en place en Europe, en Afrique de l'Ouest et

en Amérique du Nord. En 2008, le partenariat avec la Belgique se crée. À l'époque, Virginie Pissoort, actuellement responsable campagnes et plaidoyer, chapeaute le projet, relayée ensuite successivement par Antonella Lacatena et Maryse Willequet.

Le bilan du chemin parcouru est plutôt positif. Si le format d'origine projection/débat est discutable, il donne lieu malgré tout à de belles rencontres notamment avec les partenaires venus du Sud. Cette dimension Nord-Sud est d'ailleurs très importante pour SOS Faim et est présente depuis toujours, tout au long du festival. La sélection documentaire est de plus en plus pointue et tente de répondre au mieux à l'intérêt du public. Un intérêt prononcé puisqu'environ 2 000 personnes étaient présentes cette année et six projections sur sept ont fait salle comble. Enthousiasmés par ce succès grandissant, les organisateurs remarquent que ce public initialement averti a maintenant laissé place à une audience de plus en plus hétéroclite. L'extension du festival dans toute la Wallonie contribue à ce succès et attise l'intérêt prononcé des citoyens belges par rapport à des enjeux cruciaux. Le forum des alternatives et la soirée d'ouverture ne sont, eux aussi, qu'une première étape vers une action citoyenne de plus en plus engagée. Des pistes pour rendre l'expérience encore plus interactive et conviviale germent dans les têtes des organisateurs pour surprendre davantage durant les prochaines éditions.

S'il est indéniable que la population ne va cesser d'augmenter dans les années à venir, il est par contre tout à fait discutable de penser que la solution passe par une augmentation de la production. Rationaliser notre manière de produire mais aussi consommer plus responsable, rééquilibrer la balance, ou encore diminuer le gaspillage, voilà d'autres variables indispensables à prendre en compte. De nombreuses initiatives sont déjà en marche et se développent de plus en plus dans le monde entier. Il est urgent que chacun ait accès à une information complète et qui lui fournisse des clés d'action dont il a besoin pour rejoindre à ce mouvement en pleine croissance. Car l'avenir nous appartient et chacun peut y prendre part, c'est un des messages clés de ce rendez-vous annuel. La huitième édition du Festival AlimenTERRE, au-delà du beau souvenir a gravé une trace dans l'esprit de chacun des visiteurs, acteurs ou futur acteur du monde de demain. ♦



Dieter Bauer: la pédagogie, garante essentielle d'une agriculture à taille humaine

Un article de **Claire Stam**

Dieter Bauer, 78 ans, membre fondateur en 1968 de la ferme-école Dottenfelderhof, dans l'ouest de l'Allemagne, est une figure majeure de l'agriculture biodynamique du pays. Pour ce maraîcher, grand défenseur des semences libres, la transmission des connaissances et des savoir-faire reste une garantie incontournable pour promouvoir les principes d'une agriculture assurant la santé des sols, des plantes et des êtres vivants. Des principes incompatibles avec l'agriculture intensive. Et applicables uniquement au sein d'exploitations de petite dimension.

Une agriculture à taille humaine. Une agriculture qui refuse la logique industrielle. Une agriculture centrée sur la valorisation de l'organisme vivant.» Pour Dieter Bauer, ce credo n'a pas dévié depuis pratiquement cinquante ans. «L'agriculture en biodynamie permet la valorisation d'un lieu par le biais d'une démarche individuelle, idéalement au sein d'une petite exploitation. La préservation des sols en est la base», poursuit-il. Et cette philosophie, le maraîcher l'enseigne dans la ferme de Dottenfelderhof. Situé aux portes de Francfort, la capitale financière de l'Allemagne, cet ancien couvent fut transformé en 1968 par cinq familles, dont celle de l'agriculteur, en un domaine agricole fonctionnant sur les principes de la biodynamie. Très vite, la poignée d'activistes, conscients de l'importance de la transmission des compétences, posent les fondements d'une école agricole dont la renommée dépasse aujourd'hui largement les frontières allemandes. Elle s'adresse à toute personne, sans condition d'âge, de nationalité ou de profession. Elle propose des cours de formation professionnelle ainsi que des séminaires et des stages. Signe de son attractivité, on trouve des apprentis et des sta-

giaires du monde entier; en tout, plus d'une centaine de personnes vivent sur ces 150 hectares au nord de Francfort.

Un engagement contre le brevetage du vivant

La spécialité de Dieter Bauer, ce sont les semences. «Ce qui m'intéresse avant tout, ce sont les anciennes variétés de légumes, surtout les choux. Avant l'arrivée des semences industrielles, on pouvait trouver autour des villes des variétés locales de choux particulièrement adaptées à la préparation de salades. C'est-à-dire qu'elles avaient de bonnes qualités gustatives quand on les mangeait crues. Maintenant, ces variétés, on ne les trouve plus que dans les banques de semences, et parfois malheureusement dans un mauvais état», regrette le maraîcher. Qui s'emploie à leur redonner vie et à les réintroduire dans les circuits courts.

Une démarche fructueuse: ces cinq dernières années, son équipe a pu récupérer et replanter près de 200 anciennes variétés locales de légumes. Toutes ces semences, l'agriculteur les stocke au sein d'une association, Kultursaat, créée dans les années 90, et les tient à la

Une grande attention est portée au lien social.



Une agriculture à taille humaine, qui refuse la logique industrielle.

disposition de tout un chacun. Derrière cette initiative : l'idée que les semences ne doivent en aucun cas être considérées comme des produits commerciaux, explique Dieter Bauer.

« On doit se poser la question de savoir s'il est juste et justifié que les semences puissent se retrouver dans les mains de quelques-uns, poursuit-t-il. Car c'est ce qui se passe actuellement avec les organismes génétiquement modifiés et le brevetage du vivant. Nous considérons au contraire que les semences relèvent du bien culturel. Elles font partie du patrimoine de l'humanité et, par conséquent, appartiennent à tout le monde. Et c'est ce que nous voulons défendre par le biais de notre association et de notre école. »

Éveil des consciences

La ferme du Dottenfelderhof fait figure d'exception dans le paysage agricole traditionnel. Car elle est ouverte à tous : au grand public comme aux spécialistes. Sur place, on trouve un grand nombre d'installations que l'on peut visiter : une fromagerie, une boulangerie, une épicerie bio, un laboratoire, des plantations de céréales, de légumes, des cultures de fruits ainsi que de l'élevage. L'endroit est bucolique, entouré de champs, de bois et d'une petite rivière. Une grande cour entourée par d'anciens bâtiments couleur sable, d'autres plus modernes, une « vraie ferme comme dans les livres pour enfants », comme le résumait une personne rencontrée sur place. Et les visiteurs sont nombreux à venir, en famille ou en groupes scolaires, pour y acheter les produits issus du domaine comme la farine, le lait, les œufs, les fruits, la viande. Et s'informer sur une agriculture alternative.

Cette ouverture est un parti pris pour favoriser l'éveil des consciences du plus grand nombre. « Nous misons sur l'ouverture pour réveiller l'esprit critique des visiteurs. Qu'ils se posent des questions par rapport à la production agricole industrielle. Nous voulons montrer qu'un domaine agricole de petite taille peut produire des fruits et légumes qui sont sains pour tous. Et qui ont du goût. C'est pourquoi les visiteurs peuvent y déambuler librement – mais en respectant les zones d'habitations privées », précise Dieter Bauer. « C'est en touchant, en regardant, en sentant que l'on peut éveiller sa conscience et s'interroger sur les effets de l'agriculture intensive dont on retrouve la production sous plastique sur les étals des grands supermarchés. »

Et cette démarche se retrouve dans la formation professionnelle que propose la ferme-école. « Ce que 'formation' signifie pour nous ? Travailler la perception justement. » C'est pourquoi les cours prévoient des périodes d'observation prolongée des champs, des prairies et des composts, ainsi que de la nature en général, « en cherchant à éloigner toute notion d'utilité commerciale ». Exit les notions de rendement économique propres à l'agriculture intensive, place à l'individu et à son épanouissement dans son exploitation de petite taille. « Pour un grand nombre de nos étudiants, les formations que nous proposons leur offre la possibilité de s'échapper pendant une période donnée de leurs quotidiens. Elles leur permettent de se concentrer sur eux-mêmes, sur leurs développements personnels. Voire de prendre le temps de s'adonner à des activités artistiques. » Et le domaine agricole devient le lieu où ils peuvent se développer en accord avec le milieu environnant. « Les formations ont pour but de développer les savoir-faire et les capacités individuels des étudiants. Donc oui, nous privilégions une approche personnelle que nous voulons aussi opposer à l'anonymat de l'agriculture intensive. »

Une portée internationale

C'est pourquoi une grande attention est portée au lien social. « Le fait de séjourner sur place, de partager son repas et d'entreprendre des activités en commun permet de développer une notion de communauté où les mêmes valeurs peuvent être partagées », explique Dieter Bauer. « C'est pourquoi la formation professionnelle comprend plusieurs excursions comme par exemple la visite d'autres domaines agricoles fonctionnant en biodynamie mais aussi des excursions géologiques ou encore l'escalade d'un glacier en Suisse... »

Ce principe de partage et de défense de valeurs communes se retrouve au-delà des frontières de la ferme-école. De fait, l'équipe dirigeante du domaine s'attache à ce qu'elle ne reste pas coupée du monde extérieur. Au contraire, elle s'aligne sur les mouvements de défense des petites exploitations, à leurs yeux seules garantes de l'indépendance des agriculteurs et paysans face à l'agrobusiness. C'est ainsi que le Dottenfelderhof a accueilli en juin 2016 la caravane des semences organisée par la Via Campesina. Qu'elle a également participé à l'organisation en avril 2016 d'une rencontre européenne consacrée à la défense des droits



La ferme du Dottenfelderhof fait figure d'exception dans le paysage agricole traditionnel.

Jochen Fritz : canaliser la colère pour la défense des petites exploitations

Tous les ans, en janvier, ils viennent de toute l'Allemagne, mais aussi de France, de Grèce, de Bulgarie ou encore d'Afrique ou d'Asie, braver le froid hivernal de Berlin pour exprimer leur ras-le-bol (« *Wir haben es satt* » en allemand) de l'industrialisation de l'agriculture. Armés de cuillères en bois et de casseroles, relayés par une sono généreuse en décibels et menés par une centaine de tracteurs, les manifestants défilent chaque année à l'occasion de la « Semaine verte » (le plus important salon de l'agriculture du monde) sous les fenêtres des institutions gouvernementales, avec une nette préférence pour le ministère de l'Agriculture et l'office représentant la Commission européenne à Berlin.

Derrière cette initiative, un homme : Jochen Fritz. Agriculteur de métier, dans le bio, il milite depuis des années pour la préservation des petites exploitations en Allemagne. Chaque année, il mobilise des centaines d'organisations paysannes, de défense de l'environnement, des consommateurs, du bien-être animal, etc. autour d'un seul slogan, « *Des vraies fermes, pas des exploitations industrielles* ».

De fait, l'exaspération monte outre-Rhin : scandales alimentaires, OGM, monoculture, conditions de travail scandaleuses dans les abattoirs, mainmise de la finance sur les terres agricoles de l'ex-RDA, dépendance grandissante des agriculteurs envers les semenciers... la liste des réquisitoires s'étire. Et avec elle, l'ampleur d'un mouvement qui prend lentement pied dans le pays et s'étend au-delà des manifestations annuelles du « *Wir haben es satt* ». Dernier exemple en date : 250 initiatives citoyennes ont pu ces dernières quatre années bloquer la construction d'abattoirs géants et de larges complexes agricoles, rappelait au micro l'an passé Jochen Fritz. Des initiatives aussi nombreuses que discrètes mais à l'influence toujours grandissante : « *Les représentants de ces initiatives se trouvent souvent être ensuite élus dans les conseils municipaux ou régionaux.* »

des agriculteurs relatifs aux semences et à la lutte contre le brevetage du vivant. Et qu'elle accueille des étudiants venus de très loin. Dernière visite en date : celle de l'ingénieur agricole Chetri, du royaume du Bhoutan. On le sait peu, mais ce pays d'Asie du sud, sans aucun accès à la mer, s'est engagé dans une transition agricole ambitieuse avec l'objectif d'atteindre une agriculture 100% biologique d'ici à 2020. Dans cette transformation, les semences jouent un rôle capital (voir *Défis Sud* numéro 118). Face aux enjeux majeurs qui y sont liés, Chetri veut ouvrir une banque publique de semences selon le modèle promu par la militante indienne anti-OGM Vandana Shiva. L'ingénieur agricole justifie sa démarche en expliquant qu'il veut contribuer à « *apporter quelque chose de bénéfique à sa communauté* ». Il veut également créer des jardins dans les écoles de façon à ce que les élèves puissent acquérir des compétences qu'ils pourront en-

suite utiliser dans les exploitations de leurs familles. « *Ces fermes sont le lieu d'échanges privilégiés où les savoir-faire parfois millénaires peuvent être non seulement préservés mais également enrichis* », explique-t-il. Chetri s'est formé auprès de Dieter Bauer, qui lui a montré les différentes méthodes de sélection et d'élevage adaptées aux semences traditionnelles du Bhoutan pour leur garantir une haute qualité nutritionnelle.

La démarche du Dottenfelderhof est d'ailleurs comme un lointain écho à la philosophie politique du Bhoutan. Le royaume s'est en effet rendu célèbre en créant l'indice du « *bonheur national brut* » (BNB) en opposition au dogme du « *produit intérieur brut* » (PIB) qui ne considère que la valeur purement économique et financière des biens produits par les pays. Le BNB a été créé en 1972 par le roi du Bhoutan de l'époque, Jigme Singye Wangchuck, dans le



but de bâtir une économie en harmonie avec les valeurs spirituelles du bouddhisme. Il repose sur quatre principes fondamentaux auxquels le gouvernement du Bhoutan attache une part égale: croissance et développement économique; conservation et promotion de la culture bhoutanaise; sauvegarde de l'environnement et utilisation durable des ressources; gouvernance politique responsable. Sur cette base, une série de mesures a été instaurée comme l'apprentissage de la langue nationale (le dzongkha) dans les écoles et le port de l'habit traditionnel en public. La vente de cigarettes a été interdite en 2014 et une journée sans voiture a été instaurée le premier dimanche de chaque mois. Mais la pierre angulaire de cette politique reste la préservation des exploitations familiales. Elles jouent un rôle pivot, tant dans la sauvegarde de l'environnement que dans la croissance économique et dans la préservation de la culture

bhoutanaise. D'où la démarche de Chetri venu se former dans la ferme-école allemande.

En enseignant les préceptes de l'exploitation de type familial, la ferme-école du Dottenfelderhof essaie de préserver une alternative à un modèle agricole qui broie tout sur son passage. Rappelons ici que l'Allemagne abrite deux champions de l'agrobusiness: Bayer et BASF. Le succès et l'aura de ce domaine agricole – qui, ironie du sort, est situé à moins de 100 kilomètres du principal site de production de BASF – prouve que la taille d'une exploitation agricole aussi imposante soit-elle ne saurait être le seul critère de « succès » auprès des agriculteurs et des consommateurs. Au contraire. Il montre que les exploitations familiales vont au-delà la seule transmission de la terre considérée comme source de revenus. Il s'agit de la transmission d'un patrimoine familial et culturel. ♦



Yves Somville : « la Région Wallonne a rétabli le débat citoyen dans les discussions sur le CETA »

A l'heure où nous rencontrons Yves Somville, les discussions sur le CETA allaient bon train. Ce fut l'occasion d'interroger le président de la FWA sur le contenu de cet accord... « La FWA n'est pas opposée au commerce international, ni, comme je l'expliquais, au fait que l'UE exporte sur le marché international. Ce qui est plus inquiétant ce sont les 50 000 tonnes de viande bovine canadienne qui sont prévues à l'importation. En réalité, ces 50 000 tonnes ne représentent que 0,6% de la consommation européenne, ce qui n'est pas dramatique en soi, à condition que ça n'ouvre pas la porte à d'autres marchés, comme le TTIP, ce qui serait catastrophique pour notre agriculture. C'est ce risque de

boule de neige qui nous inquiète avec le CETA. Mais je ne peux que me féliciter de la position de la Wallonie qui a tenu bon dans les négociations. On a pu réaffirmer un certain nombre de principes : le refus des OGM, le fait que la viande canadienne répondra aux normes européennes. Et puis surtout, nous sommes très satisfaits du contenu de la déclaration sur le règlement des différends. Il y avait déjà eu un texte, proposé par Cecilia Mallström, proposant la constitution d'un Investment Court System, où siègeraient des arbitres nommés par les états et non par des juridictions privées. On a également réaffirmé que la clause de sauvegarde peut aussi être activée par un pays européen et n'est

pas réservée au Canada uniquement. Enfin, en ce qui concerne les AOP, même si la Belgique est moins concernée que des pays comme la France ou l'Italie, il est prévu que notre pays puisse également en faire la demande à l'Union Européenne pour d'éventuels produits spécifiques à l'avenir. La façon dont la Région Wallonne a tenu bon crée aussi un précédent par rapport aux autres traités et on espère qu'à l'avenir, la Commission européenne fera moins preuve d'opacité. Je voudrais insister sur le fait qu'au delà de la position de la Région Wallonne, c'est tout un débat sur les enjeux de la démocratie qui a eu lieu.

Mamadou Goïta : nous avons gagné contre Monsanto !

« Il y a quelques années, lorsqu'on a introduit le coton BT et d'autres produits proposés par Monsanto, la multinationale se vantait de faire disparaître tous les petits producteurs, sous prétexte qu'ils avaient montré leurs limites. Aujourd'hui, ce sont les mêmes qui ont

signé ces accords avec Monsanto qui viennent nous dire qu'ils se sont trompés. Avec la COPAGEM, la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain, nous avons fait des études d'impact socio-économique sur le coton modifié pendant 3 ans. Au début de la

publication des résultats, on s'érigait contre nous. Aujourd'hui, tout le monde nous demande les résultats de nos travaux pour aller trouver Monsanto et leur demander de nous dédommager.

Mamadou Goïta : l'égalité hommes-femmes reste trop théorique

On est dans une bonne mouvance, mais elle reste fragile. Au Mali, la question de la parité se matérialise. Dans le domaine du foncier, il a été défini qu'environ 15% des terres devraient être redistribuées aux femmes. Mais il y a encore beaucoup trop de préjugés, et trop peu

d'entre elles ont accès à l'éducation. A partir du lycée, beaucoup de filles ne vont plus à l'école car c'est trop loin. Et puis les associations de femmes sont très conflictuelle, il n'y a aucune solidarité féminine. Au contraire, les femmes qui s'engagent dans la vie citoyenne

sont parfois mal vues des autres et les hommes participent à ce genre de préjugés. Mais la parité avance, au moins dans la Constitution et dans les lois électorales.



Del campo a las mesas

Autor: Luis Ginocchio Balcázar¹
Coautor: Constant Piscart²

Una eficiente comercialización de la producción agraria constituye una de las prioridades para un país con población ascendente y con una cadena de valor impulsada por la gastronomía, que se ha convertido en una de las bases de la diversificación productiva nacional. Todo este auge se sustenta en la prodigiosa diversidad biológica y la vocación de incontables generaciones de agricultores familiares del Perú. Sin embargo, la ausencia de políticas públicas sintonizadas con tantas oportunidades contrasta con las expectativas favorables que despierta la llegada de una nueva administración del Estado.

El Perú es un país cada vez más urbano. Eso significa que día a día son más los peruanos y peruanas que viven en las ciudades y se hace por tanto más importante asegurar su abasto de alimentos. Así, el Perú hoy es más dependiente del campo que hace diez, veinte o más años. Dicho de otro modo, el bienestar de quienes habitan las ciudades depende en gran medida de los 2,2 millones de productores agrarios que abastecen el 70% de los alimentos que se consumen.

De allí surge el concepto de seguridad alimentaria. Afianzar el abasto de alimentos del campo a las ciudades en disponibilidad, precio e higiene. Por eso es fundamental para el país dotar a la agricultura familiar de las condiciones que todo agente económico requiere: asistencia técnica, acompañamiento para fortalecer la gestión empresarial y asociativa y financiamiento, por mencionar algunas.

No hay que olvidar que existen amenazas como el cambio climático, la contaminación y erosión de los suelos, la migración de los jóvenes rurales a las ciudades y la elevada edad promedio de los agricultores. Todo eso se agudiza al saber que Perú es uno de los países con menor tierra agrícola per cápita

del continente. Todo ello obliga a buscar mayor eficiencia y al mismo tiempo, equidad.

Por eso es fundamental para el bienestar de las ciudades tender puentes con la agricultura familiar y la ruralidad. Y una de los mayores desafíos para la seguridad alimentaria nacional es la planeación y comercialización de la producción agrícola.

La comercialización agraria

Si bien la agricultura peruana se distingue por su impresionante diversidad y sus agricultores han demostrado su habilidad para la producción y hasta el mejoramiento genético de plantas alimenticias de impacto mundial, la comercialización de las cosechas es su ‘talón de Aquiles’.

Además, y para hacer más grande el desafío, el tema de la comercialización en las cadenas está muy poco estudiado. A modo de ejemplo, buscar un documento que incluya una breve descripción de los principales mercados mayoristas del país, no es tarea sencilla. Habrá que saber qué otros mercados acompañan al Moshoqueque (Chiclayo), Ruez Partíño (Huancayo) y Vinocanchón (Cusco). En Lima, el reto es mucho mayor debido a las dimensiones del consumo de alimentos en una capital con cerca de 10 millones de habitantes. El ‘eslabón’ comercial de las cadenas de valor agroalimentarias es fundamental. No solo porque en los mercados se ofrece la agrobiodiversidad sino porque estos espa-

¹ Coordinador, Proyecto ‘Cadenas Agroalimentarias Gastronómicas Inclusivas’ de Apega - Sociedad Peruana de Gastronomía.

² Coordinador, Autre Terre Perú



cios son lugares de tradición y expresión cultural. Y no menos importante, en ellos se encuentran operando decenas de miles de micro y pequeños negocios que crean valor y participan en la formación de precios de los productos agrarios³.

Las ferias agropecuarias

Las ferias de productores agrarios (farmer markets en inglés) existen en todo el mundo. Desde el siglo XVIII estas ferias venden directamente a los consumidores de las ciudades. Por ejemplo, el famoso Marché Bastille, el mercado de productores más visitado por los turistas que acuden a París, ubicado en el centro de la capital francesa. O el Union Square Greenmarket, situado en el famoso parque del mismo nombre, en la zona más transitada de Nueva York. En algunos lugares -con el auge de la industria alimentaria- las ciudades se inclinaron por adquirir sus alimentos en supermercados y otros formatos modernos. Por el contrario, en América Latina -por ejemplo, aquí en Perú, el sector tradicional -compuesto por los mercados, bodegas y ferias- ha conservado la preferencia del gran público. Pero es innegable que la penetración de los supermercados y otros formatos del sector moderno del comercio de alimentos está avanzando. En ese sentido, no obstante que las ferias locales y regionales son tradicionales en el interior del país, en las ciudades grandes y medianas existen muy pocos ejemplos de estos espacios públicos para que los agricultores ofrezcan directamente sus cosechas a los consumidores urbanos. En pocas palabras, existen muy pocas ferias de productores como la de Huancaro en Cusco, que es tal vez la mayor de ellas. Las ferias agropecuarias son muy útiles como vitrina para mostrar la variedad de las cosechas y productos de los agricultores familiares y pequeños procesadores. Además, son un espacio de aprendizaje y para ganar nuevas habilidades de negocios. Y también para conseguir contactos con otros compradores. Estas ferias -o circuitos cortos de comercio- si bien movilizan una parte pequeña de las cosechas estimulan iniciativas innovadoras y esfuerzos asociativos para acometer el reto de vender la producción.

³ APEGA ha desarrollado durante 2015 y 2016 dos campañas en 65 mercados minoristas de 15 distritos de Lima, denominadas 'Caseras'. Asimismo, uno de los 8 módulos del I Congreso Internacional de Gastronomía (Lima, abril 12-13, 2016) se dedicó a la situación y perspectivas de los mercados de Lima. Las presentaciones pueden descargarse de la web de APEGA.

Mercados llenos, agricultores pobres

Hoy la agricultura familiar abastece a los intermediarios y comerciantes que llenan los mercados de abastos con surtido, calidad y poder nutricional, que es la base del auge de la gastronomía peruana. Sin embargo, pocos agricultores logran una rentabilidad razonable por su trabajo. La cadena de intermediación se apropia de la mayor parte de las ganancias y los productores asumen estoicamente los costos y riesgos del cultivo. La comercialización es el punto débil de esta cadena de valor agrícola, agroindustrial y gastronómica que el Ministerio de la Producción considera como uno de los 'motores' de la diversificación productiva que el país requiere urgentemente.

¿Qué ha pasado con las conexiones entre las ciudades y el medio rural? El Perú ha vivido muchos cambios en décadas recientes. Desde los cincuenta se producen las grandes olas de migración del campo conformándose grandes ciudades como Lima, Arequipa, Trujillo, Chiclayo, Iquitos, Piura, Cusco y Huanayo, entre otras.

Las ciudades han ganado importancia y al mismo tiempo ha surgido una economía informal que se estima llega al 60% del empleo nacional. Una de las manifestaciones más populares en la Lima del 'desborde popular' fue el fenómeno del comercio ambulatorio que llenó las calles de las ciudades como un escape al desempleo provocado por los cambios en la estrategia económica del país.

Al mismo tiempo, los mercados de abastos, mercadillos, paradas y paraditas crecieron en número y ubicación, y se fueron alejando del control municipal. Todo este proceso de crecimiento del sector tradicional del comercio de alimentos llega a su plenitud con la norma que privatiza los mercados minoristas a fines de los años noventa.

Hoy la situación requiere claridad y decisiones. Una agricultura familiar rezagada, sin un sistema nacional de planeación de la producción, distribución y consumo de alimentos, que le provea información y servicios de apoyo, infraestructura de acopio y mercados -mayoristas y minoristas- coordinados con los centros de producción, puede acrecentar su marginalización, con todos los riesgos que ésta puede significar para el país y su seguridad alimentaria y nutricional.



Algunas reflexiones sobre comercialización agrícola

Como se dijo, las ferias agropecuarias son una de las más interesantes alternativas para comenzar a mejorar la relación de las ciudades con el campo. En esa línea en seguida aparecen algunas reflexiones sobre estos 'circuitos cortos' del comercio agrario, sin excluir otras medidas a implantar para la articulación comercial de los agricultores familiares a las actividades de diversificación productiva que el país tiene que trabajar con urgencia.

1. Dificultad de las ciudades para reconocer su fragilidad alimentaria. Los gobiernos locales de las ciudades se resisten a conceder la prioridad que amerita el abastecimiento de alimentos. Ante una creciente población y la escasez de tierras agrícolas es perentorio que las ciudades apoyen la expectativa de los agricultores en participar en el comercio y recuperar la prosperidad de sus negocios.
2. Los productores no se han organizado para promover su articulación comercial. Aún no ha sido posible que los productores se organicen y tramiten ante los gobiernos locales de las ciudades el uso de espacios públicos como punto de encuentro entre agricultores y consumidores. Esto es, que reconozcan las ventajas para ambos sectores de este pacto campo-ciudades. Así, se conoce que en Colombia los agricultores tienen representación en las entidades que supervisan el abasto alimentario urbano.
3. Los productores agrarios no han sabido interpretar las necesidades del público. Es necesario fortalecer las capacidades de negocios de los productores para ofrecer el surtido y precio que atraiga al público. Al mismo tiempo, que los gobiernos locales de las ciudades grandes y medianas prioricen el comercio de alimentos incluyendo modernización de mercados mayoristas y minoristas así como promoviendo ferias de agricultores en armonía con los vecinos y en relación con sus gustos y poder adquisitivo⁴.
4. El marco legal no se adecua a la realidad. La articulación comercial de los agricultores está limitada por la evolución de los hábitos de consumo de alimentos, la creciente presencia del sector moderno del comercio y un sistema de distribución de alimentos desconectado entre abastecimiento y comercio. Esto es, sin la necesaria planeación de la producción en función de la demanda. De otro lado, se echa de menos que el Estado implemente políticas que acerquen a la agricultura familiar y las empresas agroexportadoras. Además, la promoción del comercio exterior debería favorecer a las organizaciones de agricultores con potencial de exportación.
5. Los consumidores urbanos ignoran origen de sus alimentos. No es extraño que algunos en la ciudad ignoren que la leche viene de las vacas y las manzanas de un árbol frutal. Este fenómeno de desconexión entre el lugar de producción (la chacra) y el consumo (la olla) se llama "alimento que proviene de ninguna parte" según el sociólogo Philip McMichael.
6. Los mercados no contemplan espacio para agricultores. Si bien en el mercado mayorista de Santa Anita (el más moderno de los centros que realizan comercio mayorista en la Gran Lima) ya ofrecen sus cosechas algunas organizaciones de productores, son pocos los espacios y escasas las medidas de estímulo para que la producción de la agricultura familiar participe en la comercialización en las ciudades mayores y medianas del Perú.
7. Debilidad de la agricultura familiar dificulta negocios con sector moderno del comercio. La falta de organización de la oferta de los agricultores familiares dificulta la escala y especificaciones que exige el sector moderno del comercio. Las barreras de entrada son altas (largos plazos de pago, certificaciones...), lo cual impide que los agricultores se conviertan en proveedores. Sin embargo, crece el número de consumidores que buscan productos más naturales, que conserven su sabor y poder nutritivo, que se sepa su procedencia (ej. rocoto de Villa Rica) y con precios competitivos. Ese segmento es el que mejor 'sintoniza' con la causa de la agricultura familiar. Habría que convocar a la industria alimentaria, cadenas de supermercados y agricultura de exportación para trabajar innovadoramente otras formas de colaboración dentro de las

4 Por ejemplo, para animar la demanda de un producto con tendencia favorable (ej. quinua) se ofrecerá con información nutricional, recetas (preparación), origen geográfico, conservación, etc. Asimismo, el vendedor ofrecerá un servicio eficiente al cliente y le entregará calidad, peso exacto, garantía y comprobante. Estos elementos permitirán al agricultor feriante diferenciarse del comercio ambulatorio y otros canales de venta.



cadenas agroalimentarias gastronómicas. A que se sumen a esta cruzada para la seguridad alimentaria del país.

- | **8.** Auge gastronómico y abastecimiento agrario. La Sociedad Peruana de Gastronomía –APEGA, trabaja desde su fundación promoviendo el fortalecimiento de la cadena de valor gastronómica comenzando por la agricultura familiar. Por eso se firmó la Alianza Cocinero Campesino con Conveagro y ANPE en 2009. De este modo la cocina actúa como un factor integrador de la diversidad del Perú. Además, el proyecto 'Cadenas Agropecuarias Gastronómicas Inclusivas', de APEGA con apoyo del BID-FOMIN, lleva a cabo semanalmente y desde hace más de tres años la Feria Agropecuaria Mistura en Magdalena del Mar donde cerca de 60 productores agrarios y pequeños procesadores de 15 regiones del país venden directamente sus cosechas y productos a los consumidores. Y en tres distritos de Lima más se han organizado ferias en forma intermitente.

- | **9.** Ferias agropecuarias, espacio de tradición y encuentro. Más allá de constituir una fuente de abastecimiento, las ferias agropecuarias son un espacio de encuentro, típico del Perú profundo, y que contribuyen a mantener los lazos sociales acercando el campo y la ciudad. Asimismo, el vecindario se identifica con sus caseros del campo, y se vuelven clientes frecuentes, entablan diálogo, ambos dejan de ser anónimos y se acercan. La experiencia comercial que

acumulan los productores fortalece sus capacidades y aumenta su poder de negociación en la cadena de valor.

- | **10.** Diversificación productiva y futuro de la cadena de valor gastronómica. El país necesita superar su dependencia a actividades extractivas cuyos ciclos de precios afectan a la economía. Para lograrlo es clave definir nuevos 'motores' sobre los cuales se sustente un sólido programa de innovación y mejora tecnológica para aumentar la productividad -y por tanto la competitividad- de la producción nacional. Y para consolidar a la cadena de valor gastronómica como uno de esos 'motores' es preciso fortalecer a la agricultura familiar. Es urgente diseñar un sistema nacional de distribución de alimentos -que equilibre oferta y demanda- para mayor equidad y eficiencia en esta cadena. De ese modo, los tres niveles de gobierno y los agricultores a través de sus organizaciones coordinarán la producción, comercio y consumo de alimentos enlazando al campo con las ciudades.

Confiamos que las nuevas autoridades compartan la misma perspectiva de cambios que propone el movimiento gastronómico para el desarrollo nacional comenzando desde el interior hacia Lima, reduciendo las brechas entre las comunidades urbanas y rurales.

Lima, Agosto de 2016